

Majorité absolue aux sociaux-démocrates

Les Portugais ont voté pour la stabilité politique

Un bouleversement

C'est presque un changement de système politique qui vient de se produire au Portugal. Rompant avec un comportement fortement marqué, depuis la « révolution des œillets », par l'appartenance aux familles idéologiques, les électeurs ont exprimé avec force leur refus de l'instabilité politique. Ils ont sanctionné sévèrement le parti qui avait pris la responsabilité de la crise : celui des renouveaux démocratiques, qui, en avril dernier, un an et demi à peine après les précédentes élections, avait déposé une motion de censure contre le gouvernement minoritaire de M. Cavaco Silva.

Ils ont aussi - et c'est la première fois depuis 1974 - donné au parti de ce dernier, le Parti social-démocrate (centre-droit), la majorité absolue. Le prochain gouvernement de M. Cavaco Silva - le dix-huitième du Portugal démocratique - entrera donc en fonctions avec les moyens de se maintenir aux affaires pendant quatre ans, ce qui constitue un bouleversement pour l'ensemble de la classe politique portugaise.

Le succès est dû à la forte personnalité de M. Cavaco Silva et aux premiers signes d'amélioration économique qui se sont manifestés depuis son arrivée au pouvoir, alors que les libéralistes, avant lui, avaient eu à gérer une crise très grave. Mais il n'aurait pas été possible sans l'attitude courageuse du président de la République, M. Mário Soares, en avril, quand scinda la crise de gouvernement. M. Soares aurait pu choisir alors de confier à son propre parti, le PS, le soin de former une coalition de gauche. C'était laisser glisser le pays vers un système parlementaire instable, à l'italienne, au moment où il doit faire face, entre autres, aux turbulences dues à l'entrée dans la CEE. Au risque de décevoir certains de ses amis politiques, M. Soares refusa de donner raison à la simple arithmétique parlementaire, et demanda aux électeurs de trancher.

Ces derniers semblent avoir compris le message : non seulement le PS ne fait pas les frais de la victoire de M. Cavaco Silva (il progresse même légèrement par rapport à 1985), mais la situation à gauche est considérablement clarifiée. Les communistes reculent. Le langage subi par le Parti des renouveaux démocratiques fait apparaître le PS, auquel ils faisaient concurrence, comme la seule véritable solution de rachat au PSD.

D'autre part, cette année doit avoir lieu la deuxième étape de la révision de la Constitution de 1976, qui devra être adoptée par les deux tiers des députés, c'est-à-dire que, sur ce chapitre, le PS aura vraisemblablement le rôle de principal interlocuteur du gouvernement.

Reste à savoir cependant quelles conséquences aura cette nouvelle donne sur le système de cohabitation à la portugaise. Cette cohabitation a, jusqu'à présent, très bien fonctionné. Mais le président de la République n'a de pouvoirs importants, à Lisbonne, qu'en période de crise. Le fait qu'une majorité absolue soit sortie des urnes modifie considérablement les rapports de forces, dans la mesure où elle rend quasiment superflu le recours présidentiel. C'est sans doute parce qu'il présentait que, de ce point de vue, la victoire de M. Cavaco Silva serait trop belle que M. Mário Soares a tenu à rappeler, à la veille du scrutin, que, en démocratie, tout pouvoir est « temporaire, limité et partagé ».

Les Portugais ont voté aux élections du dimanche 19 juillet pour la stabilité : le Parti social-démocrate (centre-droit) du premier ministre sortant, M. Cavaco Silva, a obtenu la majorité absolue (50,5 % des voix). Depuis la « révolution des œillets » de 1974, aucun parti n'avait jamais atteint le score de 43 %, qui équivaut à la majorité absolue de sièges au Parlement. A l'exception du Parti socialiste, qui progresse légèrement (22 % des voix), toutes les autres formations reculent : surtout le Parti des renouveaux démocratiques de l'ancien président Eanes, qui connaît un effondrement. La publication des résultats officiels prendra une vingtaine de jours. M. Cavaco Silva, quarante-huit ans, un économiste, ancien dirigeant de la Banque du Portugal, sera alors appelé à former son deuxième gouvernement.

(Lire page 5 l'article de JOSÉ REBELO.)

Fermeté de Paris sur le cas Gordji

La France et l'Iran négocient le rapatriement de leurs diplomates

Les tractations se poursuivent entre Paris et Téhéran en vue du rapatriement des diplomates des deux pays. Par la voix de M. Raimond, la France a réaffirmé, le dimanche 19 juillet, que M. Gordji doit se présenter devant le juge Boulouque ; son cas « n'est pas négociable ». Si Téhéran exige toujours, de son côté, la comparution du diplomate français Paul Torri, le ton est, semble-t-il, plus modéré, et les propos menaçants du ministre iranien de l'intérieur accusant d'espionnage des diplomates français n'ont pas été confirmés par d'autres sources.

Après l'escalade de la crise franco-iranienne et les menaces proférées contre les diplomates français à Téhéran et les otages au Liban, l'Iran semble avoir adopté une attitude relativement plus modérée en amonçant qu'il négocierait avec Paris l'évacuation des deux ambassades. Cette information est confirmée à Paris où on précise que les conversations, souvent très techniques et complexes, se déroulent par l'intermédiaire de M. Lafrance, le chargé d'affaires français à Téhéran.

Il existe cependant deux obstacles majeurs à l'évacuation des deux ambassades, qui sont probablement au centre des négociations actuelles : le sort de M. Wahid Gordji, le « numéro deux » officieux de l'ambassade iranienne, dont M. Raimond a répété dimanche soir sur Antenne 2 que son cas n'était pas négociable et qu'il devait se ren-

dre à la convocation du juge d'instruction, M. Boulouque, et celui de M. Paul Torri, premier secrétaire de l'ambassade de France à Téhéran, que les Iraniens veulent faire comparaître devant un juge de la prison d'Evine.

Un autre litige porte sur le délai dans lequel devra s'effectuer l'évacuation des deux ambassades. M. Raimond a rappelé que ce délai soit « de cinq à six jours » ; la partie iranienne le trouverait trop court mais on ne s'opposerait pas à Paris à ce qu'il soit prolongé de quelques jours.

« Les discussions par les voies normales et diplomatiques sur l'échange des diplomates » se poursuivent, et « on verra à quoi elles aboutiront », a déclaré dimanche le premier ministre iranien, M. Mir Mousavi.

(Lire la suite page 3.)

L'agitation dans les prisons

Comme le feu dans la savane

La situation est restée tendue dans les prisons, où la fin de semaine a été marquée par une révolte à Colmar (Haut-Rhin). Le calme, en revanche, est revenu aux Baumettes, où sept détenus de cette maison d'arrêt, considérés comme des meneurs, ont été incrimés dimanche de rébellion et de dégradations volontaires. D'autre part, un détenu s'est évadé en hélicoptère de la prison de Nice.

Floury-Mérogis, Douai, Rouen, Marseille, Colmar : l'agitation dans les prisons se propage comme le feu dans la savane.

BERTRAND LE GENDRE.

(Lire la suite page 9.)



UNE SOLUTION POUR RÉGÉRER LE PROBLÈME DE LA SURPOPULATION DANS LES PRISONS.

La mort du sociologue Gilberto Freyre

Le « découvreur » du Brésil

L'écrivain et sociologue brésilien Gilberto Freyre est mort, le samedi 18 juillet, à Recife, sa ville natale, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

RIO-DE-JANEIRO de notre correspondant

Rappeler que Gilberto Freyre fut le plus grand sociologue de son pays serait peu dire. Il fut surtout le découvreur de l'âme et de l'identité brésiliennes, celui dont l'écrivain Jorge Amado a pu affirmer, en apprenant sa mort, qu'il avait « révélé le Brésil aux Brésiliens ».

D'une œuvre abondante, géométrique, inégale, c'est le premier livre, publié en 1933, qui a fait date : « Casa grande e senzala », traduit en français sous le titre de « Maitres et esclaves » (1). La « casa grande » (la grande maison), c'était celle qu'occupaient les maîtres dans le Brésil colonial, lequel prospéra pendant trois siècles grâce à une économie de plantation fondée sur l'esclavage. Et la « senzala », c'était la bâtisse occupée par la main-d'œuvre servile dont le Brésil fut le dernier pays en Amérique à décréter l'affranchissement.

A partir d'une description minutieuse des lieux, du sol, du climat, des productions agricoles, des habitudes alimentaires, du vêtement, des techniques de travail, des rapports domestiques, Gilberto Freyre étudia la formation de la société brésilienne dans sa triple composante portugaise, indigène et africaine. Selon lui, le Portugais était, de tous les colonisateurs, le plus apte à bâtir une civilisation « sous les tropiques ». Il le devait à sa dualité d'origine, mi-africain, mi-nordique, à son aptitude à la « miscegenation ». Les descriptions abondent sur la « fécondité sexuelle » des premiers temps de la conquête, un grand dam des porteurs de la croix, venus par les mêmes bateaux.

Là où Gilberto Freyre innove résolument, c'est en insistant sur l'apport africain, négligé jusqu'à lui. Il montre comment le Noir, battu, enchaîné, condamné à la servitude, s'est imposé, grâce au mélange des sangs, dans les croyances, la sensibilité, les rythmes vitaux du pays.

CHARLES VANHECKE.

(Lire la suite page 7.)

(1) Œuvres disponibles en français : Maitres et esclaves : la formation de la société brésilienne, Gallimard, 1978 ; Terres du sucre, Gallimard, 1956.

Le mauvais temps en Europe

Plusieurs dizaines de victimes en Lombardie.

PAGE 10

La crise en Inde

M. Gandhi joue son poste de premier ministre.

PAGE 5

La conférence de l'OUA

L'Afrique, un continent riche peuplé de pauvres.

PAGE 7

Accord dans la chimie allemande

Diminution du temps de travail et augmentation des salaires.

PAGE 24

Les trente ans de la Fédération mondiale des villes jumelées

Recherche d'une coopération plus terre à terre avec le tiers-monde.

PAGE 25

M. Mitterrand en visite dans l'Ain

Portrait du président en jeune prisonnier évadé et lettré.

PAGE 8

Escadrons de la mort au Salvador

Recrudescence des enlèvements.

PAGE 30

■ « Les Acteurs de bonne foi », de Marivaux : au pas de course sur les chemins du cœur.
■ Un entretien avec M. Laurent Fabius : pertes et profits culturels de la gauche.

Page 11

Le sommaire complet se trouve page 30

Françoise SAGAN



Un sang d'aquarelle

roman

GALLIMARD nrf

Le Monde

ÉCONOMIE

Le financement de l'économie française

Les entreprises françaises ont de moins en moins recours au crédit bancaire, auquel elles préfèrent le marché monétaire et la Bourse.

La chronique de Paul Fabra

Pages 21 et 22

Le Monde

SPORTS

Le Ventoux dompté

La montagne n'a pas accouché d'une souris. L'étape du mont Ventoux a bien été superbe, digne en tout cas d'entrer dans la légende du Tour de France. Mais la route est encore longue jusqu'à Paris. Vainqueur le dimanche 19 juillet, Jean-François Bernard portera-t-il encore le maillot jaune dimanche 26 juillet sur les Champs-Élysées ? Les Alpes donneront sans doute la réponse.

(Lire page 15 les articles de JACQUES AUGENDRE et DANIEL SCHNEIDERMANN.)

سكرا من الاصل

Concordances des temps

Chroniques sur l'actualité du passé

La victoire de Jeanne Chauvin avocate

C'était à la fin du siècle dernier. M^{lle} Jeanne Chauvin veut, tout simplement, devenir avocate. Ah ! le beau tollé. La première chambre de la cour d'appel de Paris la renvoie dans ses foyers. Il faudra une loi pour que cette pionnière arrive à ses fins.

« Elle est épatante, cette petite femme-là. Comment donc qu'elle fait, pour savoir tout ce qu'elle a à dire ? (...) Elle est avocate comme mam'zelle Chauvin. Elle va même plaider en correctionnelle. Hier je la surpris en rentrant soudain Avec un jeune homme en caleçon d'été. Je dis : « Vous m'trompez, et dans mon logement ! ». « Rassure-toi, mon loup, mon gros bébé rose, j'te présente Monsieur, mon premier client. Il vient me confier une très bonne cause... Elle est épatante, cette petite femme-là. C'est phénoménal, la nature qu'elle a !... » Félix Mortréuil et Henri Christiné. Cette petite femme-là (vers 1905) (1)

par Jean-Noël Jeanneney

LORSQU'UNE femme fut élue pour la première fois à l'Académie française, le 7 mars 1980, en la personne de Marguerite Yourcenar, trois cent quarante-trois ans après la fondation de cette institution, le bruit fut moindre, assurément, qu'il ne l'eût été quelques décennies auparavant. Et plusieurs, parmi ceux qui sont attentifs aux destinées de cette maison, furent moins surpris par l'événement que par cette sorte d'évidence qui l'entourait. L'étonnant, au fond, paraissait à ceux-là que cette Basille ne fût pas tombée plus tôt : façon de bien marquer le chemin parcouru depuis un siècle.

Où ! Et pourtant, à quelques signes, on put éprouver que chez certains esprits masculins les oppositions n'étaient pas vraiment dissipées, mais que seulement l'air du temps contraignait à dissimuler des indignations ou des regrets qui, jadis, se seraient manifestés sans la vergogne qui s'impose à présent. Comparons donc, comparons avec les remous provoqués par ce qui fut l'un des plus éclatants combats du féminisme bourgeois : la bataille victorieuse de Jeanne Chauvin, aux toutes dernières années du dix-neuvième siècle, pour se faire accepter comme la première femme avocate en France.

L'histoire commence le 24 novembre 1897 : ce jour-là, la première chambre de la cour d'appel de Paris est gavahie par une foule nombreuse. M^{lle} Chauvin, docteur en droit, vient demander à y être admise à prêter le serment d'avocat. La Gazette des tribunaux, évoquant la scène, décrit ainsi l'héroïne du jour : « Après avoir ôté sa pèlerine de fourrure et son chapeau, elle s'assied à l'une des places habituelles des avocats plaideurs. Elle porte une robe de soie noire. L'ensemble de sa personne est simple et distingué... »

Jeanne Chauvin est née en 1862, dans une famille de bonne bourgeoisie provinciale. Elle a été l'une des premières jeunes filles à subir avec succès les épreuves du baccalauréat ; elle a passé sa licence en droit et sa licence en philosophie, et elle a soutenu en 1892 une thèse de doctorat en droit, intitulée « Des professions accessibles aux femmes en droit romain et en droit français » : ouvrage qui se lit aujourd'hui encore, j'en témoigne, agréablement (2). Elle y défend l'idée que ce sont les « traditions sémitiques » (entendez l'influence de la Bible et du catholicisme) qui ont introduit ou consolidé l'inégalité juridique entre les sexes, que l'Antiquité gréco-latine ne connaissait pas au même degré.

Elle ouvre son livre par cette citation de Diérot : « Comment définissent-elles les femmes ? Un animal naturellement faible et malade. Je conviens qu'elles sont souvent l'un et l'autre, mais je suis persuadé que c'est un effet de l'éducation, du système de nos mœurs et point du tout de la nature (3) ». Et elle en déduit avec logique : « Si, comme le dit

l'un des interlocuteurs, la femme est un animal naturellement faible et malade, il faut la tenir à l'écart des fonctions qui réclament la réflexion, le sens et la force : à crature débile, la tutelle est indispensable. Si au contraire la faiblesse de la femme est un effet de l'éducation, si elle est la conséquence d'une législation injuste et oppressive, il y a devoir et utilité à réformer cette législation. »

Puis elle offre un survol éloquent des siècles passés et elle conclut son livre en ces termes : « Partie du degré infime des organisations primitives, où la force prime le droit, où le groupe absorbe l'individu, où la femme est l'esclave de l'homme, elle franchit bientôt les stades intermédiaires pour atteindre le terme supérieur où le despotisme s'efface devant le droit (...). Le principe progressiste, fort de toute l'autorité de la justice, triomphe finalement des résistances de la tradition ; il s'affirme tout-puissant dès l'Antiquité dans la pratique romaine, plus tôt même dans la législation égyptienne (...). Refoulé et arrêté dans son essor au Moyen Âge par la renaissance des principes traditionnels et le développement considérable que leur donnèrent les Pères de l'Eglise et les juristes, il puise des forces nouvelles dans les déclarations de 1789 ; le souffle de la Révolution lui imprime un mouvement qui l'élève rapidement au-dessus de la tradition exclusive (...). Demain la femme ne sera pas seulement l'associée de l'homme dans la famille (...). En elle se manifesteront, à côté et indépendamment de la mère et de l'épouse, la personne humaine, l'individu membre de la cité, apte à rendre les mêmes services sociaux que l'homme : l'éducation des filles sera



Charge contre les jeunes avocats

de tous points égale à celle des garçons, les professions privées et les fonctions publiques professionnelles seront également accessibles aux deux sexes et aux mêmes conditions ; ce sont les conclusions de l'équité et de la logique. »

Une marche progressive vers les lumières et l'équité

Jeanne Chauvin se situe ainsi dans le droit fil de l'idéologie des mamels d'histoire de cette Troisième République triomphante, une histoire conçue comme une marche progressive vers les lumières et vers l'équité, dont il revient au régime définitif que les Français ont mérité d'assurer la dernière étape.

Où ! certes, la plupart des élus radicaux étaient fort réticents à accepter en pratique que les droits civiques fussent accordés à la femme — notamment parce qu'ils jugeaient que l'Eglise aurait barre sur sa conscience. Mais enfin, c'est bien à la cohérence de leur doctrine politique et sociale que M^{lle} Chauvin fait appel, et elle trouve des appuis chez eux. Son propre frère, Emile Chauvin, lui-même agrégé des facultés de droit en 1897, est député radical-socialiste de Seine-et-Marne. Et c'est le radical Léon Bourgeois, théoricien du solidarisme, qui va la soutenir pour lui permettre, en 1893, d'être la première à

assurer un enseignement de droit dans les lycées de jeunes filles (4).

DES la soutenance de sa thèse en 1892, elle a pu prendre une idée des obstacles qu'elle va rencontrer : un chahut d'étudiants empêche la cérémonie de se tenir le 2 juillet 1892 et le doyen doit le repousser de quelques jours. Un témoin de l'événement, le vicil avocat Henri Dabot, dans ses *Calendriers d'un bourgeois de Paris*, offre ce récit et ces commentaires bien représentatifs : « Certaines théories en faveur de l'émancipation des femmes ahurissaient les professeurs, vieux légistes parisiens de la dépendance féminine : naturellement, ils faisaient des objections à la candidate, et les objections étaient chaque fois accueillies par les vigoureux applaudissements des étudiants malappris. Il faudra pourtant vous y habituer, les gars ! On va changer le fameux article : la femme doit obéissance à son mari. Les femmes, après tout, ont été assez longtemps dépendantes. Il y a de graves projets dans l'air. Une fois nés, les bébés devront être portés, nettoyés et pomponnés par les maris ; à chacun son tour (5) ». »

Le ton est donné. Sur le chemin de la pionnière, chaque étape est assez rude. Et le 24 novembre 1897, le palais de justice lui fait bien sentir sa mauvaise humeur. Le bâtonnier et le conseil de l'Ordre des avocats se sont bien gardés de venir lui apporter leur soutien, ou même la marque d'attention que leur présence eût signifiée. En revanche, le procureur général Bertrand s'est déplacé en personne pour occuper le siège du ministère public. Il s'agit de verrouiller au grain.

En termes juridiques, le procureur est assez dénué : le point fort de son argumentation consiste à dire — parmi le flot de textes, qui n'interdisent pas explicitement à une femme de prêter serment d'avocat quand elle en a les titres — que

éclairant sur la mentalité de ceux qui résistent au mouvement. Au palais, les drapés du langage juridique en dissimulent quelque peu les arêtes vives. Ici, elle nous est donnée toute brute. Au Palais-Bourbon, c'est Joseph Massabau, député de l'Aveyron, fondateur de la revue la *Famille française*, et le comte Henri du Perier de Larsan, député de la Gironde, qui s'y distinguent ; au Luxembourg, Antonin Gourju, sénateur du Rhône, ancien bâtonnier du barreau de Roanne et membre du conseil de l'Ordre des avocats ; tous trois républicains mais d'une droite très modérée (6).

Et voici un florilège. Je passe vite sur l'acquisition vraiment baroque qu'exprime Perier de Larsan, quand il craint que l'on ne fournisse un « nouvel aliment » aux critiques souvent formulées contre la magistrature et contre l'« indépendance du juge ». En effet, s'écrie-t-il, « qui vous dit que le plaideur, dans les vingt-quatre heures qui lui sont accordées pour maudire ses juges, n'alléguera pas que l'éligence de l'avocate de son adversaire s'exerce aussi bien par ses yeux que par sa langue ? (on rit). Je ne dis rien là d'extraordinaire. On accuse déjà le magistrat d'une foule de crimes ; il n'y a pas à donner qu'une fois votre loi votée, on ne l'accuse encore de s'être laissé convaincre par d'ouïes moyens que de bons arguments juridiques ! »

Ce genre de réflexion, qui provoque quelques-uns de ces rires mi-gras, mi-génés que ce genre de débats suscite d'ordinaire à propos de tels sujets dans ces assemblées d'hommes, est assez vite abandonné, et l'on en vient à l'essentiel : l'idée en forme de postulat que c'est la nature même de la femme (le mot revient sans cesse) qui s'oppose à cette évolution légale. D'où découleraient deux conséquences inductibles : le malheur assuré pour elle, la ruine définitive de la société.



Portraits de Jeanne Chauvin

l'inscription au barreau peut conduire, selon la tradition, un avocat à suppléer des juges empêchés : or, il est explicitement interdit à une femme d'être magistrat... Le tour est joué ! Après quelques jours de débats, la cour déboute Jeanne Chauvin de sa requête et la renvoie dans ses foyers (6).

Pour elle, il n'est plus désormais qu'une issue : changer la loi. A la Chambre, le socialiste René Viviani, ancien premier secrétaire de la conférence du stage, y déploie toute son éloquence et réclame, après Besnambert, « que la femme ne soit plus considérée comme mineure pour ses biens et majeure pour ses fautes ». Il obtient l'adhésion de la Chambre par 319 voix contre 174, le 30 juin 1899. Les pères conscrits du Sénat gagnent encore un peu de temps, mais ils finissent par adopter la même proposition de loi à leur tour, tout juste avant la fin du dix-neuvième siècle, le 13 novembre 1900, par 172 voix contre 34.

Le texte est promulgué le 1^{er} décembre. Le 4 décembre, M^{me} Petit, épouse d'un avocat, prête serment la première, et le 9, c'est le tour de Jeanne Chauvin. C'est elle encore qui, en 1907, prononcera à la barre le premier plaidoyer d'une avocate en France — un an après que Marie Curie a accédé à la chaire de physique générale de la Sorbonne.

Les débats parlementaires fournissent à foison, comme ferait aussi toute une littérature antiféministe (7), des aperçus bien

clientèle qui, « même pratiquée par des voies licites », demande « une personnalité virile, capable de soutenir le genre de luttes qui rend possibles la marche progressive vers les affaires et l'accession lente vers la clientèle... ». Et alors « elle sera broyée, ni plus ni moins, et elle subira les déceptions de manière encore plus amère parce qu'elle est plus nerveuse que l'homme et qu'elle a souvent moins de philosophie ». Ou bien elle parviendra à égarer : la chose apparaît invraisemblable au sénateur Gourju, mais il veut bien l'imaginer un instant. Eh bien, ce sera pour elle un sort pire encore. Car « la profession d'avocat comporte une dépense d'efforts physiques considérable pour la plupart des femmes qui sont incapables (...). Oui, les femmes qui seront arrivées un jour à être occupées comme vous le leur souhaitez, vous les tuerez par la fatigue, comme d'autres ont été tuées préalablement par la faim (Très bien ! très bien ! sur plusieurs bancs) ».

« Destruction de la famille » et de la « propriété individuelle »

« Donc, ce qu'il faut dire aux femmes, c'est tout simplement ceci : Vous qui depuis que le monde est monde gouvernez le genre humain à votre fantaisie, par des procédés bien autrement sûrs et beaucoup plus séduisants surtout que le gynécote de nos codes et que la robe de patelin, qui exercez sur lui la toute-puissance de votre cœur, ne laissez pas compromettre ces instruments de règne incompréhensibles, ne tolérez pas qu'il soit soumis à l'opprobre de je ne sais quelle promiscuité bizarre, avec la logorhée de la procédure, avec les nullités et les exceptions, avec le mor migotage et la suite intolérable, avec l'antichristisme et la purge des hypothèques, avec toutes ces gamelles qui ne sont pas déjà si gracieuses dans notre bouche, mais qui, dans la vérité, seraient de pures horreurs (rires approbatifs à droite et à gauche) ».

ET puis il faut porter l'attention au-delà de l'indécence même des femmes, jusqu'à ceux de la société entière : ici le réquisitoire est pris, si je puis dire — car il parle dix-huit mois avant Gourju — par Joseph Massabau, au Palais-Bourbon.

Le succès des efforts de M^{lle} Chauvin, ce serait, explique-t-il, la destruction de la famille, partant (« conséquence fatale ») de la propriété individuelle, c'est-à-dire « les deux colonnes et les deux bases de notre société ».

En effet, « le jour où vous aurez voté ce projet de loi (...) le mariage monogame aura vécu ; ce jour-là vous aurez détruit non seulement le mariage, mais la famille, qui en est la conséquence... ». La famille ? « Si la femme veut être, au point de vue légal, absolument traitée comme l'homme (...), il faut qu'elle déchire le code civil, qu'elle supprime ce brocard du droit de nos codes : la paternité est quem nuptiae demonstrant ».

Ce sera le règne de l'union libre, la destruction de tout lien entre le père et l'enfant car « pourquoi, dès lors, la femme serait-elle tenue seule de la fidélité conjugale ? (Tour de linguistique, que traduit fort bien sur le mode du badinage la chanson placée en épigraphe...), ce sera la suppression de la propriété héréditaire. Et la conclusion s'impose, impitoyablement : « Pour nous qui sommes les ennemis du système collectiviste, pour nous qui voulons conserver la propriété individuelle que nous a donnée 1789 et la société capitaliste (...). Je dénoncerai que le principe d'égalité en vertu duquel a agi M^{lle} Chauvin, et sur lequel repose le projet de loi, est mauvais ».

Apprécions notre avantage : nous connaissons la suite de l'histoire, pour ce qui est des avocates et pour ce qui est du capitalisme...

(1) Cette chanson à succès a été reprise plus tard par Michel Simon, qui lui a donné une nouvelle carrière.
(2) Publié sous le titre *Etude historique sur les professions accessibles aux femmes*, influence du sémitisme sur l'évolution de la position économique de la femme dans la société, Paris, 1897.
(3) Denis Diérot, *Opuscules philosophiques et littéraires*, 1796, p. 169.
(4) Cf. Françoise Mayer, *L'Enseignement secondaire des jeunes filles sous la III^e République*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977, p. 222.
(5) Deuxième séance, Paris, 1908, p. 103-104.
(6) *Gazette des tribunaux*, 25 novembre 1^{er} décembre 1897, Henri Dabot, op. cit., p. 242-243, Jean-Louis Debré, *La Justice au XIX^e siècle et les magistrats*, Paris, Perrin, 1981, p. 196-197 et Jean Rabreau, *Féministes à la Belle Époque*, Paris, France-Empire, 1985, p. 94-96.
(7) On peut renvoyer par exemple au livre de la romancière Colette Yver, qui fut prix Femina en 1907 pour *Les Corvées* et qui est vivement antiféministe. Les avocates sont spécialement brocardées dans son roman de 1910, *Les Dames du palais*, ainsi que le relève Anne-Marie Maugé, *Identité masculine en crise au tournant du siècle, 1871-1914*, Paris, Éditions Rivages, 1987, p. 43, sq.
(8) J.O., débats de la Chambre des députés, 30 juin 1899, pp. 1758-1764 et Sénat, 13 novembre 1900, pp. 835-841.
(9) A rapprocher des sombres perspectives tracées par Barbey d'Aurevilly dans *Les Beaux-mes*, publié en 1878, où il évoque le jour où Marie d'Agoult sera à l'Académie des sciences, sciences et politiques, George Sand à l'Académie française, Rosa Bonheur à l'Académie des beaux-arts, concluant : « Et c'est ainsi les hommes qui seront désormais les confitures et les cornichons » (cité par Annelic Maugé, p. 52).

Demain : L'entrepreneur saisi par les médias

Après la rupture des relations diplomatiques entre la France et l'Iran

Au terme de longues semaines de difficiles tractations, les quinze membres du Conseil de sécurité devraient adopter, ce lundi 20 juillet, un projet de résolution exigeant un cessez-le-feu immédiat entre l'Iran et l'Irak, et laissant peser la menace de sanctions au cas où l'une des parties rejeterait la requête du Conseil.

Pas moins de cinq ministres des affaires étrangères se sont rendus à New-York pour assister à cette séance du Conseil de sécurité. M. Jean-Bernard Raimond a quitté Paris lundi matin pour New-York, où il ne restera que quelques heures puisqu'il regagnera son bureau dans la nuit. M. Raimond pourra s'entretenir à l'ONU avec le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, et ses homologues européens, M. Genscher, M. Andreotti et Sir Geoffrey Howe. M. Tarek Aziz, vice-premier ministre, ministre des affaires étrangères d'Irak, est lui aussi à New-York.

A Téhéran, les dirigeants iraniens ont d'ores et déjà laissé clairement entendre qu'ils rejettent le projet de résolution. Le ministre des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, a déclaré samedi à l'ambassadeur de RFA à Téhéran, M. Armin Freitag, porteur d'un message du ministre allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, que l'Iran n'acceptera « en aucun cas » le projet de résolution. Il a exprimé l'espoir que le Conseil « refuse-

rait de façon réaliste » de « prendre des décisions inapplicables » et s'efforcera plutôt d'empêcher « le régime irakien d'étendre la guerre ». Le premier ministre, M. Mir Hossein Moussavi, a estimé de son côté, dimanche, à l'issue du conseil des ministres, que les Etats-Unis veulent, à travers la résolution, « justifier leur présence agressive dans le Golfe », mais que les récentes prises de position soviétiques ne laisseront pas ce projet aboutir.

A Bruxelles, la France devait exposer, lundi après-midi, à ses partenaires de la CEE, la situation après la rupture des relations diplomatiques avec l'Iran; mais elle ne formulera pas de demandes précises de solidarité ou d'assistance, contrairement à ce qu'avait fait Londres il y a huit mois, après sa rupture avec Damas. Cependant, le ministre danois des affaires étrangères, M. Ellemann Jensen, dont le pays assume depuis le 1^{er} juillet la présidence semestrielle de la CEE, a chargé l'ambassadeur du Danemark à Téhéran, M. Ib Andersen, de demander audience d'urgence au ministre des affaires étrangères iranien afin de lui recommander, au nom des Douze et à la demande de la France, de respecter l'immunité diplomatique des Français en poste à Téhéran, en conformité avec la convention de Vienne de 1961.

Les Européens semblent divisés sur l'attitude à adopter face à l'Iran. Les pays de la CEE, à l'exception de la Grande-Bretagne, n'ont pas pris position sur le conflit entre Téhéran et Paris, soulignant qu'il s'agit d'une question bilatérale. La RFA a indiqué samedi que la rupture des relations entre la France et l'Iran était « regrettable » et qu'elle avait lieu au plus mauvais moment, peu avant le vote par le Conseil de sécurité d'une résolution sur le conflit irano-irakien. De source politique, on juge grave que deux des cinq membres permanents du Conseil — les Etats-Unis et la France — n'aient pas de relations diplomatiques avec l'Iran et qu'un troisième — la Grande-Bretagne — n'ait qu'une représentation diplomatique réduite à sa plus simple expression. La RFA, qui depuis le début du conflit irano-irakien observe une stricte position de neutralité, a placé de grands espoirs dans l'action des Nations unies pour mettre fin à la guerre. L'Allemagne fédérale, que la France a officiellement informée samedi de la rupture des relations diplomatiques avec Téhéran, fera part ultérieurement de sa position définitive sur cette question, après consultation avec les partenaires européens.

Dans les pays arabes, les réactions demeurent toujours rares. La Libye a cependant condamné la décision de la France en affirmant qu'elle était « irrationnelle » et dénotait « un esprit de croisade contre la nation arabe et islamique ». — (AFP, Reuter.)

Paris et Téhéran négocient le rapatriement de leurs diplomates

(Suite de la première page.)

M. Moussavi a passé sous silence la déclaration de samedi du ministre de l'intérieur, l'hojdatoleslam Ali Akbar Mottashami, accusant « des membres de l'ambassade de France à Téhéran d'être des espions » et annonçant que la police encerclait l'ambassade « pour les arrêter et les conduire devant la justice ». Cette déclaration, rapportée par le service international de l'agence officielle IRNA, n'a jamais été reprise par Radio-Téhéran.

M. Moussavi, qui s'exprimait à l'issue du conseil des ministres qui s'est tenu dimanche et a examiné la rupture des relations entre Paris et Téhéran, a accusé les Français de « n'avoir pas eu un comportement humain, dès le début de la rupture des relations ». « Dans de tels cas, a-t-il dit, on laisse partir les diplomates par les frontières, mais la France a agi comme un pays oppresseur en empêchant nos diplomates de quitter la France et en imposant un blocus violent et insultant à notre ambassade à Paris. » Par ailleurs, le chef de l'Etat, l'hojdatoleslam Ali Khamenei, a déclaré dimanche dans une réunion publique à Tabriz que « la France a été vaincue par le puissant mouvement iranien », et que « après le président Reagan, aujourd'hui c'est le tour de la France ».

Pas de dispositif spécial pour la marine française

Le ministère français de la défense, de son côté, a indiqué, dimanche, qu'aucun dispositif spécial supplémentaire pour la marine française n'était prévu aux abords du Golfe à la suite de la rupture des relations diplomatiques entre la France et l'Iran. En Méditerranée, la marine française a pour mission de faciliter les passages des pétroliers et leur retour vers la France. D'autre part, une présence maritime française se trouve en permanence au large des DOM et TOM, notamment dans le Pacifique. Le dispositif normal est maintenant dans l'océan Indien dont Djibouti et la Réunion sont les deux principaux ports d'attache des forces maritimes françaises. Un pétrolier-bâtiment de commandement, la *Marne*, croise dans la mer d'Oman, avec à son bord le contre-amiral Jacques Lanzade, qui commande les forces françaises maritimes dans l'océan Indien. Trois aviso-escorteurs se trouvent l'un dans le Golfe le *Victor Schoelcher*, l'autre en mer, et le troisième à Djibouti (le *Commandant Bory*). Ils sont équipés de missiles Exocet.

Les Iraniens, pour leur part, cherchent de nouvelles voies d'acheminement pour leur pétrole.

Le premier ministre a affirmé dimanche que des « négociations positives » avaient eu lieu récemment entre l'Iran et l'URSS pour l'écoulement du pétrole iranien par le territoire soviétique et la mer Noire. Ces négociations ont eu lieu lors de la visite de deux jours à Moscou du vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Mohamed Djavad Larijani, rentré samedi à Téhéran. Le conseil des ministres iranien a examiné cette question dimanche.

M. Jean-Bernard Raimond à Antenne 2 « La France ne se laisse pas intimider »

M. Jean-Bernard Raimond a déclaré, dimanche soir 19 juillet, sur Antenne 2, à propos du retour des diplomates français et du cas de M. Wahid Gordji : « Nous discutons des rentrées des deux catégories de diplomates, mais il est bien évident que pour nous M. Gordji n'entre pas dans cette catégorie tant qu'il n'a pas répondu à la convocation du juge. Nous plaçons au-dessus des Iraniens pour qu'il aille chez le juge Boulouque qui lui a demandé de se rendre à sa convocation pour être entendu comme témoin. »

« Une politique ferme »

« Donc, c'est une politique ferme. Mais lorsque nous nous sommes trouvés à un moment donné, à la suite de différentes péripéties, devant un Etat qui violait le droit international et se comportait de façon tout à fait anormale vis-à-vis de nous, essayait de nous intimider, à ce moment-là, nous avons décidé : la France ne se laisse pas intimider. Et s'il y a un échec, à mon avis, c'est l'échec de ceux qui ont essayé de nous intimider. »

« Dès la première mission qui s'est rendue à Téhéran le 10 avril 1986, nous avons dit aux Iraniens : nous voulons normaliser avec vous en réglant nos contentieux, mais à cette condition : nous ne changerons pas de politique au Proche-Orient, nous ne changerons pas notre politique avec l'Irak et nous ne livrerons pas d'armes, et les Iraniens ont tout à fait accepté ces conditions. »

« Nous avons négocié sur les contentieux pendant un grand nombre de mois, jusque, disons, au début de l'année 1987. A ce moment-là il y a eu un petit coup de divers raisons, mais je n'ai pas le temps d'entrer dans ces détails. »

« Mais ils ont tout à fait accepté cette normalisation, et, en plus, ils ont exercé leur influence pour la libération de cinq otages, donc cette normalisation était tout à fait possible. En plus il n'y a pas de fatalisme en politique ni de déterminisme. »

A propos des otages, M. Raimond a dit : « Je leur dirais qu'ils comptent sur le gouvernement français pour faire le maximum, dans la dignité et dans la fermeté, comme d'ailleurs l'ont toujours demandé les familles d'otages pour essayer de les libérer. »

« Cela peut paraître plus difficile maintenant, mais s'il y a la possibilité de maintenir le moindre fil, si tenu soit-il, pour obtenir cette libération, nous le ferons, dans le sang-froid, dans le calme et avec la préoccupation vis-à-vis des otages. A mon avis, c'est une politique tout à fait digne de la France du moment que cette politique n'est pas, comme je l'ai dit souvent, l'otage des otages. »

Le Hezbollah libanais : une « monstrueuse erreur »

Beirut (AFP). — Les intégristes chiites pro-iraniens libanais du Hezbollah ont estimé samedi 18 juillet que la France « a commis une monstrueuse erreur » en rompant ses relations avec l'Iran, et ont affirmé que « tous les musulmans feront corps avec l'Iran pour défendre l'Islam ».

Dans un communiqué diffusé à Beyrouth, le Hezbollah a déploré que « la France n'ait pas tiré la leçon de ce qui est arrivé à la Maison Notre » (Maison Blanche), allusion aux déboires de la politique américaine en Iran. « La France a-t-elle accepté de devenir le premier otage offert par l'Amérique au régime de Saddam (Husseïn) dans sa guerre contre les musulmans d'Iran ? », demande en outre le Hezbollah. Il ajoute : « Le monde sera témoin que l'Iran ne restera pas isolé dans cette bataille et que, au moins, signe de l'imam Khomeiny, chaque musulman fera corps avec les moudjahidines (combattants de la foi) d'Iran, et se rendra là où il recevra l'ordre d'aller. »

Réserves de la presse américaine et européenne à l'égard de la France

La presse britannique et occidentale est relativement critique à l'égard de la France à propos de la rupture des relations diplomatiques avec l'Iran.

« En Grande-Bretagne. — Selon le *Financial Times* du samedi 18 juillet, la France « (...) a été le pays à collaborer de la manière la plus directe et visible à l'effort de guerre irakien », par ses livraisons d'armement. Le quotidien souligne cependant qu'il est « de plus en plus clair que le terrorisme en Europe, comme les prises d'otages au Liban, sont des armes de l'Etat iranien ».

Pour l'éditorialiste de *l'Independent*, la France a agi « de façon décisive », mais, pour ce faire, elle a « adopté les mêmes méthodes que l'Iran (...) : prise d'otages et loi du talion appliquée à des faits réels ou supposés, utilisation de la police et des forces de sécurité à la place de « mémoires » ou de notes verbales ». « Descendre au niveau des Iraniens implique une violation des lois internationales », conclut *l'Independent*.

« En Allemagne fédérale. — Les quotidiens insistent également

sur le rôle, joué par la France, de fournisseur d'armes de l'Irak.

« Paris s'est plié au souhait de Téhéran d'obtenir l'expulsion de la déléguation iranienne de Radjavi, écrit le quotidien conservateur *Die Welt*. Chirac a également été prévenu de l'Iran des millions de dollars du chah. En échange, les ayatollahs ont libéré cinq des neuf otages. Mais, quand la France s'est refusée à cesser ses livraisons d'armes à l'Irak, la politique de normalisation a touché à sa fin. »

Sous le titre « Les limites de la patience », le quotidien libéral de Bonn *General-Anzeiger* écrit : « A Paris, on a d'abord joué la carte du rapprochement (...). On veut maintenant en imposer par la manière forte. Les chances de succès sont tout aussi incertaines. »

« Aux Etats-Unis. — Le correspondant à Paris du *New York Times* affirme notamment que « la rupture (des relations diplomatiques) représente un revers sévère pour la politique de M. Jacques Chirac visant à de meilleures relations avec les dirigeants iraniens, dans l'espoir qu'ils aideraient à libérer cinq otages français détenus par des militants pro-iraniens au Liban. »

MARDI

MERCREDI

JEUDI

VENREDI

SAMEDI

PARIS

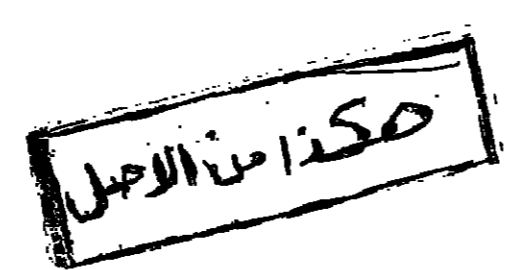
Avec Air-India, dès maintenant toutes les beautés de l'Asie 4 fois par semaine.

Air-India vous offre un vol supplémentaire vers l'Inde, à une heure aussi agréable que les 3 autres au départ de Paris. Ces quatre vols hebdomadaires sont également des plus confortables pour vos correspondances en direction de Bangkok, Hong Kong, Tokyo, Kuala Lumpur, Singapour et Sydney.

Quelle que soit votre destination, vous bénéficiez d'un service très sophistiqué en classe affaires, ou de tous les raffinements de notre classe Maharajah qui est considérée comme une des plus luxueuses au monde.

Alors, pour partir vers l'Asie en bonne compagnie, renseignez-vous sans tarder auprès de votre agence de voyage ou d'Air-India directement.

PARIS, 1, rue Auber, tél. 42 66 90 60
NICE, Park Hotel, 4/b, av. de Suède, tél. 93 87 83 25
LYON, Sofitel, 20, quai Gailleton, tél. 78 37 80 65
GENÈVE, 7, Chantepoulet, tél. 022/32 06 60

Proche-Orient

A Londres

Inquiétude après l'attentat contre un ancien ministre du chah

LONDRES de notre correspondant

Après l'attentat dont un opposant iranien a été victime samedi 18 juillet à Londres, Scotland Yard redoute une nouvelle campagne terroriste contre les adversaires du régime de l'imam Khomeiny, exilés en Grande-Bretagne ou ailleurs en Europe.

Représentant dans la capitale britannique d'une organisation intitulée Mouvement national pour la résistance iranienne, M. Hussein Amir-Parviz, soixante-trois ans, a été grièvement blessé par l'explosion d'une bombe qui avait été placée sous l'un des sièges de sa voiture. Il a dû subir plusieurs interventions chirurgicales, mais dimanche soir, sa famille, qui avait pu s'entretenir avec lui, a fait savoir que ses jours n'étaient pas en danger.

M. Amir-Parviz est proche de M. Chapour Bakhtiar, qui était premier ministre avant l'instauration de

la République islamique et qui s'est réfugié à Paris, où il a lui-même fait l'objet d'une tentative d'assassinat; M. Amir-Parviz avait été membre de son gouvernement en qualité de vice-ministre de l'Agriculture. Il est installé à Londres depuis 1980.

Quelques heures après l'explosion, dans un message téléphonique adressé à l'agence Press Association, un correspondant anonyme a revendiqué l'attentat au nom des Gardiens de la révolution islamique, en ajoutant: « Nous sommes responsables et nous tiendrons tous ces salauds de monarchistes ».

Les enquêteurs ont noté que, il y a deux semaines, des informations de provenance de Téhéran indiquaient que des commandos avaient été envoyés dans différents pays pour agir contre les opposants au gouvernement iranien. Des policiers se sont rendus au siège du mouvement de M. Amir-Parviz pour qu'y soient renforcées les mesures de sécurité. En août 1986, une explosion avait détruit, à Londres, une librairie fréquentée par les milieux d'opposition, et un étudiant iranien avait été tué.

L'escalade qui s'est produite entre Paris et Téhéran n'est pas sans rappeler aux Britanniques celle qui a prouvé en juin une quasi-rupture de leurs relations diplomatiques avec l'Iran. En mai, l'inculpation (pour vol à l'étalage) d'un agent consulaire iranien à Manchester avait eu pour conséquence, en représailles, l'arrestation pendant vingt-quatre heures du numéro deux de la mission diplomatique britannique à Téhéran, qui avait été roué de coups.

Les exilés réclament protection

Finalement, le 18 juin, après avoir exigé la fermeture du consulat à Manchester, le gouvernement de Mrs Thatcher avait décidé de renvoyer la plupart des diplomates iraniens en poste à Londres. L'inculpé — qui ne possédait pas le statut de diplomate — était au nombre des personnes expulsées. Maintenant, la Grande-Bretagne et l'Iran ne disposent plus que d'un seul représentant dans leurs ambassades. Les ambassadeurs avaient, eux, été rappelés en 1980, au moment de la prise d'otages à l'ambassade des États-Unis à Téhéran.

Devant la presse, dimanche, des exilés iraniens, parmi lesquels une personne qui s'est présentée comme le « coordinateur » à Londres des différents groupes de résistance et qui tient à conserver l'anonymat, ont réclaté une meilleure protection, l'arrêt des liaisons aériennes entre l'Iran et la Grande-Bretagne et la rupture complète des relations diplomatiques.

FRANCIS CORNU.

LIBAN

Reprise des affrontements entre chiites et Palestiniens dans le sud du pays

BEYROUTH de notre correspondant

La guerre des camps entre chiites et Palestiniens a repris dans le sud du Liban après avoir été en veilleuse durant près de cinq mois à la suite du retour des troupes syriennes à Beyrouth-Ouest en février dernier. Les combats avaient pratiquement cessé mais aucun règlement du conflit n'était intervenu et, si le sort des camps avait été de facto allégué, permettant le déplacement des femmes et des enfants et le ravitaillement de la population, une ceinture militaire était maintenue par la milice chiite Amal autour d'eux.

Relancés samedi 18 juillet au sud, par l'utilisation d'embûches d'armes semi-tourées, la guerre des camps risque à tout moment de s'étendre à Beyrouth. Chaque partie accuse l'autre d'être responsable de la reprise des combats, qui ont fait trois morts et seize blessés, samedi, avant de s'atténer, sans s'arrêter, dimanche, à la suite de différentes interventions, notamment d'officiers syriens agissant en tant qu'observateurs. Mais les hélicoptères restent sur le qui-vive et la tension est à son comble dans un climat de méfiance totale.

Les miliciens d'Amal sont installés dans le village anciennement chrétien de Maghouché, à l'est de Saïda, qui surplombe les camps palestiniens d'Aïn-Hilol et de Mieh-Mieh. Enlevé par les Palestiniens à Amal le 24 novembre 1986 à la faveur d'une opération-éclair, Maghouché avait été restitué à

cette dernière le 13 février 1987 en application d'un plan syrien négocié avec les anti-arabistes et exécuté par les arabistes, tous les Palestiniens se solidarisant chaque fois que reprend la guerre des camps.

Le comité de défense des camps (pro-syrien) accuse Amal d'avoir relancé les hostilités, et les Palestiniens adressent à la milice chiite une série d'accusations, et notamment: d'avoir lancé samedi soir un ultimatum aux habitants du camp de Borj-el-Chemali, dans la région de Tyr, leur enjoignant de l'évacuer avant lundi soir; d'avoir, selon le FPLP de M. Georges Habache, terrorisé la population pour la forcer à l'exode en envoyant dans ce camp, dimanche à 2 heures du matin, des milliers de soldats portant armes à feu et couteaux, qui se seraient attaqués à la population, faisant des blessés, et la sommant de quitter le camp avant mardi; d'avoir de même enjoint aux Palestiniens vivant autour, mais hors des camps de Bass et Rachidiyeh (les deux derniers sous la protection du Hezbollah et des Gardiens de la révolution) de quitter la région; d'avoir tué trois Palestiniens la semaine dernière près de Tyr.

Les Palestiniens accusent Amal d'ourdir un « complot consistant à pousser les Palestiniens à l'exode en vue de créer un canon chiite ». La milice chiite se défend dans un communiqué, affirmant son « refus de tout déplacement volontaire ou forcé de la population », et contre-attaque en réaffirmant sa « volonté de combattre le complot fomenté

par Arafat et ses alliés chrétiens des Forces libanaises et du Parti phalangiste visant à la création de cantons confessionnels ». Le responsable de la sécurité d'Amal au Sud devrait se rendre auprès des notables palestiniens du camp de Bass pour y dénoncer l'assassinat d'un professeur palestinien, Omar Zakaria.

Les voies de passage à Beyrouth

Autre développement sur la scène libanaise — en attendant les éventuelles répercussions de l'épave de forces irano-iraniennes — M. Berri, chef d'Amal, a fermé l'unique voie de passage ouverte à tous entre les deux secteurs de Beyrouth, dite de Kafat-Mirjeï, traversant la banlieue sud chiite.

Mais l'initiative de M. Berri part d'une volonté d'amélioration et non de dégradation de la situation, puisqu'elle est intervenue un lendemain du rapt des deux employés chrétiens de la compagnie nationale d'aviation MEA. Elle vise à l'ouverture d'une voie de passage plus sûre dite de Tayyouné qui serait contrôlée des deux côtés par l'armée libanaise, puis, à Beyrouth-Ouest, par l'armée syrienne, ce qui n'est pas le cas à Kafat-Mirjeï. Deux voies de passage existent à Beyrouth, toutes deux soumises à des restrictions strictes: celle du Musée, ouverte aux députés, diplomates et autres officiels; celle dite des Françaises, qui ne l'est qu'aux pèlerins.

LUCIEN GEORGE.

A Vienne

Un opposant iranien aurait été assassiné

Vienne (AFP). — Un militant d'extrême gauche iranien disparu le 19 mai dernier, Hamid Reza Chitgar, a, selon toute vraisemblance, été assassiné à Vienne, ont annoncé, le dimanche 19 juillet, les autorités responsables de la sécurité dans la capitale autrichienne. Elles n'excluent pas que l'assassinat ait eu « des motifs politiques ».

L'épouse du militant iranien avait affirmé, jeudi dernier à Strasbourg (France), que les traces de son mari s'étaient perdues le 19 mai à Vienne où il avait rendez-vous avec un iranien qu'il ne connaissait pas mais qui lui avait adressé plusieurs lettres.

M. Chitgar a été successivement un opposant aux régimes du chah et de l'imam Khomeiny, et il était responsable des sections étrangères du parti Tufan (communiste léniniste, antistalinien).

Selon les autorités viennoises, des amis du militant iranien ont identifié, samedi, dans un appartement de la capitale un cadavre « qui correspond, selon tout vraisemblance, aux restes de M. Hamid Reza Chitgar ».

La bête glissa comme un frisson noir, feutré d'angoisse...



A TRAVERS LE MONDE

Algérie

Près de 23 millions d'habitants

L'Algérie compte 6 millions d'habitants de plus qu'en 1977. Le troisième recensement général de la population et de l'habitat, qui a mobilisé, au mois d'avril dernier, trente mille agents recenseurs, a livré ses premiers résultats: le pays compte désormais un peu plus de 22 971 000 habitants, le taux d'expansion démographique baisse, mais de manière insignifiante. Il est de 3,06 %, sur ces dix dernières années, alors qu'il s'établissait à 3,2 % pour la décennie précédente.

Le quotidien national El Moudjahid, qui publie ces chiffres dans son édition de dimanche 19 juillet, note qu'avec un taux d'urbanisation de 4,8 % la population se répartit de manière équilibrée entre villes et campagnes (49 % et 51 %). Les plus grandes villes sont toujours Alger avec 1 483 000 habitants (2,6 en comptant la banlieue), Oran (590 000) et Constantine (438 000). Les villes de plus de cent mille habitants ont doublé en dix ans, passant de huit à seize. Le nombre de personnes par famille continue de croître. Il était de 6,9 en 1966 et de 6,6 en 1977. Il est de 6,92, cette année.

Chine

Des classiques occidentaux mis en cause

Alexandre Dumas, un des écrivains français les plus populaires en Chine, est pratiquement accusé de corrompre la jeunesse. Même pendant la révolution culturelle, les Trois Mousquetaires n'avaient pas été interdits. Sartre et Nietzsche, après une courte période de popularité, sont à nouveau montrés du doigt par les idéologues conservateurs. Recevant récemment la presse, le nouveau chef du bureau des médias et publications, M. Du Daozheng, a démenti que leurs œuvres aient été interdites. Selon la multiplication des traductions et leur mauvaise qualité, a-t-il dit, ont corrompu le bureau, qui exerce la fonction de censeur, à conseiller « une amélioration de la planification, de la sélection et de la qualité... ».

En revanche, l'Amant de Lady Chatterley a été bel et bien interdit, car c'est un « échec » littéraire. De même que Bonjour les amis, un livre sur la sexualité d'un lycéen écrit par un auteur controversé, Zheng Xianliang, retiré de la vente « à la demande de nombreux parents ».

Il y a deux ans, le directeur de l'Institut du marxisme-léninisme et de la pensée de Mao Zedong, de

l'Académie des sciences sociales, nous avait cité l'ouvrage de Lawrence comme exemple de la sexualité mise au service de la littérature et le contraire de la pornographie. Les temps ont changé. Il faut désormais que les étudiants prennent conscience des dangers venus de l'Occident. — (Corresp.)

États-Unis

Le FBI enquête sur les « escadrons de la mort » à Los Angeles

Le FBI a ouvert une enquête sur des activités attribuées à des « commandos de la mort » contre des réfugiés salvadoriens à Los Angeles, en Californie. Un porte-parole du FBI a confirmé l'existence de cette enquête, vendredi 17 juillet, après qu'un prêtre, le Père Luis Olivares, chargé de la paroisse comptant le plus grand nombre d'habitants d'origine sud-américaine, eut rendu publique une lettre semblable à celles envoyées à d'autres prêtres au Salvador avant leur assassinat par les « escadrons de la mort ».

Le Père Olivares est connu dans la communauté sud-américaine pour son hostilité à la politique des États-Unis en Amérique centrale. Son église a accueilli de nombreux réfugiés salvadoriens.

L'une de ces réfugiés, M^{me} Mercedes Salgado, a, pour sa part, déclaré à la police que son nom figurait sur une liste de dix-neuf personnes menacées de mort et une autre « affirmé avoir été récemment enlevée, violée et soumise à des sévices par des individus qui l'ont interrogée sur ses activités au sein du Comité de solidarité avec le peuple salvadorien. Il s'agirait du premier cas de ce genre aux États-Unis.

La population salvadorienne à Los Angeles est estimée à trois cent cinquante mille personnes. On compte aussi dans la ville environ soixante mille Guatémaltèques. — (AFP, Reuters.)

Nicaragua

Dialogue de sourds entre Managua et Washington

Le chef de l'État nicaraguayen, M. Daniel Ortega, a accusé, dimanche 19 juillet, le président des États-Unis, M. Reagan, de vouloir impliquer le Congrès américain dans une intervention directe de troupes américaines au Nicaragua, à travers une nouvelle demande de crédits pour la Contra.

Dans un discours à l'occasion du huitième anniversaire de la révolution sandiniste, M. Ortega a déclaré à Matagalpa (nord du pays) que Washington n'était « pas intéressé par des négociations sur une solution pacifique du conflit en Amérique centrale ». M. Reagan « est décidé, quel qu'en soit le prix, à renverser le gouvernement sandiniste », a-t-il déclaré à l'expiration de son mandat présidentiel en janvier 1985, a estimé M. Ortega, selon qui il est pourant « urgent » d'ouvrir un dialogue entre Washington et Managua.

La cérémonie pour l'anniversaire de la révolution a eu lieu à Matagalpa; dans une région particulièrement éprouvée par les actions de la guérilla anti-sandiniste. Elle s'est déroulée en présence de M. Oliver Tambo, chef de l'African National Congress (ANC), organisation anti-apartheid sud-africaine.

Faisant le bilan de six années d'affrontement avec la guérilla, M. Ortega a indiqué que les combats avaient coûté la vie à quarante-trois mille cent soixante-seize Nicaraguayens et causé pour 2,8 milliards de dollars de dommages directs et indirects à l'économie du pays. Il a précisé qu'une somme équivalant à 32,1 % du produit intérieur brut du pays devait être affectée cette année au budget de la défense.

La veille, dans son allocution radiodiffusée hebdomadaire, M. Reagan avait repris sa campagne en faveur de l'aide américaine aux « contras » en affirmant que le gouvernement sandiniste « ne négociera jamais sérieusement si les « combattants de la liberté » ne sont pas une force avec laquelle il faut traiter ». Les « contras », a ajouté M. Reagan, sont « le seul obstacle à la domination soviétique dans toute la région ». — (AFP.)

Tanzanie

M. Nyerere veut abandonner la direction du Parti

M. Julius Nyerere vient de confirmer publiquement son intention d'abandonner la présidence du Chama Cha Mapinduzi (CCM) — le Parti de la révolution, — lors du congrès de celui-ci, en octobre prochain. L'ancien chef de l'État a déclaré qu'il lui paraissait nécessaire de concentrer la direction de l'État et celle du parti entre de mêmes mains. M. Nyerere avait cédé, en novembre 1985, son fauteuil de chef d'État à M. Hassan Mwayni, mais avait provisoirement conservé la présidence du CCM pour se consacrer à sa réorganisation. Il n'en avait pas moins critiqué la politique économique, à ses yeux trop libérale, de son successeur. La « vieille garde » du parti souhaitait son maintien en poste. — (Corresp.)

Cédant aux pressions de Washington

Jérusalem décide d'améliorer les procédures d'entrée des Américains d'origine palestinienne

JÉRUSALEM de notre correspondant

Avoir en poche un passeport américain parfaitement en règle n'offre pas l'absolue garantie d'un accueil amical à l'aéroport Ben-Gourion de Tel-Aviv... lorsque l'arrivant est d'origine palestinienne ou a la peau noire.

Depuis le début de l'été, soixante-cinq citoyens américains — quarante Noirs et trente-cinq Arabes — se sont plaints auprès de l'ambassade des États-Unis à Tel-Aviv du « traitement discriminatoire » que leur avait infligé les agents de la sécurité israélienne. Ces touristes « suspects » étaient vu confisquer leur passeport et leur billet d'avion et avaient dû laisser en dépôt une caution de 5 000 dollars. Les plus malchanceux furent renvoyés, à l'exemple de M^{me} Nawal Hamad, une Palestinienne-Américaine remise dans un avion le 26 juin en compagnie de ses quatre enfants.

De telles pratiques ont lieu de temps à autre, depuis deux ans, à l'aéroport de Tel-Aviv. Elles sont plus fréquentes en période de vacances. En 1986, les autorités américaines avaient accusé plus d'une centaine de plaintes et fait connaître leur mécontentement. Pour Washington, aucun doute en effet: ces tracasseries sont clairement discriminatoires, puisqu'elles visent les seuls membres de deux catégories ethniques d'Américains. Cette année, le ministère israélien de l'Intérieur a encore renforcé ses mesures de contrôle envers les res-

sortissants étrangers. Le département d'État a officiellement protesté auprès de Jérusalem en menaçant de conseiller aux Américains arabes et noirs de ne pas se rendre en Terre sainte si l'État juif n'assouplissait pas ses procédures dans les trente jours.

50 000 Palestiniens de nationalité américaine

Cette vigilance, répond le gouvernement israélien, s'exerce uniquement à l'égard d'une infime minorité de touristes américains, ceux qu'il soupçonne de vouloir s'installer illégalement en Israël, au-delà de la période de trois mois autorisée par leur visa: des Palestiniens américains tentés par un retour discret au pays, des membres de la secte des Hébreux noirs, dont une certaine vivent déjà illégalement à Dimona, une ville du Néguev. Environ 50 000 Palestiniens ont la nationalité américaine, dont près de 10 000 résident en Israël et dans les territoires occupés. Selon Jérusalem, plus de 2 000 d'entre eux sont dans une situation irrégulière. Arrivés en touristes, ils ne sont pas repartis une fois leur visa expiré.

Cédant aux pressions de Washington, les autorités israéliennes ont finalement décidé, dimanche 19 juillet, d'améliorer les procédures d'entrée. Ainsi, tout citoyen américain « retenu » à l'aéroport pourra au moins prévenir par téléphone sa famille ou son ambassade.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.



Europe

PORTUGAL : les élections législatives

Le Parti social-démocrate de M. Cavaco Silva obtient la majorité absolue

LISBONNE de notre correspondant

Un véritable raz de marée a profondément bouleversé l'échiquier politique portugais, le dimanche 19 juillet. Pour la première fois depuis la révolution d'avril 1974, un parti politique obtient la majorité absolue des sièges au Parlement. La victoire, d'une ampleur inattendue, du Parti social-démocrate (PSD) représente avant tout un succès électoral de son leader, M. Cavaco Silva, dont l'appel à la stabilité gouvernementale a été largement entendu par l'électorat.

Par rapport aux dernières législatives d'octobre 1985, le Parti social-démocrate passe de 30 % à 50,5 % des voix et de 83 à 147 députés. Ses nouveaux électeurs sont venus de partout, de la droite comme de la gauche.

Le Centre démocratique et social (CDS), formation très conservatrice, affiliée à l'Union européenne des démocrates chrétiens, perd la moitié de son électorat et ne sera représenté dans la nouvelle Assemblée que par 4 députés, contre 22 auparavant. Même le Parti communiste (PCP) n'échappe pas à l'érosion. En 1985, l'Alliance du peuple uni - coalition entre les communistes et un petit parti démocratique - avait obtenu 15 % des voix. Dimanche, la CDU, nouvelle coalition formée cette fois-ci par les communistes, avec une poignée d'écologistes et quelques dissidents du MDP, n'en a eu que 12 %. En nombre de députés, cela se traduit par une baisse de 38 à 31.

Le résultat le plus surprenant est pourtant celui du Parti rénovateur démocratique (PRD). Bénéficiaire du désarroi provoqué parmi les électeurs socialistes par la coalition PSD-PCP qui gouvernait le pays depuis les élections d'avril 1983, le PRD avait atteint en octobre 1985 un score très honorable de 18 %. Les analyses considèrent que le succès de ce parti, qui se réclamait de l'exemple politique donné par le général Soares, alors président de la République, était conjoncturel. Tout ou tard, pensait-on, le PS récupérerait sa force et le PRD disparaîtrait. En dépit de la campagne très active menée par le général Soares ces trois dernières semaines, le PRD s'est effondré. Mais en faveur du PSD. Les sondages les plus pessimistes donnaient aux rénovateurs 12 % des suffrages. Selon les résultats, encore provisoires, lundi, ils n'auront pourtant pas atteint les 5 %. Le PRD, qui disposait dans l'Assemblée précédente de quarante-cinq sièges, n'en aura plus que six.

Avec 22 % des voix, le PS est le seul parti qui ait résisté à la vague

social-démocrate. En 1985, les socialistes avaient recueilli, en effet, 20 % des suffrages. Cette progression, bien que faible, permettra au groupe parlementaire socialiste de passer de cinquante-sept à soixante membres.

L'avenir de certaines personnalités politiques s'annonce sérieusement compromis. Il est peu probable par exemple que M. Adriano Moreira, ancien ministre de Salazar, garde sa place à la tête du Centre démocratique et social. De même, pour le général Ramalho Eanes qui ne manquera pas de tirer les conclusions de l'échec subi par son parti. Le 19 juillet 1987 restera d'ailleurs

gais sans exception se mobilisent en vue de la construction d'un Portugal plus développé, plus moderne et plus heureux.

Après la publication officielle des résultats, qui aura lieu dans deux semaines environ, le président de la République invitera le premier ministre à former un nouveau gouvernement. Des modifications profondes par rapport à l'équipe précédente sont attendues.

Commentant la nouvelle composition du Parlement, la Confédération générale des travailleurs portugais, centrale syndicale proche du Parti communiste, s'est déclarée « préoccupée ». « Le résultat de ces élec-



comme une journée noire pour l'ancien président de la République : quelques heures après avoir appris le résultat catastrophique enregistré par le PRD, il était opéré d'urgence de l'appendicite.

Des rumeurs avaient circulé ces dernières semaines dans les rangs du PS sur l'éventuelle chute du secrétaire général du parti, M. Victor Constancio. La campagne électorale socialiste s'était déroulée dans un climat de pessimisme, les principaux dirigeants n'ayant pas réussi à se mettre d'accord sur la stratégie à adopter. Les nostalgiques de M. Mario Soares accusaient le nouveau leader socialiste de manquer de charisme. Finalement, M. Constancio a su tirer son épingle du jeu.

« La victoire de la stabilité »

S'adressant à la foule qui l'accueillait dans la nuit des élections, le premier ministre a tenu le langage de la modération : « Notre victoire, s'il est dit, ce n'est la défaite de personne. C'est la victoire de la stabilité. Je souhaite que tous les Portu-

gais, estime la CGTP, sert les intérêts du grand patron qui essaiera de modifier les lois sur le travail et de restreindre le droit de grève. Aussi, la CGTP invite les travailleurs à se servir les rangs indépendamment de toute option idéologique ».

L'impact des législatives a fait passer au second plan les élections pour le Parlement européen qui étaient organisées simultanément. D'après les résultats déjà connus, le PSD a obtenu 38 % des voix, le PS, 22,3 %, le CDS, 15,4 %, la CDU, 11,2 % et le PRD, 4,3 %.

S'agissant des élections pour le Parlement européen, les électeurs démocrates-chrétiens ne se sont pas sentis obligés de voter utile et le recul du CDS est moindre qu'aux législatives. En outre, M. Lucas Pires, premier candidat de ce parti, a fait une campagne extrêmement personnalisée. Il tire sans doute ses conclusions sur le plan de la politique intérieure. La course à la présidence du CDS n'est-elle pas pratiquement ouverte ?

JOSÉ REBELO.

TURQUIE

La presse se félicite du rapprochement avec la Syrie

ISTANBUL de notre correspondant

« Les deux protocoles d'accord sur la sécurité et le partage de l'Euphrate, paraphés par le premier ministre syrien, M. Abdel Raouf el Kassab, et son homologue turc, M. Turgut Ozal, à l'issue de la visite officielle de celui-ci à Damas, ont été salués par la presse turque comme un très important succès diplomatique et le « début d'une ère nouvelle » dans les relations entre les deux pays. Le protocole sur la sécurité prévoit l'interdiction sur le territoire de chaque pays des activités hostiles au voisin et l'échange d'informations sur les contrevenants et leur éviction éventuelle à l'inter-

La Turquie obtient ainsi l'assurance que la Syrie ne servira pas de base arrière aux séparatistes du (PKK) Parti des travailleurs du Kurdistan pour des opérations dans la région frontalière. Le premier ministre syrien a toutefois précisé que les camps qui pourraient se trouver dans la plaine de la Bekaa libanaise occupée par l'armée syrienne n'étaient pas compris dans l'accord. Les commentateurs estiment que la pratique éclairera la portée du « geste de bonne volonté syrien ».

En contrepartie du protocole sur la sécurité, la Turquie s'est engagée, dans un autre protocole, à garantir à la Syrie, lorsque commencera le remplissage du barrage Ataturk sur le haut Euphrate, un débit de

5000 mètres cubes par seconde, soit environ la moitié du débit naturel. C'est sur intervention personnelle du président syrien, M. Hafez el Assad, avec lequel M. Ozal s'est entretenu pendant trois heures et demie, que les protocoles ont été signés. Au-delà du cadre des relations bilatérales, les meilleurs diplomates évoquent les perspectives régionales possibles du rapprochement des deux pays, engagés dans des alliances opposées et dont le contact est à toujours été l'une des données des conflits au Proche-Orient.

MICHEL FARRÈRE.

URSS

Deux ministres mis à l'écart

Deux membres du gouvernement soviétique ont été remplacés, a annoncé dimanche 19 juillet l'agence Tass : M. Sergueï Afanasiev, ministre des constructions de machines lourdes et pour les transports, a été mis à la retraite. Agé de soixante-neuf ans, M. Afanasiev occupait ce poste depuis avril 1983, mais il était en fait un vétéran de l'industrie d'armement. Après avoir travaillé dans des usines de défense dès 1941, puis au ministère des armements sous la direction de Dmitri Oustinov (membre du politburo de Brejnev et ministre de la défense décédé en 1984), M. Afanasiev avait notamment dirigé pendant dix-huit ans, à partir de 1965, le ministère des constructions mécaniques générales, qui fabrique tous les missiles stratégiques soviétiques.

Par ailleurs, M. Khlitroun, ministre des constructions mécaniques pour l'élevage et la production de fourrage, a été également relevé de ses fonctions, mais il retrouve un poste de ministre équivalent en étant nommé premier secrétaire du parti dans la région de Riazan, près de Moscou. Biegorosse, âgé de cinquante-sept ans, M. Léonide Khlitroun n'occupait son poste que depuis janvier 1986. Il devrait conserver son siège de membre suppléant du comité central du parti.

MM. Afanasiev et Khlitroun avaient été critiqués à plusieurs reprises depuis 1986, notamment par M. Gorbatchev au plénum du comité central en juin dernier. Leur départ porte à treize et un (sur quatre-vingt-neuf) le nombre de ministres mis à l'écart depuis le vingt-septième congrès du parti, en mars 1986.

Asie

INDE : nouveau rebondissement de la crise politique

M. Gandhi joue son poste de premier ministre

NEW-DELHI de notre correspondant

Le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, survivra-t-il à la crise politique sans précédent qui rebondit d'heure en heure depuis une semaine à New-Delhi ? La question se pose après la démission, dimanche 19 juillet, d'un second ministre en une semaine, M. Arun Singh, et l'expulsion du Congrès d'un quatrième ancien ministre en quatre jours, M. Vishwanath Pratap Singh. L'expulsion de ce dernier, ancien titulaire des finances puis de la défense, est d'autant plus surprenante que M. Gandhi lui-même avait refusé, jeudi, la démission conditionnelle que lui avait offerte M. V. P. Singh trois jours plus tôt. Désormais menacé d'une scission de sa majorité parlementaire, critiqué par la presse pour la manière « dictatoriale » avec laquelle il tente de purger son parti et de reprendre en main son gouvernement, l'héritier dynastique des Nehru-Gandhi joue sans aucun doute son avenir à la tête du pays. Président légal de la République jusqu'au 27 juillet, M. Zail Singh a déclaré dimanche qu'il étudiait toujours l'opportunité de lever l'immunité de M. Gandhi pour le laisser faire face, devant la justice, aux accusations d'abus de pouvoir et de corruption qui sont périodiquement lancées contre lui depuis trois mois. Osera, osera pas ?

En l'absence de la moindre preuve tangible à l'appui de ses dires, l'opposition ne se fait pas trop d'illusions.

Le plus immédiat des dangers auxquels M. Rajiv Gandhi est confronté ne vient pas de l'opposition, mais de l'intérieur même du Congrès. Indira, la parti historique, de M. Arun Nehru, le propre cousin du premier ministre, et de deux de ses amis politiques, n'avait d'autre but que de rappeler les « dissidents » à l'ordre. Cette mesure ne menaçait pas dangereusement la cohésion du parti, les trois hommes disposant d'une base politique trop étroite. Il n'en va pas de même pour M. V. P. Singh, dont la popularité, depuis sa démission du gouvernement en avril, à la suite d'une escroquerie anticorruption qui n'épargnait pas les proches de M. Gandhi, n'a pas cessé de grandir. L'annonce de son expulsion, dimanche, a déjà entraîné la démission de trois autres députés du Congrès, la destitution de deux ministres locaux dans l'Uttar-Pradesh. Plusieurs dizaines d'élus régionaux proches de l'ancien grand argentier sont prêts à se solidariser avec lui. En d'autres termes, M. Rajiv Gandhi paraît bel et bien avoir ouvert la boîte de Pandore.

Que s'est-il passé entre le rejet de la démission jeudi, et son acceptation dimanche ? Deux événements d'importance. D'abord la révélation, par un quotidien d'opposition, du mensonge de M. Ajitabh Bachchan, frère d'Amitabh, star numéro un du cinéma hindi et confident personnel du premier ministre. Le journal a publié un document prouvant que les Bachchan, contrairement à leur serment sur l'honneur, avaient bel et

bien acheté, l'an dernier, un grand appartement en Suisse. L'opposition en déduit que les fonds proviennent des pots-de-vin reçus suite à un gros contrat de défense passé en 1986 avec la Suède. Il n'y a pour l'instant, sur ce sujet précis, pas l'ombre d'une preuve. Le premier ministre a cependant demandé la démission immédiate du Parlement de son ami-acteur, ce qui fut fait samedi, et ordonné l'ouverture d'une enquête.

Deuxième coup de théâtre du week-end : M. Arun Singh, ami d'enfance de M. Rajiv Gandhi, ancien leader de ces « computer boys » qui avaient investi le pouvoir au lendemain de l'assassinat d'Indira Gandhi, abandonne à son tour son portefeuille de secrétaire d'Etat à la défense. Pour quelles raisons ? Mystère. Mais l'opposition de droite insinue qu'il y aurait là aussi un rapport étroit avec l'affaire des canons suédois.

« Entre jeudi et dimanche - reprend le « Rajah » - Sahib - je n'ai fait que demander publiquement qu'une action soit entreprise contre M. Bachchan ». L'air de dire : « A vous de tirer les conclusions ». L'ex-situaire des finances se pose donc toujours en véritable « Monsieur Propre » face à un gouvernement qui hésite et tergiverse. Mais, en quarante ans, l'expérience a prouvé que tous les dissidents qui ont quitté le vieux parti du mahatma Gandhi ont été noyés dans l'oubli. En sera-t-il de même pour le « Rajah » et ses amis ? Réponse dans les prochaines semaines...

PATRICE CLAUDE.

AFGHANISTAN

Visite surprise de M. Najibullah à Moscou

Le numéro un du régime soviétique de Kaboul, M. Najibullah, est arrivé, dimanche 19 juillet, à Moscou pour une visite surprise durant laquelle il fait peu de doute que les conversations porteront avant tout sur les difficultés éprouvées ces derniers temps par les forces soviéto-afghanes face à la résistance. L'agence Tass, qui n'avait pas annoncé à l'avance la venue du chef du Parti communiste afghan, s'est contenté d'indiquer qu'il avait été accueilli à l'aéroport par le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, et par le responsable des affaires internationales pour le PCUS, M. Anatoli Dobrynine. Officiellement, la visite de M. Najibullah à Moscou doit être « brève ».

Ce séjour intervient après l'aveu sans précédent, de la part de Moscou, la semaine dernière, que la résistance avait acquis, dans les opérations militaires en Afghanistan, une « supériorité provisoire » du fait notamment de livraisons de missiles sol-air américains et britanniques au cours des six derniers mois (Le Monde des 17 et 18 juillet). Le camp soviéto-afghan a, de ce fait, durci les termes du cessez-le-feu que ses troupes doivent en principe respecter face aux forces de la résistance, et qui ne s'applique guère, désormais, qu'aux maquisards rebelles.

Cependant Moscou et Kaboul n'ont apparemment pas renoncé à la politique de « réconciliation nationale » en vigueur depuis la fin de l'année dernière, malgré son évident échec. Ainsi la presse afghane vient de rendre public un projet de nouvelle Constitution destiné à réviser de nouveaux atours la « République

démocratique d'Afghanistan ». Les détails connus du projet visent à conférer aux institutions un caractère moins ouvertement communiste. La « République d'Afghanistan », selon la nouvelle terminologie, serait dirigée par un président élu par une Jirga (assemblée populaire traditionnelle) responsable devant un Parlement bicaméral. Le projet, qui doit être soumis à une « discussion nationale », ne précise pas les conditions d'élection des parlementaires. Par contre, il insiste sur la nécessité de modifier les emblèmes de l'Etat afin de faire ressortir la nature islamique du pays.

Ces propositions mises au point par le régime de Kaboul répondent de toute évidence au souci de Moscou d'atténuer l'image atchée de ses protégés afghans. Le projet ne précise pas le rôle du Parti démocratique populaire afghan (le Parti communiste, que M. Najibullah dirige depuis 1986). Cependant, une nouvelle loi publiée début juillet sur les conditions d'existence des partis politiques donne une réponse claire aux questions que suscite cette décision : il y est indiqué que tous les partis doivent renoncer explicitement « au colonialisme, au néocolonialisme, à l'impérialisme, au stalinisme, au racisme et à l'apartheid ». Certaines de ces notions sont associées, dans l'esprit des dirigeants de Kaboul, à l'action des maquisards afghans. Ceux-ci ont d'ores et déjà rejeté les dernières offres soviéto-afghanes, y compris celles qui visent à impliquer dans la « réconciliation nationale » l'ancien roi d'Afghanistan, Zahir Shah, exilé en Italie depuis le coup d'Etat de 1973.

F. D.

Le cardinal philippin Jaime Sin à Moscou

Pas d'assurance sur un éventuel voyage de Jean-Paul II en URSS

Moscou (AFP). - Le cardinal Jaime Sin, primat de l'Eglise catholique philippine, a quitté Moscou, dimanche 19 juillet, avec l'espoir mais sans la moindre assurance d'une éventuelle visite du pape Jean-Paul II en Union soviétique l'an prochain, a-t-on indiqué dans son entourage.

Mgr Sin, troisième cardinal catholique invité par l'Eglise orthodoxe russe depuis la révolution d'Octobre, s'est envolé pour Manille via Londres à l'issue d'un voyage de dix jours en URSS qui l'a mené à Kiev, Leningrad, Riga (Lettonie), Vilnius et Kaunas (Lituanie). Selon son entourage, la visite a « ouvert de nouvelles voies dans les relations entre la hiérarchie catholique et la hiérarchie orthodoxe russe ».

Mais son voyage n'a pas permis de négocier une éventuelle visite du souverain pontife pour le millénaire de l'Eglise orthodoxe russe. Mgr Sin lui-même a affirmé n'avoir pas abordé le sujet avec ses interlocuteurs, parmi lesquels figurait un représentant du gouvernement soviétique. Il a cependant déclaré, après avoir rendu hommage à la politique de « glasnost » (transparence) du numéro un soviétique Mikhaïl Gorbatchev : « Je pense qu'il existe une possibilité (pour une visite pontificale) dans le contexte de la « glasnost ».

... sa silhouette de mort s'imprégna à jamais dans ma mémoire, sur fond jaune. Elle est là, partout, sur le dos des livres de mes nuits blanches : la série Thrillers du Livre de Poche. 62 titres horriblement passionnants.

Collection Thrillers La griffe du Livre de Poche.

Books listed: Des diamants, William Dickinson, Polu Mischaluk, Le baccy du sergent, Manipulations, La substitution, Le tan, La maison du évêque, La face humaine.

Handwritten text in Arabic script: صكنا من الاصل

صكنا من الاجل

TGV NORD PAR AMIENS: ILS ADHERENT



Centre de Distribution
d'Amiens

[Signature]



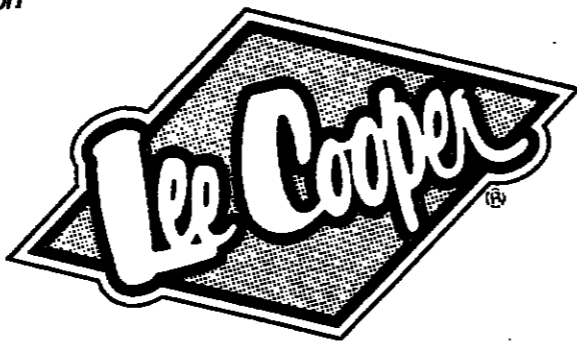
**Maison Conseil
Désérable**

[Signature]



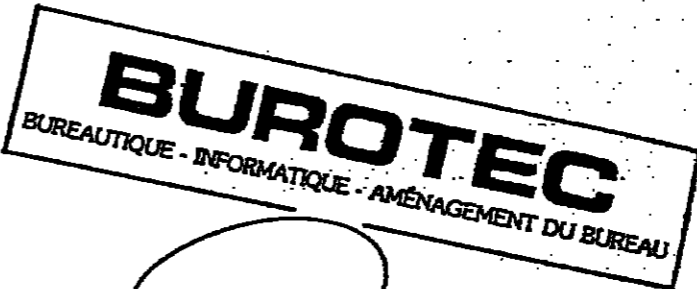
**Les Caisses d'Epargne
de Picardie**

[Signature]



LA RUCHE PICARDE

Daniel CREANGE
Directeur Général



[Signature]



LE DIRECTEUR REGIONAL
DES TELECOMMUNICATIONS,

[Signature]

F. LE GALL.



[Signature]



Beaurain S.A.
PRODUITS METALLURGIQUES
QUINCAILLERIE GENERALE



CENTRE REGIONAL
PICARDIE

[Signature]

**Gueudet Frères
Concessionnaire**

[Signature]



**ASSOCIATION
TGV AMIENS-PICARDIE**
Tél. 22.92.34.56

LA BONNE VOIE

P.M.H.P. - Amiens - Tél. 22 92 34 56 - RC B 316 188 372

Amériq. U

Amériq.

Le - découvr

Afrique

La réunion de l'OUA à Addis-Abeba

L'Afrique, un continent riche peuplé de pauvres

NAIROBI

de notre correspondant en Afrique de l'Est

L'Afrique se penche, une fois encore, sur son miroir pour constater qu'elle a très mauvaise mine. De quoi, en effet, vont discuter les ministres des affaires étrangères, puis les chefs d'Etat de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) qui se réunissent, à partir de lundi 20 juillet à Addis-Abeba, et ce n'est du délabrement économique de leurs pays, du poids insupportable de leur dette extérieure, des promesses non tenues de leurs bailleurs de fonds comme de leurs propres carences ? Discours connus, presque rituels...

Cette misère que l'Afrique porte comme une tunique de Nessus - 70 % de ses habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté - dissimule l'aisance d'une poignée d'autochtones qui s'enrichissent sans scrupules, aux dépens de leurs compatriotes : en swahili, on les surnomme les *webenzi*, ceux qui roulent en Mercedes et, en dialecte bamba, les *abala-lla*, ceux qui mangent à leur faim.

Il n'y a peut-être pas, sur ce continent, à l'exception de l'Afrique du Sud, de sociétés plus inégalitaires que la société zambienne. Les 20 % les plus riches se partagent 57 % du revenu national tandis que les 20 % les plus pauvres ne disposent que de 4 % de ce même revenu.

En Somalie, la « libéralisation » économique profite, d'abord, aux gros commerçants de Mogadiscio qui affichent, sans vergogne, leur opulence et se font construire des villas cossues. La rumeur publique a baptisé le quartier neuf où ils ont élu domicile le « quartier de la pré-verification ».

Il arrive même que, leur taille aidant, de mini-Etats soient quasi considérés comme biens propres par l'oligarchie au pouvoir. Ainsi, aux Comores, l'exportation des produits locaux - la vanille, par exemple - aussi bien que l'importation de produits étrangers - le riz, notamment - sont, pour une large part, aux mains de quatre grandes familles parmi lesquelles celle de M. Ahmed Abdallah, le président de la République. Un fonctionnaire international en conclut que « ce pays était géré comme une épicerie ».

Traffics en tous genres

Pour qui sait s'y prendre, il y a mille et un moyens de faire fortune en Afrique : un continent riche où les gens sont pauvres. Traffics de drogues à Maurice, de voitures au Zaïre, de bétail à Madagascar, d'ivoire au Burundi, d'émeraude en Zambie, de diamants en Centrafrique et d'armes, bien sûr, un peu partout. Quant à la fraude sur les impôts et sur les droits de douane, elle n'est l'apanage d'aucun Etat : en Centrafrique, son montant est passé de 20 millions de francs en 1974 à environ 600 millions cette année, soit l'équivalent des trois quarts du budget.

Plus généralement, l'évasion de capitaux, qu'elle soit ou non clandestine, prend, parfois, des allures inquiétantes. Cette pratique réduit, en effet, l'investissement local et, partant, ralentit la croissance. Se référant à des chiffres publiés par le Fonds monétaire international (FMI), M. Martin Shikuku, un député kenyan, vient de soulever un beau tollé en révélant, devant le Parlement, qu'en trois ans, de 1982 à 1984, environ 2,7 milliards de dollars avaient été retirés

du pays pour être placés à l'étranger.

Savoir tirer parti de toutes les situations, même les plus défavorables, est une autre clé du succès en affaires. A l'époque de l'étatisme triomphant, s'était développé, dans certains pays africains, un marché noir florissant. Maintenant que la mode est à la « libéralisation » économique, encore les plus malins et les plus favorisés qui sont les premiers à en tirer profit. Tous leurs efforts se portent, en effet, vers les secteurs où l'argent se gagne facilement et non pas vers les secteurs productifs. Ainsi a-t-on constaté, l'an dernier en Zambie, que près de la moitié des devises obtenues, grâce au système de la mise au enchères, avaient servi à l'achat de biens non nécessaires, notamment *made in South Africa*. Julius Nyerere, l'ancien chef de l'Etat tanzanien tout comme M. Yoweri Museveni, le président ougandais, ont dénoncé les effets pervers de cette politique de « libéralisation » qui - profit oblige - pousse à importer des voitures de luxe plutôt que des bicyclettes et des autobus, du rouge à lèvres et des parfums plutôt que des houes...

Reste la politique des « petits cadeaux » qui entretiennent l'amitié, en clair, cette grande corruption qui est devenue de tradition dans les relations d'affaires. Les « tarifs » varient d'un pays à l'autre, d'un contrat à l'autre. Aujourd'hui, ces « pots-de-vin » dépassent 10 % du montant de la facture au Nigeria et au Zaïre.

Au Kenya qui est en passe de rattraper ce peloton de tête, les dessous-de-table, en nette augmentation depuis trois ans, tournent autour de 8,5 à 10 %. En janvier 1986, la société française Spie Batignolles signait avec les autorités kényennes un contrat de

2,4 milliards de francs pour la construction d'un barrage hydro-électrique sur la rivière Turkwel dans le nord-ouest du pays. Cette affaire fut négociée de gré à gré, sans appel d'offres international. Selon de bonnes sources, la « commission », versée par le fournisseur à son client, aurait dépassé... 14 %.

La corruption érigée en système

Qui trempe dans toutes ces magouilles ? D'abord, ceux qui tiennent les rênes du pouvoir politique et administratif, puis une petite bourgeoisie d'affaires qui, souvent, partie liée avec cette intelligentsia, s'y ajoutent des éléments allogènes, même s'ils ont pris la nationalité du pays dans lequel ils vivent : les « Arabes » en Afrique de l'Ouest (souvent Libanais et Syriens), les « Asiatiques » en Afrique de l'Est (Indiens et Pakistanais, pour la plupart).

A cette élite politico-économique qui fait un peu la pluie et le beau temps, que peut bien vouloir dire le mot développement ? A observer ses réactions derrière les discours de convenance, on a parfois l'impression que l'Afrique ne lui inspire guère confiance, qu'elle ne mettrait pas sa main au feu que ce continent a un avenir devant lui. Mais si cette élite faisait preuve d'un comportement plus responsable, il ne serait pas interdit d'espérer en l'Afrique. Qui sait si la somme de ses détournements ne serait pas du même ordre de grandeur que le montant de la dette extérieure du continent, aujourd'hui estimée à 200 milliards de dollars ? Avez-vous l'impression ? Toute cette richesse gaspillée, les Etats membres de l'OUA la passent aux profits et pertes.

JACQUES DE BARRIN.

Amériques

La mort du sociologue Gilberto Freyre

Le « découvreur » du Brésil

(Suite de la première page.)

L'esclave africain n'a pas seulement enlevé « ses os » à la rigueur chrétienne des Blancs, il a aussi « embelli la race » en pratiquant, chaque fois qu'il le pouvait, la polyculture de ses terres d'origine, utile correctif à la monoculture coloniale, facteur essentiel d'équilibre alimentaire dans un pays marqué par les pénuries les plus criantes.

Les mécanismes sexuels de la société patriarcale sont également révélés dans son premier livre, fondamental, et c'était faire œuvre pionnière à l'époque. Le sadisme de l'homme blanc s'exerçant sur le masochisme de la femme noire ou indigène, celui du maître se révélant dès l'éveil de la sexualité aux dépens de l'esclave, voilà qui explique, aux yeux du sociologue, bien des comportements d'aujourd'hui à travers les facilités que donne encore une domesticité abondante et soumise. Du cadre psychologique et familial marqué par le goût de la violence, du commandement, par le martyre de la femme, Gilberto Freyre élargit l'explication en attribuant au vieux fonds sadomasochiste le caractère autoritaire de la société brésilienne, le penchant supposé du peuple pour les hommes et les gouvernements à poigne.

« Casa grande e senzala est l'œuvre la plus importante de notre culture », dit l'anthropologue Darcy Ribeiro. Et, de fait, après Gilberto Freyre, les Brésiliens ont cessé de se contempler exclusivement dans le miroir que leur tendaient les Européens. C'est le maître de Recife qui organisa, dans les années 30, le premier congrès afro-brésilien. Les études sur ce thème se sont développées depuis. La « civilisation du métissage », dont le sociologue fut le chantre, est aujourd'hui plus que jamais une réalité. Elle a souvent donné lieu à des slogans, notamment sur une démocratisation raciale dont il n'est pas difficile, en examinant la situation des Noirs dans l'échelle sociale, de voir la supercherie.

Gilberto Freyre a aussi étonné son époque en cherchant dans les annonces de journal, les recettes de cuisine, les registres d'associa-

tions populaires, les récits d'anciens esclaves - tout ce qui était méprisé jusqu'alors, - son matériau sociologique. Cela a beaucoup contribué à la saveur, à la beauté imagée de son style, qui font de lui un écrivain plus qu'un sociologue au sens restreint du terme, l'un des plus grands écrivains du Brésil moderne.

Son comportement politique a été plus contradictoire et plus controversé. Résistant actif à la dictature de Getulio Vargas à la fin des années 30, il pouvait être considéré, jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, comme un démocrate et un progressiste, d'autant que ses thèses sur le Brésil pluriracial l'opposent à la droite intellectuelle de son temps. Mais il fut aussi l'un de ceux qui applaudirent le régime militaire imposé en 1964. Il contribua même au programme du parti mis en place par les généraux. Il voyait dans ceux-ci un rempart contre le communisme, qui lui semblait menacer cette « nationalité brésilienne » dont il avait été l'un des éclairateurs. Autant dire qu'il n'était pas en odeur de sainteté à l'Université, où les marxistes sont nombreux.

Les dernières années ont été plus sereines pour le maître de Recife. Les polémiques avaient cessé. Et c'est salué par ses adversaires politiques, de Dom Helder Camara à Miguel Arraes, qu'est mort celui dont le *Jornal do Brasil* dit qu'il a été, pour ses compatriotes, la « meilleure explication ».

CHARLES VANHECKE.

BIEN
Le FAIT FRANÇAIS dans le monde
LA FRANCE
3^e SUPERPUISSANCE
Les Anglo-Saxons, les Russes et nous. Influence de la France dans le monde : culture, langage, que. Politique française et zone franc. Défense, sécurité de police : les armées françaises et militaires. Economie : 2^e économie mondiale avec des (sans machine). DOM-TOM, l'Afrique et les 49 pays d'expression française. 356 pages, 98 F.
Venez découvrir :
FRANÇOIS DE PREUIL
49500 NUEL-SUR-LAYON
En vente à Paris :
Librairie OGMIOS / 42-86-99-20
18, rue des Pyramides (1^{er})
Librairie Dauphine / 45-55-87-55
27, av. Dauphine (7^e)

AFRIQUE DU SUD

Le Ciskeï se déclare prêt à négocier avec la France la libération de Pierre-André Albertini

L'évêque d'Evreux, Mgr Jacques Gaillot, de retour en France, dimanche soir 19 juillet, après un séjour de quarante-huit heures en Afrique du Sud au cours duquel il a pu s'entretenir pendant quarante minutes avec Pierre-André Albertini, a déclaré à sa descente d'avion que ce dernier « est détenu dans de mauvaises conditions » mais qu'il l'a trouvé « très bien ».

Mgr Gaillot était accompagné de M^{me} Anne Albertini, la sœur du jeune coopérant condamné à quatre ans de prison par le bantoustan du Ciskeï pour avoir refusé de témoigner contre quatre militants noirs accusés de « terrorisme ». En présence de cinq « officiels » dont un « interprète », ils ont pu rendre visite à Pierre-André Albertini, samedi matin.

L'entretien a essentiellement porté sur les conditions de vie de Pierre-André Albertini qui souhaiterait « avoir le statut de prisonnier politique », a indiqué Mgr Gaillot, tandis que M^{me} Anne Albertini remarquait qu'il était maintenant seul dans sa cellule, « depuis que ses deux codétenus, des droits communs, ont été libérés, il y a trois semaines ». Sa cellule, a-t-elle souligné, « se trouve entre celle des condamnés à mort et l'hôpital de la prison ». « Quand il n'est pas seul, il passe ses journées à jouer au scrabble et aux cartes avec quatre autres prisonniers condamnés, eux aussi, pour des délits de nature politique », a ajouté M^{me} Albertini avant de préciser que son frère s'était montré « impressionné » quand elle lui a appris que le président François Mitterrand avait refusé de recevoir les lettres de créance du nouvel ambassadeur d'Afrique du Sud à Paris. Elle regrette toutefois de n'avoir pu remettre à son frère les « dizaines de

journaux, de revues de sport et de livres » qu'elle lui avait apportés, en raison du « refus formel du directeur de la prison » qui s'est cependant engagé à lui remettre des photos de la famille Albertini.

Dimanche, le porte-parole du ministère des affaires étrangères du homeland noir du Ciskeï a annoncé que son gouvernement « est prêt à négocier avec l'ambassadeur de France » (à Pretoria) la libération de Pierre-André Albertini ». Interrogé, le soir même, au cours du journal télévisé d'Antenne 2, le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a déclaré qu'aux yeux de la France « le Ciskeï n'est pas vraiment indépendant ». « C'est tout le problème », a ajouté M. Raimond.

Le Ciskeï est l'un des dix territoires ethniques conçus par le régime de Pretoria dans le cadre de sa politique d'apartheid et l'un des quatre auxquels l'Afrique du Sud a octroyé l'« indépendance ». Négocier avec son gouvernement équivaldrait donc, pour la France, à reconnaître implicitement l'indépendance du Ciskeï. - (AFP, Reuters, AP.)

« Mondes en Devenir »

URBANISATION RAPIDE EN AFRIQUE TROPICALE

Guy ANKERL

13,5 x 20 cm - 179 p. - 85 F

Berger-Levrault
5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

PICARD
LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !
4 gammes de serrures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Etoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances
Liste des installateurs : au 42-33-44-85+

CHALIER, NUCCI, PASQUA et les autres...

Jacques Derogy
Jean-Marie Pontaut
ENQUETE SUR UN CARREFOUR DANGEREUX
Fayard
284 pages
89 F.

L'HISTOIRE A BOUT PORTANT

FAYARD

سكنى من الالهي

سكنا من الاجل

Politique

La crise du Front national dans les Bouches-du-Rhône

M. Arrighi prend la direction d'une nouvelle fédération marseillaise

MARSEILLE de notre correspondant régional

A l'occasion de son passage à La Ciotat, le samedi 18 juillet, M. Le Pen a eu un entretien avec les dirigeants du Front national dans les Bouches-du-Rhône, auxquels il a annoncé la reconstruction de la fédération départementale. (Le Monde daté 12-13 juillet). Ce n'est pas sans avoir été précédé de deux fédérations, dont l'une concernera exclusivement la ville de Marseille et sera dirigée par M. Pascal Arrighi, député des Bouches-du-Rhône et futur tête de liste du FN aux élections municipales de 1989.

M. Ronald Perdomo, également député des Bouches-du-Rhône, qui exerce jusqu'ici les fonctions de secrétaire départemental, conserve la responsabilité de la seconde, amputée du territoire marseillais.

Un coordonnateur de l'action des deux nouvelles fédérations a, d'autre part, été nommé par M. Le Pen. Il s'agit de M. Philippe Milliau, conseiller régional d'Ile-de-France et secrétaire départemental adjoint du Val-de-Marne, qui est lui-même professionnel et familial. Les spécialistes de Gertrude Stein ont conduit récemment à installer dans le département des Bouches-du-Rhône, M. Milliau aura également les fonctions de secrétaire fédéral

adjoint de la fédération de Marseille aux côtés de M. Arrighi.

Deux autres fédérations du Front national, celle de Paris et celle du Nord - qui serait divisée, elle, en trois entités géographiques - devraient être également réorganisées sur le même modèle. La décision prise par M. Le Pen fait suite à une longue crise du FN dans les Bouches-du-Rhône, qui opposait M. Arrighi à M. Perdomo et aux autres responsables de la fédération départementale.

M. Arrighi, qui souhaitait avoir « les couilles franches » pour préparer les élections municipales à Marseille, reçoit ainsi satisfaction. « Il ne s'agit pas d'une scission, nous a précisé M. Le Pen, mais d'une séparation qui rendait nécessaire le développement de la fédération. On ne ferait que redistribuer normalement les responsabilités », a-t-il ajouté, en estimant qu'il n'y aura « aucun problème de cohabitation » entre les deux nouvelles fédérations.

De son côté, M. Arrighi a affirmé qu'il n'y avait « ni vainqueur ni perdant », mais au contraire « une saine émulation ».

M. Perdomo, qui n'a pas été consulté par M. Le Pen, avait pourtant exprimé son désaccord sur le dédoublement des structures de la fédération. « Je pense toujours, nous a-t-il déclaré, que cette solu-

tion ne correspond pas aux réalités politiques du département. Je l'ai dit à M. Le Pen, mais il a sans doute préféré préserver l'unité du mouvement plutôt que celle de cette expérience dans quelques mois ».

D'ores et déjà la répartition des forces militantes entre les deux fédérations s'annonce délicate. Finit élit régional sur douze, dans le département, sont marseillais, et les sept membres du bureau exécutif de l'ancienne fédération sont tous également marseillais. Ils devraient se déterminer eux-mêmes et non pas être répartis arbitrairement entre les deux nouvelles instances fédérales.

Compte tenu des commentaires peu flatteurs dont ils ont fait l'objet de la part de M. Arrighi, ils pourraient éventuellement refuser de collaborer avec lui. Le sort des nombreux cercles lepénistes créés dans le département n'a pas été non plus résolu (M. Perdomo est personnellement opposé à leur division entre Marseille et le reste du département). En dépit de ces difficultés d'« inventaire », M. Arrighi affiche pourtant une belle confiance. Il a d'ores et déjà décidé d'installer sa fédération au 42, place de Vivaux - à 150 mètres de la mairie de Marseille - une localisation qui, dit-il, « a valeur de symbole ».

GUY PORTE.

M. Mitterrand en visite à Culoz (Ain) Portrait du président en jeune prisonnier évadé et lettré

CULOZ De notre envoyé spécial

Trompeuses et encombrantes apparences ! Du côté des festivités de lettres, il n'y eut pas que Marguerite Duras dans la vie intellectuelle de M. François Mitterrand. Le contraire étonnerait, chez cet homme de culture.

Mais qui aurait pu soupçonner que l'un de ces pèlerinages-éclairs de la mémoire et de l'amitié dont le président de la République a le secret le ramènerait, à quarante-quatre ans d'intervalle, sur les traces de l'écrivain-mécanicien américain Gertrude Stein, morte en 1946 ?

Culoz, « en ce 18 juillet 1987 » : Culoz 1943 : saisissant la riche prétexte des premières journées d'études consacrées à Gertrude Stein sur les lieux mêmes où elle vécut de 1943 à 1946, et « étant entendu que je dispose dans la région d'amitiés auxquelles je tiens » le chef de l'Etat était ensuite l'hôte à déjeuner du PDG de BSN, M. Antoine Riboud). M. Mitterrand a soulève en peu d'instants deux voiles.

Celui qui recouvrait le buste de l'auteur de l'Autobiographie d'Alice Toklas, après avoir visité l'exposition qui lui est consacrée dans la maison qu'elle occupa. Et celui qui dissimule fatalement à tous, ou presque, quelques jours, quelques heures de la vie du jeune prisonnier évadé François Mitterrand, en 1943.

Ce n'est donc pas « une rumeur ». M. Mitterrand est déjà venu à Culoz « arrêté par un ami de guerre », en ces temps où, « un peu hors-la-loi », jusque

évacué d'Allemagne, il allait « d'un ami sûr à l'autre pour profiter de l'hospitalité ».

« C'est ainsi que j'ai connu Culoz (...), appris que Gertrude Stein s'y trouvait. J'y suis revenu, je suis venu voir Gertrude Stein, qui m'a reçu en compagnie d'Alice Toklas » (secrétaire et compagne de l'écrivain).

Parcourant à rebours puis de nouveau vers « ce 18 juillet 1987 » le fil du temps, le président, posé derrière les miroirs pour ce qui pourrait être qu'une ordinaire allocution d'avant-déjeuner, dit alors en peu de mots « l'émoi » des deux moments ainsi rapprochés : « ... une à deux heures de conversation avec Gertrude et Alice, et revenir comme cela, après tant d'années, dans ces circonstances... »

Bien sûr, il n'aura pas l'immodestie d'en remonter aux spécialistes assemblés devant lui. Il évoque brièvement le « personnage inséparable » de Gertrude Stein, « l'un des grands noms de la littérature contemporaine (...), des talents les plus riches de cette époque ». Il jette au passage les noms de « quelques dessinateurs de même griffe » qui ont « marqué la suite » : Pound, Joyce, Proust, « sans oublier » les peintres, artisans de notre plus moderne vision, qui durent tant à Gertrude Stein au début de ce siècle.

C'est fini. La petite fenêtre entrouverte quelques minutes sur « une heure ou deux » du jeune prisonnier de guerre évadé, lettré et curieux de 1943 se referme. Le président est là, bien là, derrière ses miroirs.

Au maire qui vient de lui dépeindre les lieux et malheurs de sa commune, M. Mitterrand lance, grand-paternel, le classique : « Ainsi va la France. Ainsi va le vie. Chaque génération doit traverser et vaincre des périls. Et laisser ensuite à d'autres le soin d'aller un peu plus loin. »

« A Rose is a Rose... »

Et puis, comme il fait un temps épouvantable, le chef de l'Etat décrit un instant ces circonstances à ne pas mettre un président dehors et, surfant sur le fil de sa métaphore météorologique, il ajoute, tribut payé à la désolante actualité franco-irannienne : « Ce sont des nuages, des orages, des tempêtes, qui nous guettent. Ce n'est pas qu'une image, il y a aussi des orages, des tempêtes un peu partout dans le monde, auxquels la France prend part. Car la France ne peut être indifférente à rien de ce qui se passe dans le monde. Surtout lorsque ses intérêts, surtout lorsque ses citoyens, sont eux-mêmes emportés ou inquiétés par les tempêtes. »

Appelé par les devoirs de l'amitié et de la convivialité, M. Mitterrand s'écoupe. Les spécialistes de Gertrude Stein sont peut-être retournés à l'exégèse de la formule mystérieuse et circulaire de l'écrivain d'avant-garde : « A Rose is a Rose is a Rose is a Rose ». Sur le parvis de la mairie s'attardent deux dames, ravies et trépidantes, une rose rouge à la main.

MICHEL KAJMAN.

En visite aux Antilles

M. Balladur s'emploie à rassurer les investisseurs

Courage, effort et volonté. Tel a été le leitmotiv de M. Edouard Balladur, au cours de la visite officielle qu'il a effectuée en Guadeloupe le samedi 18 juillet, à la veille d'un séjour d'une semaine aux Antilles françaises. Le ministre d'Etat, qui a confirmé le chiffre de 300 000

actionnaires pour la privatisation de TFI, était accompagné de MM. Bernard Pons et Jacques Douffinages, respectivement ministres des DOM-TOM et des transports, ainsi que de M. Lucette Michaux-Chevry, guadeloupéenne d'origine, secrétaire d'Etat chargée de la francophonie.

POINTE-A-PITRE de notre correspondant

C'est parce qu'il est nécessaire de « d'abord juger sur place » que M. Balladur a tenu à effectuer cette première visite officielle de sa part dans un département d'outre-mer où les causes des problèmes économiques sont multiples. Réunion sur les difficultés spécifiques de la côte Sous-le-vent (partie occidentale de

la Basse-Terre), découverte d'une bananeraie, déjeuner avec les responsables des grands hôtels de l'archipel, visite au port autonome de Pointe-à-Pitre, suivie d'un exposé sur la future création d'un centre de commerce international et d'une zone franche... tout cela a permis au ministre de l'économie et des finances d'envisager l'avenir de l'archipel guadeloupéen « avec confiance et optimisme ».

Se voulant rassurant pour les entrepreneurs et les investisseurs,

réunis nombreux samedi matin pour suivre sa longue allocution, M. Balladur a affirmé que « le développement des DOM constitue une priorité pour le gouvernement » et que l'on avait pu observer récemment une « croissance de 32 % des dépenses d'investissement dans les DOM », alors même que les budgets des différents ministères subissaient une certaine austérité.

« Rassemblements et solidaires »

MM. Balladur et Pons voulaient aussi profiter de leur bref passage dans l'archipel pour annoncer aux décideurs économiques locaux que l'Etat soutiendrait les sociétés guadeloupéennes d'aménagement des collectivités et pour rappeler que les promesses faites par le ministre des DOM-TOM en Guadeloupe en juillet 1986 sur la perspective d'un « accord de partenariat avec les entreprises » étaient toujours « valides à court terme du point de vue des entreprises pour tout rétablir leur équilibre financier en quelques années », ce qui, selon M. Balladur, est « le vœu le plus cher » du gouvernement français.

Car, pour le ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, « il n'y a pas de fatalité ». La volonté, le courage, la patience, l'effort, « l'optimisme raisonné » et la lucidité apparaissent comme les maîtres-mots d'une « prise en charge du développement économique » de l'archipel. Et, même s'il n'existe pas de solution miracle (le ministre n'a cessé de le rappeler tout au long de sa visite), M. Balladur a conseillé aux entrepreneurs d'ajouter à leur travail un « zest de partenariat avec les entreprises » des Caraïbes et du marché européen disposant d'un marché international afin que les résultats de l'économie de l'archipel soient « concrets, positifs et satisfaisants ». « J'y veillerai », a-t-il affirmé, ne voulant pas « que les DOM restent à l'écart de ce grand mouvement ». (L'acte unique européen) et qu'il se replie sur eux-mêmes, mais au contraire que les habitants des départements français d'Amérique et ceux de la France hexagonale soient « d'abord et avant tout des Français rassemblés et solidaires ».

ANDRÉ LEGER.

MARSEILLE de notre correspondant régional

Entamée le mercredi 15 juillet à Ajaccio, la tournée des plages du Front national n'a pas rencontré, jusqu'ici, le succès espéré par ses organisateurs. M. Jean-Marie Le Pen avait lui-même admis, lors de sa première étape, en Corse, que c'était « une gageure de braver la canicule pour entendre parler politi-

que ». Dans les trois départements de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur qu'il a ensuite visités, le président du Front national s'est exprimé devant des auditeurs fervents mais moins nombreux que ceux qu'il y avait attirés à d'autres époques.

A Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes), dans l'un des fiefs du FN (24 % des suffrages exprimés aux élections législatives de 1986), moins de deux mille personnes étaient venues l'entendre le jeudi 16 juillet.

A Grimaud (Var), le lendemain, au cœur d'une zone où sont implantés de très nombreux campings, les auditeurs étaient environ mille cinq cents, et, à La Ciotat (Bouches-du-Rhône), samedi, ils ne dépassaient pas le millier.

M. Bruno Mégret, député de l'Isère et directeur de la campagne de M. Le Pen pour l'élection présidentielle, a reconnu que la cible des estivaux, qui était visée, n'avait été atteinte que très partiellement. Il a indiqué que le Front national allait « rectifier le tir » en recrutant des jeunes chargés d'une propagande active sur les plages dans les heures

précédant la prestation de M. Le Pen.

Le parti d'extrême droite a été aussi, il est vrai, handicapé par la destruction, à Nice, dans la nuit du 11 au 12 juillet, du chapiteau tricolore « à l'américaine » qui avait été spécialement conçu pour la tournée. M. Le Pen a tenu, à ce sujet, une réunion à La Ciotat avec ses conseillers pour rechercher une solution plus satisfaisante que celle adoptée au cours des jours précédents : la location d'un petit cirque ambulancier, l'American Tractor Show, dont les dirigeants n'ont pas tenu les engagements qu'ils avaient pris.

A dix mois de l'élection présidentielle, le ton de cette tournée est également difficile à trouver. Le développement de ses thèmes de campagne étant prématuré, M. Le Pen doit se contenter d'« informer les Français sur la situation du pays » dans des discours-flueves traitant plutôt du passé que de l'avenir et qu'il émaille de commentaires sur les événements de l'actualité.

A Grimaud, comme à La Ciotat, le président du Front national a cependant tenté de se poser en candidat crédible et compétent en insistant sur ses qualités d'« homme de caractère, qui ose dire au peuple que son intérêt n'est pas dans le laisser-aller mais, au contraire, dans l'effort, dans le travail et dans la résistance à l'abandon ». « Je ne

suis pas un thaurmagus, a-t-il notamment déclaré à La Ciotat, et je n'ai pas de solution miraculeuse. Mais j'ai les solutions qui sont vérifiées par l'expérience de l'histoire. » Il s'est également présenté comme un « guerrier » aversant les Français - « des dangers qui les menacent ». L'élection de Grasse lui a fourni, d'autre part, l'occasion de dénoncer les « sous-marins du président de la République dans la majorité », au nombre de sept ou huit, et plus particulièrement ses bases navales que sont MM. Noël, Stasi, Malherbe et Rossignol. « dans le but est de permettre la victoire de M. Mitterrand et de recueillir un petit maroquin ministériel ».

Particulièrement virulent à l'égard de M. Rossignol, il l'a accusé de « transformer le Parti radical en Ku Klux Klan et d'y faire régner un racisme antilepéniste qui le disqualifie à tout jamais ».

An sujet de l'affaire irannienne et après s'être prononcé pour la « liquidation » du gouvernement de Tébéran par les services secrets, M. Le Pen a qualifié de « habileurs et tartarins » les dirigeants politiques français, « dans on mesure aujourd'hui à quel degré de déshonneur et d'impudence les ont entraînés leurs renoncements successifs ». a-t-il déclaré.

G. P.

PROPOS ET DÉBATS

M. Philippe Séguin :

l'impatte

M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, interrogé le dimanche 19 juillet au « Forum RMC-FR 3 » sur le point de savoir si M. Mitterrand est déjà en campagne électorale, a répondu : « Ce n'est à toutes les allures. »

Mais pour lui, la véritable question est de savoir quelle politique fera M. Mitterrand s'il était réélu, or « dans les écrits du Parti socialiste on trouve les déclarations des plus hautes personnalités de l'Etat, je ne trouve toujours pas l'esquisse de l'esquisse d'un programme pour demain, a-t-il déclaré. Alors je pose la question : en quoi cette politique se différencierait-elle de la politique actuelle ? »

Evocant, d'autre part, l'hypothèse - qui n'est pas la sienne - de l'élection d'un socialiste à l'Elysée et d'une continuation de la cohabitation, M. Séguin a souligné : « Les gens ne veulent pas que la cohabitation soit un système permanent. » Excluant une victoire législative - après dissolution de l'Assemblée nationale - des socialistes et des communistes et n'imaginant pas que « ceux qui auront été élus dans un camp passent facilement dans l'autre », M. Séguin a conclu : « Toute élection d'un socialiste à l'élection présidentielle conduit le pays à l'impatte. »

M. Millon :

combat de coqs

M. Charles Millon, député UDF de l'Ain, porte-parole de M. Barre, écrit dans la lettre Réflex du 28 juillet : « Combat de coqs dans la basse-cour socialiste. Jack Lang, accusé d'avoir trop montré ses ergots, vient de se faire voler dans les plumes par ses petits camarades. Lionel Jospin est en biabille avec Michel Rocard, l'éternel candidat. Lui étant lui, et pas un autre, Laurent Fabius explique qu'il n'écartera pas l'éventualité d'une candidature. Charles Harny, à l'occasion, rappelle qu'il était candidat avant tout le monde. Pierre (Maurory) redoutant qu'on l'oublie fait de l'ost à Pierre (Juquin), candidat lui aussi. Et Jacques Delors, tout président de la Commission européenne qu'il est est chargé de conduire l'Europe vers 1992. Forgive sacrément sur la France de 1988. Tout comme Pierre Bérégovoy, tout aussi préoccupé par le mprisage du terrain. Enfin, Jean-Pierre Chevènement laisse la France dans une paralysie incertaine : Pourquoi pas moi ? Pourquoi pas moi ? Tel est le refrain en vogue au Top 50 du PS. Au fond, chacun, chez les socialistes, a défaut de réussir à s'imposer, espère secrètement que François Mitterrand-Raminagrobis viendra couper les appâts et les ambitions des autres. Le candidat Mitterrand deviendra alors, par une manipulation quasi physiologique, le candidat socialiste et de la Nation tout entière, et réciproquement. »

Une élection municipale...

DOUBS : Beaulieu-Mandœuvre (1^{er} tour). Inscr., 3 716 ; vot., 2 722 ; suffr. expr., 2 444. Liste d'union de la gauche (M. Tyrode, PS), 1 005 voix ; liste RPR-UDF (M. Journot), 594 ; liste div. g. (M. Thiévent, ex-PS), 461 ; liste div. d. (M. Bochnien), 384. IL Y A BALLOTAGE.

[A cette élection est la conséquence de la décision du maire sortant, M. Eugène Couvreur (PS), de se démettre du mandat de maire qu'il détenait depuis vingt-deux ans, et de la démission du conseil municipal du premier adjoint, M. Gérard Thiévent, suivi par cinq autres conseillers socialistes. M. Thiévent, accusé par le deuxième adjoint, M. Joseph Tyrode, d'avoir envoyé au maire une lettre anonyme l'incitant à se démettre en sa faveur,

avait été écarté par le PS de la candidate de la liste d'union PS-PCF, confiée à M. Tyrode. Ayant décidé de présenter sa propre liste, avec, notamment, trois autres conseillers socialistes sortants, M. Thiévent et ses derniers avaient été exclus du PS. En mars 1983, l'élection, achevée dès le premier tour, avait donné, pour 3 786 électeurs inscrits et 2 949 votants, 2 863 suffrages ayant été exprimés : 1 793 voix et 24 sièges à la liste PS-PCF conduite par M. Couvreur ; 1 076 voix et 5 sièges à la liste de droite.

La dissidence de M. Thiévent a empêché la liste PS-PCF de l'emporter au premier tour, marqué par un recul global de la gauche par rapport à 1983 (59,98 % des voix, au lieu de 62 %). Cette élection a pour enjeu, aussi, la majorité au sein du conseil du district urbain de Monthémar, présidé par M. Guy Béche, député (PS).

... et cantonale

ILLE-ET-VILAINE : canton de Louvigné-du-Désert (1^{er} tour). Inscr., 7 268 ; vot., 4 532 ; suffr. expr., 4 419. MM. Ménard (sout. UDF-CDS), 2 274 voix. ELU : M. Derieux (sout. RPR), 1 378 ; MM. Poirier (PS), sout. FN), 505 ; Gouin (PS), 211 ; Mentec (PC), 51. [Il s'agit de pourvoir le siège rendu vacant par le décès, le mois dernier, d'Yves Derieux, gaulliste qui n'appartenait pas au RPR. Ce dernier soutient, dans cette élection, la veuve de l'ancien conseiller général, M. Eliane Derieux, tandis que le CDS apportait son appui à M. Olivier Ménard, maire de Poligny, proche de M. Pierre Méhaignerie. Les amis de ministre de l'équipement, président du conseil général et maire de Vitré, convoitent la circonscription dont fait partie ce canton, celle de Fouzéré, démembrée depuis 1967 par M. Michel Colasat (RPR).

En mars 1985, Yves Derieux avait été élu au second tour de scrutin, alors que le conseiller sortant, CDS, ne s'était pas représenté. Il avait obtenu 2 396 voix contre 1 942 au candidat du CDS, M. Boisson, et 1 231 à un candidat divers droite, M. Gouin, sur 5 567 suffrages exprimés, pour 7 373 électeurs inscrits 5 743 votants. Au premier tour, 5 595 électeurs ayant voté et 5 384 suffrages ayant été exprimés, les résultats avaient été les suivants : Yves Derieux, 1 335 ; MM. Boisson, 1 100 ; Gouin, 970 ; Poirier, 742 ; Doussal (RPR), 394 ; Gouin, 236 ; Piolot (RPR diss.), 197 ; Tronel (div. d.), 186 ; Payen (PC), 115 ; Gallat de la Brosse (FN), 115.

M. Méhaignerie a déclaré, le dimanche 19 juillet, que « la majorité nationale a toutes les raisons d'être socialistes » de ce « remarquable résultat », qui constitue, aussi, la faveur politique du CDS dans le département. »

SCIENTES PO. Préparations Documentation sur demande • Stage intensif d'été • Stage annuel • Stage parallèle IPEC Enseignement supérieur privé 46, bd Saint-Michel, Paris 6^e Téléphone : 46.33.81.23 / 43.20.03.71

La situation dans les prisons

Sept détenus des Baumettes inculpés de rébellion

La situation reste tendue dans les prisons, où la fin de semaine a été marquée à Colmar (Haut-Rhin) par une révolte de trois heures.

Si le calme est revenu, le samedi 18 juillet, aux Baumettes, sept détenus de cette maison d'arrêt, considérés comme des meneurs du mouvement, ont été inculpés dimanche de rébellion et dégradations volontaires. Il s'agit de Mohammed Mokzay, trente ans, Martial Bui-Loc, vingt-huit ans, Ali Bostakouk, vingt ans, Djamel Mimouni, vingt et un ans, Raymond Baldi, trente-cinq ans, Djamel Merkane, vingt-cinq ans et Mohamed Darfoui, vingt et un ans, tous de nationalité française.

Brière révolte à Colmar

Placés sous mandat de dépôt dans le cadre d'une information judiciaire ouverte sur réquisitions du parquet, ils devaient comparaitre lundi devant le tribunal selon la procédure des comparutions immédiates. Une

procédure semblable a été engagée contre huit autres détenus, instigateurs présumés des incidents.

A la maison d'arrêt de Colmar, c'est, semble-t-il, la mort d'un détenu, survenue l'avant-veille à l'infirmerie de la prison après une malaise cardiaque, qui a entraîné la révolte, dans la matinée de dimanche, d'une quarantaine de prisonniers. Ceux-ci avaient refusé de rentrer dans leurs cellules à la fin de la promenade du matin. Puis ils ont mis le feu à un stock de cotillons se trouvant dans un des ateliers ainsi qu'à leur literie. Le vieux quartier de Colmar, où se trouve la maison d'arrêt, fut rapidement isolé par les forces de l'ordre, tandis que l'on pouvait voir monter au-dessus des murs la fumée des incendies. Cependant, en fin de matinée, les prisonniers révoltés mettaient fin à leur mouvement après l'entrée dans l'enceinte des forces de l'ordre qui, assurent les autorités, n'eurent pas à affronter les rebelles.

La maison d'arrêt de Colmar — une quarantaine de cellules d'une capacité totale de cent quinze places — compte un effectif de cent soixante-dix détenus. La révolte a causé de sérieux dégâts dans plusieurs cellules. L'administration a annoncé qu'une autopsie du corps du détenu décédé vendredi a été ordonnée, pour établir les causes de la mort.

A Fleury-Mérogis, une trentaine de personnes ont manifesté, samedi, dans l'après-midi, devant le centre pénitentiaire à l'appel de « l'association des parents et amis de détenus ». Elles ont protesté contre les conditions de détention, la lenteur des instructions et « la politique pénitentiaire actuelle, basée sur la répression et l'enfermement ». Les manifestations voulaient aussi connaître la liste des détenus placés au « mitard » ainsi que celle des « blessés et des transférés » après les incidents de la semaine dernière. La direction de l'établissement a refusé de les recevoir.

Feu de savane

(Suite de la première page.)

C'est vrai qu'une mutinerie était prévisible aux Baumettes, à Marseille, où la température atteint souvent 40 degrés dans les cellules sans que les détenus aient le droit à plus de deux douches par semaine. C'est vrai aussi qu'une pluie battante calme les ardeurs des émeutiers. Comme à Fleury-Mérogis, le vendredi 17 juillet, où les détenus, trempés, ont rapidement mis fin à un nouveau mouvement de protestation.

Pourtant la chaleur de l'été n'explique pas tout. La tristesse est le facteur insupportable des détenus ne suffisent pas à déclencher un mouvement de contestation. S'y ajoutent toujours des erreurs psychologiques dont M. Albain Chalandon, ministre de la justice, n'a pas le monopole. L'insurrection de Toul, en décembre 1971, eut lieu alors que M. René Pieven, garde des sceaux, venait d'ordonner la suppression des colls de Noël. Il entendait punir ainsi collectivement les détenus après l'assassinat d'un surveillant à Lyon. Le coupable avait reçu l'arme du crime dans un paquet. Ce meurtre avait été suivi, deux mois plus tard, de l'assassinat, à Clairvaux, d'une infirmière et d'un gardien, et les surveillants réclamaient des sanctions. La réaction

des détenus de Toul et d'autres prisons à la suppression de ces colls de Noël contraignait pourtant M. Pieven à rapporter cette mesure à la hâte.

En 1983, M. Badinter commit, lui aussi, une faute psychologique qui provoqua des mouvements de protestation, à Fleury-Mérogis et aux Baumettes en particulier. Ayant décidé la généralisation des parlours sans séparation, il l'annonça de manière prématurée car cette réforme supposait des travaux impossibles à mener à bien en peu de temps. Les détenus, eux, n'entendaient pas patienter de longs mois et ils se révoltèrent.

La première faute d'appréciation du gouvernement actuel est d'avoir promis que les prisons bénéficieraient d'une priorité absolue, puis d'avoir tergiversé en déclarant qu'on allait plutôt faire appel au privé. Cette solution ayant fait long feu, de longs mois ont été perdus. Les vingt-huit nouvelles prisons dont M. Chalandon a obtenu le financement ne seront pas ouvertes avant 1989 au mieux.

La deuxième erreur psychologique a été commise par M. Chalandon seul. Elle est d'avoir laissé dire, il y a quelques mois, que la libération de cinq mille à huit mille détenus lui paraissait inévitable. Les intéressés espéraient, comme on espère jusqu'au fantasme entre quatre murs clos. L'amnistie attendue n'est pas venue, et, quand les détenus ont compris qu'il n'y aurait pas de grâce le 14 juillet, ils se sont révoltés.

La troisième faute d'appréciation commise par M. Chalandon a mis le feu aux poudres. Elle est d'avoir limogé, il y a quelques jours, M. Dominique Frérot, directeur unanimement apprécié du complexe pénitentiaire de Fleury-Mérogis. Apprenant que le projet d'extension de la maison d'arrêt des femmes était abandonné au profit d'établissements moins coûteux, il avait vigoureusement protesté auprès de la chancellerie. Il lui en coûta une mutation immédiate à Rennes comme directeur régional adjoint.

Réaction non moins immédiate des détenus de Fleury-Mérogis : une manifestation en forme de solidarité avec le muté. Ce fut l'étonnante initiative. Le feu, depuis, se répand. Comment l'arrêter ?

Comme toujours dans ce genre de situation, la chancellerie brandit simultanément la carotte : promesse de libérations conditionnelles plus nombreuses ; et le bâton : poursuites engagées contre les mutins des Baumettes.

L'agitation dans les prisons lui interdit, croit-elle, les vives concessions envisageables à froid. Une amnistie ou des mesures de grâce ne le sont plus à ses yeux en période d'effervescence. Ce serait donner le sentiment de céder à la violence. Ce calcul avait été celui de l'administration pénitentiaire au début des grandes révoltes de 1974. Puis la chancellerie s'était ravisée devant la tournure prise par les événements : six morts et plus de 200 millions de francs de dégâts. Après un mois de juillet d'embrasements, le conseil des ministres avait adopté, le 7 août, une réforme pénitentiaire suivie, le 3 octobre, de la libération de 1 266 détenus en application d'une grâce décidée par M. Valéry Giscard d'Estaing, alors président de la République.

La leçon de ces événements de 1974 est simple : si la situation dans les prisons devait aujourd'hui s'aggraver, mieux vaudrait en tirer les conséquences le plus tôt possible.

BERTRAND LE GENDRE.

● LYON : attentat manqué contre un gardien de prison. — Un engin explosif de conception artisanale a été placé, dimanche 19 juillet, sous une automobile appartenant à un gardien de prison, alors que le véhicule était en stationnement devant la prison Montcuq de Lyon. L'engin était constitué d'une bouteille de gaz reliée à un détendeur coupé à une mitraille à piles permettant un déclenchement à retardement. Seul le dispositif de mise à feu a explosé. Cet attentat n'a pas été revendiqué.

La belle en hélicoptère

CANNES : de notre envoyé spécial

« On croyait qu'il s'agissait du tournage d'un film publicitaire ». Les nombreux riverains de la maison d'arrêt Saint-Roch, à Nice, qui, le dimanche 19 juillet, vers 16 heures, ont mis le nez à la fenêtre en attendant voir un hélicoptère, n'ont pas immédiatement compris qu'ils assistaient, en direct, à une vision spectaculaire, celle d'un dangereux malfaiteur, Philippe Truc, trente et un ans, qui avait été arrêté, en flagrant délit, le 14 juillet 1986, lors de l'attaque à main armée d'une banque au Cannet-Rocheville (Alpes-Maritimes).

Tout avait commencé en début d'après-midi, à Cannes, sur l'hélicoptère de la Pointe-du-Palm-Beach. Le pilote d'un hélicoptère de la société H&F-Transport avait embarqué un homme d'une trentaine d'années, grand et athlétique, aux cheveux longs et bouclés, qui avait tout l'appareil pour, disaient, faire des

photos aériennes dans la région. Un client plutôt sympathique en blouson et jeans, avec des baskets, qui transportait un sac de plage. Aussitôt après le décollage, il sortait un Magnum 357 en tirant l'ordre au pilote de prendre la direction de Nice.

Arrivé au-dessus de la ville, il lui ordonnait de survoler la prison Saint-Roch, puis de faire un point fixe au-dessus d'une cour de l'établissement pénitentiaire. C'est dans cette cour, non grillagée, réservée aux délinquants mineurs et aux adultes exerçant un emploi dans la prison que Philippe Truc se trouvait en promenade. Le malfaiteur s'agrippait alors à une corde à nœuds qui lui avait été lancée par son complice et s'envolait... sous les applaudissements et les vivats des autres détenus.

A 300 mètres de là, l'hélicoptère effectuait un nouveau point fixe au-dessus de la terrasse d'une piscine municipale, le temps pour le fugitif de grimper à son bord. Quelques

instants plus tard, le pilote était contraint de se poser sur un terrain vague, au nord de l'hélicoptère de Cannes-sur-Mer où les deux hommes, attendus par un troisième individu armé d'un revolver 11,43, pratiquaient la fête sur une puissante moto.

Philippe Truc avait été condamné, en 1983, à six ans de prison, dont un an avec sursis, pour vol à main armée.

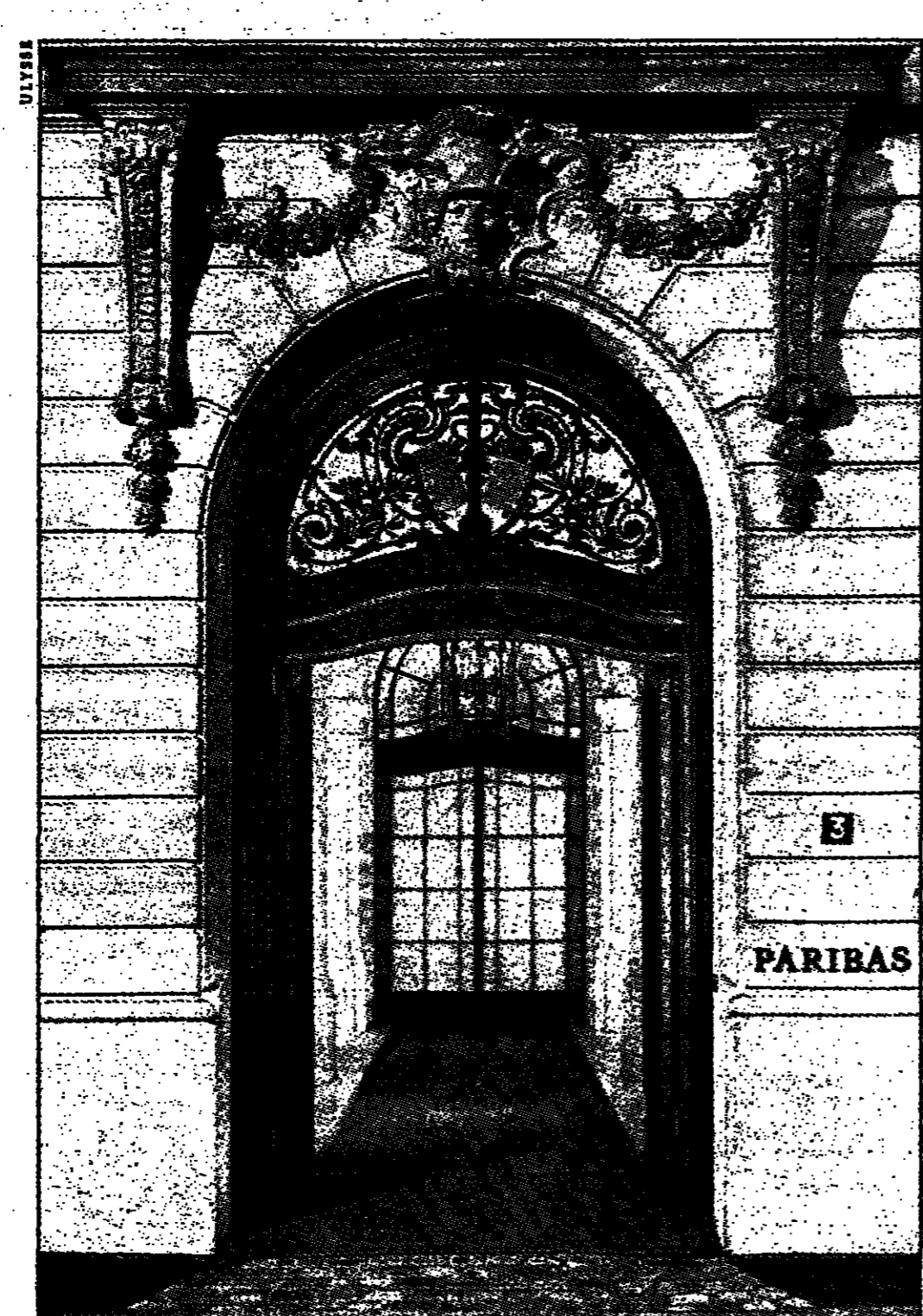
Cette évasion à bord d'un hélicoptère a eu deux précédents : — le 27 février 1981, deux gangsters détenus à la prison de Fleury-Mérogis (Essonne), Gérard Dupré, trente-trois ans et Daniel Beaumont, quarante et un ans, étaient les auteurs de la première en hélicoptère ;

— le 26 mai 1986, Michel Vaujour, trente-cinq ans, détenu à la prison de la Santé à Paris, réussissait sa quatrième évasion et celle-ci à bord d'un hélicoptère piloté par sa propre épouse, Nadine Vaujour.

GUY PORTE.

Erreurs psychologiques

L'histoire des grandes révoltes pénitentiaires montre que le facteur climatique et l'entassement insupportable des détenus ne suffisent pas à déclencher un mouvement de contestation. S'y ajoutent toujours des erreurs psychologiques dont M. Albain Chalandon, ministre de la justice, n'a pas le monopole. L'insurrection de Toul, en décembre 1971, eut lieu alors que M. René Pieven, garde des sceaux, venait d'ordonner la suppression des colls de Noël. Il entendait punir ainsi collectivement les détenus après l'assassinat d'un surveillant à Lyon. Le coupable avait reçu l'arme du crime dans un paquet. Ce meurtre avait été suivi, deux mois plus tard, de l'assassinat, à Clairvaux, d'une infirmière et d'un gardien, et les surveillants réclamaient des sanctions. La réaction



Madame, Monsieur, Actionnaire de Paribas, ce message vous est réservé.

Vous êtes l'une des 3 800 000 personnes à être entrée dans notre groupe. Depuis sa privatisation, Paribas a rassemblé plus de 5 milliards de capitaux au profit des entreprises françaises cotées à la bourse de Paris. Paribas a financé 2 des plus gros contrats français à l'exportation dont une centrale thermique en Chine. C'est Paribas qui a proposé le rapprochement de Louis Vuitton et Moët Hennessy pour créer la première société mondiale de produits de luxe.

Madame, Monsieur,

Paribas poursuit son développement et augmente son capital, en émettant auprès de ses actionnaires et d'investisseurs venus du monde entier des « Actions à Bons de Souscription d'Actions » que les professionnels appellent généralement ABSA.

L'ABSA est composée d'une action et d'un bon qui seront cotés en bourse séparément dès la fin de l'opération. Le bon vous permettra, si vous le souhaitez, d'acquiescer ultérieurement à un prix fixe, une action supplémentaire au moment de votre choix.

Normalement, c'est par tranche de 8 actions que l'on peut acquiescer une ABSA Paribas. Mais à vous, Madame, Monsieur, Paribas offre l'avantage de souscrire une ABSA même si vous ne possédez que 4 actions ou moins. Cette offre est valable jusqu'au 31 juillet 1987.

L'intermédiaire auprès duquel sont déposées vos actions (banque, bureau de poste, agent de change, caisse d'épargne ou comptable du Trésor) prendra directement contact avec vous et vous indiquera vos droits. Vous pouvez dès à présent lui donner vos instructions.

PARIBAS

Téléphonez au (1) 42.98.1788 ou écrivez à Paribas-Actionnaires, 3 rue d'Antin - 75002 Paris. Une note d'information visée par la C.O.B. est disponible chez les intermédiaires financiers.

صحة من الاصل

Société

L'abbaye de Sénanque perdra-t-elle sa dimension culturelle ?

Comme chaque été, l'abbaye de Sénanque (Vaucluse) s'apprête à recevoir des dizaines de milliers de visiteurs. L'avenir de son centre culturel, qui existe depuis dix-neuf ans, pourrait cependant être menacé.

Si l'on confirme que des cisterciens de l'île de Lérins - propriétaires des lieux - reviennent à Sénanque en 1988, ils trouveront une plate-forme exceptionnelle. Chaque année, l'abbaye reçoit quelque cent vingt mille visiteurs attirés par ce haut-lieu de l'art roman, mais plus encore par une floraison incessante de colloques, de concerts, de cercles d'études médiévales et par un roulement d'expositions de toutes sortes. Actuellement et pour plusieurs mois, outre « La prière », « le Sahara », « l'architecture », « le symbolisme ».

On murmure que cet effort ne sera pas poursuivi, faute de moyens et d'engagement de la part des mécènes qui sont mal armés pour relayer les activités du centre, qui a déjà toutes les peines à joindre les deux bouts. Quel paradoxe n'avait-il pas Sénanque, enfin rendu à sa vocation interrompue depuis dix-neuf ans (1), voyait coïncider le retour de ses religieux avec un fléchissement de son influence due pour une très large part à des laïcs.

Prière universelle

A Sénanque, le champ de lavande de l'abbaye va s'épanouir en même temps que la « prière des hommes », thème de l'exposition 1987. Prière élargie à cinq grandes religions, le judaïsme, le christianisme, l'islam, l'hindouïsme et le bouddhisme.

La spiritualité n'a pas de frontières. Le centre culturel de rencontre a compris d'instinct qu'il n'était pas possible de morceler le mysticisme au temps où les contemplatifs de toutes obédiences se retrouvent spontanément dans les mêmes oratoires.

Le soufisme dépasse de toute sa stature les misères politiques de l'islam. Les liturgies de l'eau vive, du feu, de l'encens, des danses sacrées des derviches tourneurs, des chants sacrés, des croyances. Que ce soit à Saint-Jacques-de-Compostelle, à La Mecque ou à Bénarès, la ferveur des foules est la même, elle se tourne vers l'Éternel.

Si l'homme d'aujourd'hui se sent parfois si mal à l'aise dans le pré carré des institutions, n'est-ce pas à cause de l'étroitesse de ces dernières plutôt que de leur générosité intellectuelle ? En embrassant d'un même coup d'œil les multiples formes de prière - instruments culturels, archaïques, modernes, des bras, posture du corps tout entier, - l'exposition met en valeur le besoin constant d'adorer dans l'esthétique. La beauté interne des invocations liturgiques et leur poésie convergent illustrent les formules admirables de Mahomet (« La prière est une ascension cosmique »), et de Simone Weil (« Au sommet, tout se rejoint »).

HENRI FESQUET.

(1) En 1969, Dom Marie Bernard de Terra, et M. Paul Berliet ont créé une association qui a signé un bail de trente ans, dont une clause permet la reprise des lieux. Sénanque 84220, Gordes. Tél. : 90-72-02-05.

ÉDUCATION

Baccalauréat : les meilleurs résultats depuis vingt ans

Record battu : d'après les premiers chiffres communiqués par le ministère de l'éducation nationale, le taux de réussite au baccalauréat a été cette année légèrement supérieur à la « crise » 1986, pour être considéré comme exceptionnelle. C'est le meilleur résultat depuis 1968.

Sur les 396 215 candidats qui se sont présentés, dont 1 175 au tout nouveau bacc professionnel, 273 000 ont été admis, soit 68,9 % de réussite en 1986. Au total, donc quelque 10 000 bacheliers de plus que l'an dernier.

Pour les 259 600 candidats aux baccalauréats d'enseignement général (séries A à E), le taux de réussite progresse surtout dans les séries scientifiques : en C, on approche de 80 % d'admis (+ 1,3 % par rapport à 1986) et en D on atteint cette année 72,5 % de succès (+ 2,2 %). En revanche, les résultats des séries littéraires et économiques sont moins bons (70 % en A et 63,9 % en E).

Les résultats des 135 000 candidats au bacc technologique sont à peu près stables avec 65,2 % de réussite contre 64,9 % l'an dernier. Enfin plus des trois quarts des premiers candidats aux bacc professionnels ont été reçus.

EN BREF

Incendie criminel dans un restaurant de Versailles. - Un incendie criminel a partiellement détruit, pendant la nuit du samedi 18 au dimanche 19 juillet, un restaurant situé 80, rue Royale à Versailles, le Royal Coucou. De l'essence avait été répandue dans la salle du restaurant par des inconnus à l'aide d'un jerrican, qui a été retrouvé sur les lieux. Le feu, qui s'est déclaré après une explosion, vers 3 heures, a également endommagé l'appartement situé au-dessus du restaurant. Les pompiers ont évacué plusieurs locataires de l'immeuble, dont une femme âgée de quatre-vingt-quatre ans, qui souffrait de difficultés respiratoires.

BAYONNE : manifestation contre les expulsions de Basques vers l'Espagne. - Deux cents personnes environ ont manifesté, dans le calme, le samedi 18 juillet à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), pour protester contre les expulsions - en procédure d'urgence absolue - de Basques espagnols réfugiés en France, dont le premier a été reconduit à la frontière, il y a un an. La manifestation était interdite par la préfecture. Surveillée par un important service d'ordre, les manifestants ont organisé un sit-in au centre de la ville et scandé des slogans hostiles au gouvernement, avant de se disperser.

Mgr Marcel Lefebvre renouvelle ses attaques contre le Vatican

Mgr Marcel Lefebvre, chef de file des catholiques intégristes, a déclaré, le dimanche 19 juillet, que son récent entretien avec le cardinal Ratzinger, préfet de la congrégation romaine pour la direction de la foi, s'était terminé sur un désaccord.

A l'occasion d'une messe dans une petite communauté traditionaliste à Favertney (Haute-Saône), l'évêque dissident a affirmé lors de son sermon que le cardinal Ratzinger lui avait dit : « Pour le Vatican, il n'y a plus d'Etat catholique. » « Je me suis immédiatement levé en lui répondant : « Excellence, nous ne pouvons plus nous entendre », a précisé Mgr Lefebvre. Le chef de file des intégristes a ajouté : « C'est Rome et les autorités [du Vatican] qui sont en train de déconstruire Jésus-Christ, et ceux qui se disent chrétiens pactisent avec l'ennemi (...) Plus que jamais, nous maintiendrons la tradition afin de garder le trésor de la foi en Notre-Seigneur Jésus-Christ. »

Le communiqué commun publié le 14 juillet au Vatican indiquait que la rencontre Lefebvre-Ratzinger avait eu lieu « dans une atmosphère de dialogue ouvert et sincère ». Les deux parties s'étaient engagées, selon le texte, « à ne pas diffuser d'autre communiqué ».

Une société belge rachète la succursale bruxelloise de Chaumet. - La succursale bruxelloise de la bijouterie Chaumet vient d'être achetée par la société belge Wolfers pour la somme de 110 millions de francs belges (1,6 million de francs français), avec l'accord du tribunal de commerce de Bruxelles. M. Freddy Wolfers, qui était jusqu'ici directeur de Chaumet-Bruxelles, est associé au sein de la société Wolfers au joyellier bruxellois M. Patrick Desamps.

ITALIE : éviction d'un chef du milieu. - Renato Vallanzasca, un détenu italien considéré comme le « roi de l'évasion », a, une nouvelle fois, fait faux bond à ses geôliers en s'échappant du bateau qui le transportait vers une prison insulaire, ont annoncé dimanche les autorités italiennes. Considéré comme le criminel le plus dangereux d'Italie, Renato Vallanzasca a été condamné deux fois à la prison à vie et a « échappé » d'un total de cent cinquante années de prison. Au cours de son transfert, il aurait apparemment réussi à sauter par-dessus bord après avoir dit aux policiers que le surveillant qu'il avait aux toilettes, a indiqué l'agence italienne ANSA. - (AP).

Le mauvais temps a fait de nombreuses victimes en Europe, au Chili et en Corée du Sud

Le mauvais temps qui sévit dans diverses régions du monde a des conséquences désastreuses. On n'en finit plus, en Europe, en Amérique du Sud et en Extrême-Orient, de compter les victimes et d'évaluer les dégâts matériels.

Après avoir inondé les Alpes françaises et provoqué la catastrophe du Grand-Bornand, des pluies diluviennes se sont abattues sur les Alpes italiennes, suisses et autrichiennes, y entraînant des effets similaires. Torrents de boue, glissements de terrain et inondations ont fait des dizaines de victimes en Lombardie et dans le Trentin, où plusieurs centaines de kilomètres carrés ont été déclarés zone sinistrée.

En Suisse, la ligne ferroviaire du Saint-Gothard a été coupée. Le lac Majour a débordé, entraînant l'évacuation de centaines d'habitants. En Autriche, ce sont les provinces du Vorarlberg et du Tyrol qui ont été affectées par des précipitations exceptionnelles. Les autorités ont fait évacuer par la route et parfois par hélicoptère des centaines de personnes se trouvant dans des campings ou des chalets de montagne.

Tempête de pluie, rafales de vent et vague de froid ont frappé aussi le centre et le sud du Chili, où une cinquantaine de rivières dévalant

de la Cordillère des Andes sont en crue. Premier bilan : 32 morts et plus de 100 000 sinistrés. Mais ces « colères de la nature » ne sont rien à côté de celles qu'a connues la Corée, où, la semaine dernière, un typhon inattendu a ravagé la côte sud. Surpris en pleine mer, plus de 300 marins-pêcheurs ont péri, tandis que, dans les ports, 4 000 embarcations étaient détruites et 9 000 habitations sinistrées. Immédiatement accusé d'imprévoyance, le gouvernement a débloqué une aide spéciale de près de 250 millions de dollars pour indemniser les victimes du typhon.

La Lombardie sous les eaux

ROME de notre correspondant

Des pluies torrentielles ont fait, en fin de semaine, de nombreuses victimes et d'importants dégâts matériels dans la zone subalpine du nord de l'Italie, spécialement en Haute-Lombardie. Un bilan provisoire faisait état, le lundi 20 juillet, de quinze morts et quatre disparus, de dizaines de blessés et de milliers de personnes évacuées. Douze des victimes ont été écrasées par l'effondrement, consécutif à un glissement de terrain, d'un immeuble qui s'est abattu sur l'aile d'un hôtel situé à Tartano, un petit village au sud de la vallée de la Valteline.

Les inondations provoquées par de brutales hausses du niveau des rivières ou des torrents ont touché une vaste zone circulaire entre les villes de Côme et la vallée de l'Adda. Le village de Sondrio, chef-lieu de province comptant plus de vingt mille habitants, se trouvait encore isolé dimanche. De

nombreuses routes et voies de chemin de fer ont en effet été coupées par des coulées de boue ou des glissements de terrain. L'organisation des secours en a été rendue plus difficile. Le mauvais temps qui durait encore dimanche a gêné l'intervention des hélicoptères, seul moyen d'accéder à certaines habitations ou fermes isolées par les eaux.

La région du Haut-Adige, plus à l'est, a commencé un peu plus tard, dans la nuit de samedi à dimanche, à ressentir elle aussi les effets des intenses précipitations. Les voies de communication reliant Merano à Bolzano étaient coupées par les eaux. Le trafic sur la route du Brenner, reliant l'Italie à l'Autriche, a été momentanément interrompu. Lundi matin, cependant, une amélioration du temps était signalée sur toute l'Italie du Nord, rendant espoir aux sauveteurs et aux personnes encore en difficulté.

La gravité de ces événements est due au caractère exceptionnellement intense des pluies pour la saison. Mais

ils ne sont pas sans précédent. Ainsi, il y a six ans exactement, la région du Bas-Adige avait été déjà submergée par les eaux. Le nombre et l'ampleur des glissements de terrain rappellent que l'Italie est, pour une notable partie de son territoire, un pays géologiquement très fragile.

La catastrophe de Tartano, dans une vallée qui a payé le plus lourd tribut aux événements, rappelle par ailleurs que les régions les plus sinistrées de sécurité en matière de construction sont souvent contournées dans la péninsule. Elles ne sont parfois même pas indiquées par les services compétents.

L'enchevêtrement des responsabilités et la faiblesse traditionnelle des administrations permet à tout un chacun d'agir fréquemment à sa guise dans un domaine qui n'appartient réellement « sensible » que les jours de calamité naturelle.

JEAN-PIERRE CLERC.

ENVIRONNEMENT

Les Genevois demandent une expertise du surgénérat Superphénix

GENÈVE de notre correspondante

Le conseil d'Etat (gouvernement) genevois vient de demander au Conseil fédéral suisse, à Berne, d'intervenir auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) afin qu'elle procède à une expertise du surgénérat Superphénix situé à Creys-Malville (Isère), à 75 kilomètres de Genève.

L'AIEA, qui est intervenue après la catastrophe de Tchernobyl, et dont la neutralité ne saurait être contestée, semble être le seul organisme capable de rassurer les habitants de la région. La démarche genevoise se justifie, entre autres, par le fait, comme le précise la lettre, que la Suisse manque de « spécialistes de la technologie des surgénérat » et parce qu'« un fort effet de clans atteint (...) même les milieux scientifiques, si bien que la crédibilité des partisans et adversaires du nucléaire est quelque peu ternie ».

Superphénix inquiète, depuis le projet de sa construction, nombre d'habitants de la région de Genève. De nombreuses manifestations de protestation y ont eu lieu. L'inquiétude générale s'est amplifiée depuis la fuite de sodium qui a été relevée à la mi-mars et dont l'origine ne paraît pas avoir été encore décelée. I. V.

Où trouver de l'essence sans plomb ?

Bien que dans huit pays de la Communauté européenne sur douze plus de 98 % des stations-service ne délivrent pas encore de l'essence sans plomb, malgré les engagements pris par les ministres de l'environnement, la situation est moins catastrophique que ne laissait entendre le rapport récemment publié par le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC).

Cet organisme dont nous avons rapporté les déplorables statistiques dans le Monde du 16 juillet fait amende honorable. Il précise que la Belgique dispose de quatre-vingt stations « sans plomb », que le Luxembourg en compte une certaine, qu'en France quelques efforts ont été faits par les sociétés pétrolières pour garantir la Bretagne et le Sud-Ouest et qu'au Portugal, présentement comme un désert pour les voitures propres, l'essence sans plomb est vendue dans vingt et une stations-service, séparées les unes des autres par moins de 100 kilomètres. L'Europe des vacances s'ouvre donc timidement aux touristes verts.

Le Monde dossier et documents

Une péninsule très fragile

Trois mille glissements de terrain par an, un mort en moyenne tous les dix jours... Il y a près de vingt ans que le déséquilibre hydrogéologique italien est devenu un feu commun. La première grande alerte, au niveau national, fut l'inondation catastrophique de Florence en 1966, provoquée par le débordement et l'absence d'aménagement du bassin de l'Arno.

Le dernier recensement de l'état du territoire, vieux de dix ans, donne des chiffres impressionnants : 38 % des zones montagneuses y apparaissent instables. Au total, 20 % de la péninsule se trouvent en dés-

équilibre géologique. 57 % des communes italiennes occupent peu ou prou des terrains glissants. Un Italien sur sept vit sous le risque de « frana » (glissement de terrain). Les zones les plus instables se trouvent dans le Sud, notamment le Molise (Abruzzes), où le pourcentage des « terres fragiles » s'élève à 41 %.

Déboisement, abandon des cultures, montées inexorables du béton ou du ciment entraînent la dégradation des sols, qui s'aggrave au fil des ans par la spéculation immobilière et le tourisme de masse. - (AFP.)

SCIENCES

Le « camion spatial » Progress-30 a terminé sa mission

Le « camion spatial » Progress-30, amarré depuis le 20 mai à l'ensemble qui constitue la station Mir, le module Kvant et le vaisseau Soyouz TM-2, en a été détaché le dimanche 19 juillet. Il a été dirigé vers le sol et s'est désintégré en haute atmosphère.

Progress-30 avait apporté aux cosmonautes Yuri Romanenko et Alexandre Laveline, qui sont en orbite depuis cinq mois et demi, du carburant, des vivres et du matériel expérimental. Son départ libère un collier d'amarrage au vue de l'arrivée d'un nouveau vaisseau Soyouz transportant un équipage soviéto-transportant un équipage soviéto-iranien. Le lancement de ce Soyouz, à bord duquel se trouvera le lieutenant-colonel syrien Mohammad Faris, est prévu mercredi.

MÉDECINE

Enquêtes sur un trafic de sang humain en RFA. - Selon le journal ouest-allemand Bild Zeitung, un mandat de recherche international a été lancé par la police judiciaire de RFA contre le responsable présumé d'un trafic de sang humain. Ce sang, collecté au Zaïre, aurait été importé en Belgique sous l'appellation « sang d'animal », afin d'échapper aux contrôles anti-SIDA. Il aurait ensuite été revendu en RFA et dans plusieurs pays européens sans avoir été soumis au préalable à des tests de dépistage.

L'épidémie de SIDA en Ouganda. - Le président ougandais, M. Yoweri Museveni, a affirmé le samedi 18 juillet que le SIDA avait atteint « les proportions d'une épidémie » dans certaines régions du pays. Selon des sources gouvernementales, plus de 1 400 cas de SIDA seraient déjà recensés, en majorité dans les districts de Masaka et de Rakai. Le mois dernier, l'Ouganda a reçu une aide internationale de 20 millions de dollars pour lutter contre cette maladie.

M. Haroun Tazieff qualifie de « pirouette politicienne » la démission de M. Vié Le Sage

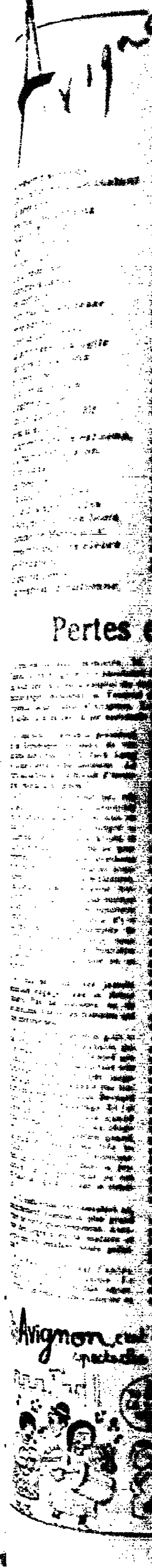
« Pirouette politicienne », tel est le qualificatif que M. Haroun Tazieff, collaborateur de M. Alain Carignon pour la prévention des risques dans le département de l'Isère, a appliqué à la démission fracassante de M. Renaud Vié Le Sage, délégué aux risques majeurs, a remis au gouvernement, le vendredi 17 juillet.

M. Tazieff révèle dans une interview au Quotidien de Paris de lundi qu'il ne s'attendait plus depuis 1983 avec son ex-collaborateur et successeur. Il accuse celui-ci d'avoir voulu « chasser ses bottes ». Le célèbre volcanologue affirme que M. Vié Le Sage devait quitter ses fonctions le 1^{er} août prochain et juge « indélicat qu'il ait utilisé la catastrophe du Grand-Bornand pour tenter de camoufler en démission volontaire le coup qui lui avait été signifié ».

Il ajoute que, selon lui, la dégradation aux risques majeurs ne devait guère manquer d'argent puisqu'elle disposait de plusieurs millions de francs à la fin de l'exercice 1986, qui avaient dû être reportés sur 1987 « probablement parce que la gestion n'était pas très efficace ».

Cependant, M. Tazieff semble donner raison à son successeur et aujourd'hui admettre en reprenant presque mot pour mot certaines des mises en garde de M. Vié Le Sage. Ainsi le collaborateur de M. Carignon indique que « à travers catastrophes analogues peuvent fort bien se reproduire, car on a laissé s'installer des campings et des constructions permanentes dans le lit majeur (zone inondable) de nombreuses rivières de montagne ». « Sous la pression des promoteurs, précipitamment, des quartiers ont été construits à Montélimar, à Grenoble et à Nice. C'est scandaleux. »

115 CV Plus vite, moins cher! VENTE A DES PRIX EXCEPTIONNELS des derniers modèles 1987 en stock. Peugeot NEUBAUER c'est la garantie du prix et du service! 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34



Culture

Avignon

« Les Acteurs de bonne foi » de Marivaux

Au pas de course sur les chemins du cœur

Les élèves de l'école de Strasbourg ont joué avec un fraîcheur rare cette courte pièce de Marivaux.

Les Acteurs de bonne foi, « répétition interrompue ».

Week-end sérieux.
On s'est arrêté un instant de négocier des coproductions pour réfléchir sur l'économie du spectacle. On a ramené quelques idées en surface, rêvé que la jeunesse retrouverait avec la pauvreté. La profession s'agit sur des questions de principe, et ne trouve rien d'autre à dire que ce qu'elle a dit déjà si souvent. Laurent Fabius est venu, il a parié télévision. Il est aussi allé au théâtre. On allait l'oublier, il y a des spectacles à Avignon, et des bons, comme ce Marivaux, présenté par les élèves de Strasbourg et qui va venir au Festival d'automne.

acteur. Alain Crombecque monte à son tour sur scène, déclare que la répétition est interrompue pour quelques minutes, que le public est invité à...

Mais il n'a pas le temps de terminer sa phrase, car une averse subite, accompagnée d'éclairs, s'abat sur la cour. Et bien, si vous changez les noms des lieux et des protagonistes, l'action que vous venez de lire fut, à peu près, celle d'une pièce appelée *la Répétition interrompue*, de MM. Penard et Favart, qui fut donnée à la Foire Saint-Germain en 1757. L'un des spectateurs apprécia particulièrement la plaisanterie : Marivaux. En rentrant, il se mit à écrire une pièce moins « guidée » qu'à son habitude (ce sont les critiques qui lui reprochaient d'être guidé) : *les Acteurs de bonne foi*.

C'est une répétition aussi. La répétition, pour faire bonne mesure d'une pièce jouée par des amateurs. Pas même jouée : improvisée. Et le sujet est tout simplement la tentative de ce que l'on appelle, de notre temps, une « partie carrée ». Et, touche finale, cette petite fantaisie est jouée devant des personnes de la société, par leurs domestiques.

Parce que les comédiens amateurs se laissent emporter par le feu de l'action, parce qu'ils ne parviennent pas à faire à chaque instant le partage entre leur vraie vie et la fiction qu'ils miment, parce qu'ils s'insurgent soudain violemment contre les folies qu'ils inventent eux-mêmes, des commentateurs ont évoqué Pirandello. Mais Marivaux a plus d'allant, de légèreté.

A Avignon, entre deux défilés, les élèves de l'école de Strasbourg,

conduits d'une main leste mais ferme par Jacques Lassalle, ont joué ce Marivaux à la perfection avec une fraîcheur rare. Cette œuvre n'est peut-être qu'un croquis, juste jeté. Mais, jouée avec tant de grâce, elle exprime mieux, peut-être que des pièces majeures plusieurs choses qui tenaient au cœur de Marivaux. Par exemple, l'estime du quant-à-soi, quand les acteurs ont mal. Mariamne de Marivaux, lorsqu'elle veut Voltaire lorsqu'il écrit que Marivaux « manque parfois le chemin du cœur en prenant des routes un peu détournées ».

Quand j'ai vu cette pièce enjouée, jeune, et ces acteurs à l'air heureux, dans le cloître des Célestins, cette plaisanterie sur le jeu des passions, sur les promesses et les abandons, il y avait, un peu devant, à droite, une femme seule qui ne riait pas, qui d'évidence souffrait de quelque chose. Elle m'a fait penser à la Marianne de Marivaux, lorsqu'elle vient d'être quittée. Elle n'est pas une femme dans le besoin, elle a des amis, de la fortune, elle a de quoi repartir dans la vie. Mais elle est là, de bon matin, dans la rue, elle regarde les gens qui passent, des ouvriers, des infirmes, de pauvres gens aussi, et elle murmure : « Quelqu'un les attend ».

Ce mot, c'est tout Marivaux. Merci à Jacques Lassalle, et à ses jeunes élèves. Mariamne Merlo, Agnès Bourgeois, Sylvie Debrun, Béatrice Delavaud, Louis Anne Monod, Xavier de Guillebon, Denis Leger, Thierry Fret, Samy, et de nous avoir donné avec tant de plaisir le ton de ce Marivaux-là.

MICHEL COURNOT.

Un entretien avec M. Laurent Fabius

Pertes et profits culturels de la gauche

L'ancien premier ministre, M. Laurent Fabius, est en Avignon. Ce pensionné Popfira a dit, pour des raisons d'emploi du temps et de météorologie, déléguer le Festival d'Avignon-Provence pour celui d'Avignon. Le samedi 18 juillet, il a assisté à un spectacle de Peter

Handke au « off » avant de voir la pièce de Tilly. Y'a bon Ramboulet. Dimanche, il a visité l'exposition Louis Jourvat, avant de rencontrer, le temps d'un déjeuner, Alain Crombecque, directeur du Festival, des metteurs en scène et des comédiens. Le soir, il a assisté aux repré-

sentations de *l'Hypothèse*, de Pinget, et de *Soulier de satin*, de Claudel. Il répond ici à nos questions sur le bilan culturel des gouvernements socialistes et indique les voies d'une nouvelle politique qu'il espère mener dès l'année prochaine.

« Vous êtes ici après le président de la République et deux de vos anciens ministres, MM. Jack Lang et Jean-Pierre Chevènement. Le Parti socialiste a-t-il décidé d'investir le Festival d'Avignon ?
- Notre présence n'est pas liée au seul festival mais à l'ensemble des problèmes culturels. De plus en plus, les socialistes ont intégré la culture dans leurs préoccupations, et l'élan que nous avons créé au gouvernement a permis une symbiose entre les milieux culturels et nous-mêmes. Et puis, tout simplement, c'est quelque chose que l'on aime. Avignon est le lieu géographique normal de cet amour-là. Mon engagement viendrait plutôt du fait qu'il n'y a pas beaucoup de responsables de droite. Ils pourraient venir, nous n'avons pas d'exclusivité. Peut-être se sentent-ils moins à l'aise en ce moment.

« Vous ne vous êtes jamais beaucoup engagé dans le débat culturel. Pas de discours ou de déclarations. Est-ce un domaine qui vous intéresse peu ?
- Au contraire, par mon goût et mes formations, c'est un domaine qui m'intéresse. Je dois dire d'abord que j'avais un ministre de la culture très lambeyant, cela tient très largement à ça. Mais je recevais pas mal d'artistes à Matignon, avec Bernard Favre d'Arzier, sans tapage. Et j'ai donné un coup de pouce quand c'était nécessaire, surtout au chapitre des industries culturelles, quand, par exemple, nous avons créé les Sofites pour favoriser l'investissement des particuliers dans la production cinématographique ou mis en place la législation sur le mécénat.

« L'audiovisuel est considéré ici, notamment, comme le plus grand échec de votre gouvernement. Avez-vous des regrets en la matière et avez-vous reconsidéré votre politique ?
- L'audiovisuel est l'enjeu numéro un de la décennie. En France et dans le monde entier. L'erreur que nous avons commise ne

concerne pas tellement le contenu mais l'échéancier. Qu'avons-nous fait ? Les radios libres. Très bien. Puis on a créé des télévisions numériques : Canal Plus, la 5, la 6, la SEPT. Mais, à mon avis, on a créé les chaînes privées trop tardivement. Par manque de temps, nous n'avons pas été assez exigeants lors de leur création.

« Ce que nous avons fait a pu être remis en cause par le gouvernement actuel. Nous n'aurions pas dû nous occuper des affaires de presse écrite - d'ailleurs, cela n'a pas marché - et prendre les questions audiovisuelles dans le débat politique. Mais quand, en 1981-1982, nous avons réuni les professionnels dans la commission Moinot, l'hypothèse de télévisions privées n'était même pas envisagée. L'évolution de notre pensée a dû se faire en très peu de temps. Nous n'étions pas prêts, conceptuellement, aux évolutions qui se sont faites un peu plus tard.

« Etes-vous prêts désormais, avez-vous réfléchi à des idées nouvelles et moins contestables ?
- Évidemment, nous nous tournons vers le futur, d'autant plus qu'il est très possible que nous soyons au gouvernement dès l'année prochaine. Le paysage actuel n'est pas équilibré. Il faudra donc faire bouger les choses. Je n'aime pas jouer au ping-pong, et je travaille actuellement sur la façon dont on doit les faire bouger. L'un des grands problèmes, c'est la première chaîne. On peut envisager de la remettre dans le domaine public mais pas dans le domaine public gouvernemental. Je pense à un conseil, une fondation qui soit dépositaire de l'intérêt public mais ne dépende pas de l'exécutif.

« Cette sorte de « board of trustees » rassemblerait des institutions publiques et privées insoupçonables, comme le Collège de France, par exemple, qui devraient faire face à des obligations simples et claires de service public, comme d'ailleurs l'ensemble des chaînes, dont on voit bien aujourd'hui qu'elles ne respectent pas leur cahier

des charges. Cela vaut au premier chef pour la 5. A ce propos, il faudra remettre en cause également la CNC. Il y a des choses à modifier, c'est évident. Ce qui serait souhaitable, mais c'est très difficile à manier, c'est que cette réforme ait une dimension constitutionnelle.

« Il est évident, enfin, qu'il faudra reprendre le dossier du lien entre télévision et cinéma. La politique que nous avons lancée a permis d'éviter un plongeon terrible de la production cinématographique française, plongeon qu'on connaît l'Italie, l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne. Il y a sûrement des mesures financières nouvelles à prendre, et il faut arrêter de jouer au chat et à la souris. Il faut revoir les quotas de production de la télé, les quotas de films projetés sur le petit écran et voir s'il n'est pas possible de créer un fond de soutien européen à la création.

« L'un des reproches que l'on vous fait par ailleurs est que, comme vos prédécesseurs, vous avez refusé de baisser la TVA sur les disques, mais comme des produits de luxe. Etes-vous décidé à l'inscrire dans vos projets ?
- Le problème est que cela coûte quelque chose comme 800 millions de francs. Pourtant, il faudra bien que l'on y vienne. D'autant plus que, dès 1992, s'ouvrira le grand marché européen. Comme la France a une TVA beaucoup plus élevée que les autres pays européens, il faudra la baisser sur un certain nombre de produits. Si nous ne le faisons pas par choix, nous le ferons par obligation.

« Si l'on ne peut contester que votre gouvernement, comme celui de M. Mauroy, a consenti un effort budgétaire pour la politique culturelle, on a l'impression que cet effort ne s'est pas accompagné d'une réflexion très poussée sur cette politique. On n'a pas touché au fonctionnement de certaines institutions, comme les théâtres nationaux par exemple.

Les professionnels

Accompagné par Jack Lang, Laurent Fabius est donc allé au théâtre. Conduit par Bernard Favre d'Arzier, il a visité des expositions et déjeuné avec quelques metteurs en scène. Jack Ralite a tenu les assises de ses états généraux de la culture. Avignon est un bon terrain électoral. Et puis la concentration de gens de théâtre et de presse - et de spectateurs - en fait le lieu idéal pour porter ses problèmes sur la place publique.

C'est ainsi que, l'an dernier, quelques membres du SYNDEAC (Syndicat national des directeurs d'entreprises artistiques et culturelles) avaient convoqué les journalistes. Ils nous avaient confié leurs états d'âme. Cette année, les mêmes font parvenir aux mêmes une lettre ouverte au ministre : s'appuyant sur le cahier des charges selon lequel un directeur de centre dramatique doit assurer au moins trois mises en scène en trois ans, ils protestent contre la transformation du Centre dramatique des Alpes (CDNA) en centre de cré-

sentier la trilogie de Bruno Boëglin sur le Nicaragua.

D'autres seraient forcés le sort, estimant que le ministère a bien assez d'argent et doit payer les dettes du secteur public. C'était peut-être vrai pendant les « Trente Glorieuses », quand l'organisation du théâtre s'inscrivait dans une situation économique de développement. Ça ne l'est plus du tout. C'est un fait, le spectacle vivant n'est pas la priorité des priorités pour le gouvernement actuel. Celui de M. Fabius avait dû lui aussi se résoudre à s'occuper avant tout du chômage. A voir la réussite des seconds et des premiers, on se demande si après tout...

Il n'empêche, les gens de théâtre doivent apprendre à se débrouiller avec leurs subventions, qui depuis longtemps ne servent plus à « aller vers le plus large public », mais, pour une grosse part, au fonctionnement des entreprises et, pour le reste, à des productions et coproductions. Des centres de création et de production, en somme.



tion et de production, dirigé par « ce qu'il est convenu d'appeler un gestionnaire ».

Officiellement, il s'agit d'une question non de personne, mais de principe. Pourtant, quand on « exige que la mesure prise soit rapportée », cela revient à dire « va-t-en ». Et l'ennui, avec les questions de principe, c'est qu'elles ne tiennent pas compte des réalités. Dans le cas précis de Grenoble, le centre est hébergé par la maison de la culture, Georges Laveudant, avec Gabriel Monet, puis seul, on a fait un lieu « particulièrement dynamique ». Mais est arrivé le moment où, pour ne pas stagner et régresser, il a pensé fer le centre et la maison de la culture.

Il en a été nommé directeur. Il avait le projet passionnant de faire un foyer de créations multiples, avec Jean-Claude Gallota (danse) Angel/Melmonde (musiques). Le résultat s'est révélé décevant, et Laveudant est parti pour le TNP à Villeurbanne, dont - c'est encore un autre cas - quels que soient les titres des uns et des autres, Robert Gilbert assure la direction effective.

Pour en revenir à Grenoble, et sans entrer dans les détails, Jean-Claude Gallota dirige la maison de la culture. Bruno Boëglin, à qui la succession de Laveudant au CDNA a été promise, qui est un merveilleux metteur en scène et adolescent prolongé, a été refusé par l'équipe. La direction a été confiée à Joël Chasson qui, étant « gestionnaire », a pris au sérieux les nécessités d'éviter les déficits. Ainsi, pour empêcher un trou de 1 million, il n'a pas accepté la proposition du Festival de pré-

Quant au public, compter sur sa pression pour améliorer la politique théâtrale, cela tient du conte de fées.

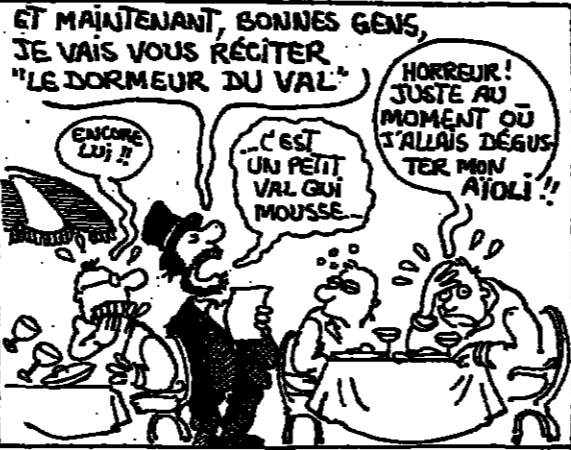
Les membres du SYNDEAC font leur autocritique : «...Les CDN ont aujourd'hui besoin qu'on dénoue leur fonctionnement, qu'on les libère de leurs carcans, contraintes et inerties, qu'on fasse la critique de leurs comportements parfois frileux ou autarciques, qu'on ouvre leurs directions et leurs activités à la jeune génération des metteurs en scène et animateurs de compagnie... »

Edmond Michelet et le théâtre pauvre

Alors là, je rêve. D'abord, les jeunes générations n'ont pas forcément envie de suivre le chemin des aînés (compagnie, centre, théâtre national). Ensuite, j'ai fait il y a vingt ans une enquête sur la décentralisation, et j'ai entendu exactement les mêmes propos. Il y a une dizaine d'années, nous avons publié ici, dans *Le Monde*, une série d'articles (Le Prix de la création) avec sensiblement les mêmes personnes qui tenaient déjà les mêmes propos.

Quand on a de la mémoire, et quelquefois j'en ai, on risque de s'ennuyer. On se dit que l'homme sage, finalement, c'est Bruno Boëglin. Il parcourt la Drôme en vélo. Est-ce qu'il se souvient d'un ministre de la culture, qui s'appelait Edmond Michelet, et qui confondait l'esthétique de Grotowski et les raisons économiques, défendant le théâtre pauvre, recommandait de rouler en bicyclette si on n'avait pas les moyens de le faire en voiture.

COLETTE GODARD.



صحنه من الاصل

سكنى من الابل

MUSIQUES

La semaine du mélomane

« Qu'attends-tu pour nous rejoindre ? » demande la femme du mélomane à son époux, mari, en lui envoyant la liste des festivals qu'elle fréquente en tout bien tout honneur : Saint-Paul-de-Vence où l'Ensemble inter-compteur joue des œuvres majeures de Kurtag et Ligeti...

A la Grande Parade du jazz de Nice. Le salut de Wynton Marsalis à John Coltrane

De John Lewis à Miles Davis, de Stanley Jordan à Michael Brecker, tout le festival semblait décidé à oublier Coltrane. Lorsque Marsalis, la jeune star de la trompette, s'est soudain acquitté de la dette du jazz au génial saxophoniste...

dan, le groupe de Michael Brecker avec Mike Stern.

L'épitomé du jazzman actuel, dans ces conditions, c'est bien Scott Hamilton : il ne joue pas trois notes que ses grands aînés sax-ténors, Ben Webster, Coleman Hawkins, Don Byas, n'auraient pas jouées pareilles. Ou plus étonnant encore : Richie Cole, dont chaque trait est un hommage à Phil Woods, pourtant toujours en vie.

Le mieux, évidemment, c'est encore d'écouter l'original, quand il reste en activité. C'est le cas du Modern Jazz Quartet qui, même dans une composition nouvelle comme Impressions of Dubrovnik, sonne exactement comme au temps de Sait-on jamais ? le film de Vadim.

Une admiration violente

S'en souvient-on ? 1967, l'année de Serge Pepper's Lonely Heart Club Band, fut aussi celle de la mort de John Coltrane. Sollicité de donner son appréciation sur la révolution apportée au jazz par Coltrane, John Lewis, la tête pensante du MJQ, a préféré s'abstenir.

Miles Davis, lui, répond qu'il n'avait pas parlé du jazz. Il est vrai que sa musique, celle de Decoy, celle de Tuus, qu'il a encore jouée à Nice, est la seule vraiment autre qui soit advenue au jazz depuis les trances où le jetait Coltrane et que personne ne pouvait suivre.

Qu'oblier Coltrane. Ce fut comme le mot d'ordre implicite de Nice 87. Dernier ce moment de

folie, de poésie absolue qu'a été la quête coltraneenne, forcée et aimante. Ramener le jazz à l'acceptable. Au moins le génie aura-t-il échappé à l'hommage programmé. Est-ce d'avoir lu les beaux articles sur Coltrane de Mike Zwerin dans le Herald Tribune et de Marnade dans Jazz Magazine ? Le lendemain du 17 juillet, qui est le jour anniversaire de la mort de Coltrane (et de Billie Holiday aussi), Wynton Marsalis l'a salué comme on ne l'espérait plus. Il avait donné, aux arènes, un premier concert sur des compositions difficiles, dans le style Miles-Hancock-Hubbard années 60, dont il s'est inspiré le légendaire universel. Ce fut parfait et morne, comme à son habitude.

C'est cela, le jazz, à vrai dire : ces moments où un musicien s'élève au-dessus de lui-même. Coltrane en avait fait un état permanent. On est heureux que Marsalis, même avec cette musique qu'il se contente de relire, l'ait atteint. Les radios n'y étaient pas, mais les pirates à cassettes seront récompensés.

MICHEL CONTAT.

Aux nuits du Suquet

Gabriel Tacchino ou le romantisme maîtrisé

Nid original de Cannes au sommet du mont Chevalier, le Suquet offre, devant la vieille église Notre-Dame de l'Espérance, un espace en forme de berceau où l'on fait chaque été de l'excellente musique.

L'usage menaçant avait, hélas ! obligé Gabriel Tacchino à donner son récital dans la moiteur étouffante de l'église, et l'on ignore comment il a eu la force de jouer, en face, un programme écorçant sans l'ombre d'une fausse note, sur un clavier sans doute glissant comme un patinoire !

Un lieu par ailleurs mal adapté à l'esthétique de Chopin : avec la réverbération, le piano sonnait un peu comme une cathédrale engloutie du moins comme la Chartreuse de Valldemosa où Chopin croyait entendre les chœurs des moines trépassés... Mais l'oreille et l'esprit s'adaptent, et très vite on était

conquis par la superbe maîtrise de Tacchino, sa simplicité et sa rigueur, la richesse de ce romantisme intérieur qui refuse les fantaisies débridées où tant d'autres virtuoses font la rose. Le Troisième Impromptu, la Première ballade, la Fantaisie, le Premier scherzo, autant de pages tournées comme celles d'un beau livre de souvenirs émoivants.

Toute la puissance contenue qui donnait tant de caractère à ces interprétations poétiques, éclatait ensuite dans les œuvres plus extraverties de Liszt, Méphisto-walse, ou la terrifiante Tarantelle de Venezia e Napoli, un instant apaisée en un chant de gondolier languoureux, abondamment brodé. Mais l'on gardera surtout le souvenir d'un Suquet, délicieux paysage d'une âme romantique, et de l'indéfectible, joué, à travers les éclats, avec une admirable dignité, comme un portrait de Chopin transfiguré.

Trois Mouvements perpétuels et la Toccata de Poulenc mettaient une dernière touche de fraîcheur à ce récital d'une qualité exemplaire. JACQUES LONCHAMPT.

EXPOSITIONS

« Les Mystères du rez-de-chaussée » à la Bibliothèque nationale

La marmite du feuilleton

La Bibliothèque nationale présente une exposition consacrée au feuilleton. Un genre éminemment populaire au XIX^e siècle.

« Les mains, oh non ! pas les mains ! » « Si tu ne vas pas à Lagardère, Lagardère ira-t-il toi... » « Enfer et damnation, c'était lui, c'était Rocambole ! » Pour les amateurs de littérature populaire, ces phrases tirées des romans de Gaston Leroux, Paul Féval et Posson de Terrail sont autant de mots de passe qui évoquent immédiatement le profil de César Bix, la boîte de Noverre et la silhouette de l'insaisissable grélin... Un univers magique peuplé de coups de théâtre, et de rebondissement, de flots d'hémoglobine et de torrents de larmes. Les surréalistes en apprécièrent l'invraisemblance érigée en système et la poésie involontaire. L'Université lui accorda aujourd'hui un modeste strapotin au Panthéon des lettres, catégorie sociologie littéraire.

Pourtant, on ne les lit plus guère. Les rééditions ont rarement le succès escompté. Apparemment, les Mystères de Paris font blâmer d'ennui nos contemporains. Ils ignorent les noms de ces « princes » de la plume qui ont régné sur la presse du dix-neuvième siècle. Xavier de Montépin, Pierre Decourcelles, Emile Gaboriau ou Arthur Bernède, l'auteur de Belphegor, sont désormais de parfaits inconnus. De ce cimetière émergent quelques signatures, Maurice Leblanc ou Gaston Leroux, créateur d'Archie Lupin et de Rouletabille. Mais en dépit de l'enthousiasme de Robert Desnos, qui se régale encore des aventures de Fantômas...

L'hommage rendu au feuilleton par la Bibliothèque nationale est une pierre tombale de belle taille - traduit d'ailleurs fort bien cet oubli. On ne se bouscule pas beaucoup dans la galerie Mansart, où les organisateurs de l'exposition tentent d'expliquer « les mystères du rez-de-chaussée ». C'est ainsi qu'on apprend que les romans de la série publiés au bas de la première page des journaux. Le feuilleton est des débuts illustres. Le premier d'entre

eux porte la signature de Balzac. Il paraît dans la Presse d'Emile de Girardin en 1836.

Des noms célèbres lui succèdent. Alexandre Dumas met au point la technique destinée à captiver le lecteur, jour après jour. C'est bientôt un genre littéraire en soi, avec ses règles, son style et ses auteurs spécifiques. Sainte-Beuve a bien déploré le développement de cette littérature industrielle, elle tombe à pic pour faire bouillir la marmite journalistique. Pendant trois quarts de siècle, pas un quotidien qui ne propose sa « série » au titre souvent tapageur : « Châtaignier fébrile », « Les filles de pierre », « L'abbé et le confessionnal », « Les mystères du demi-monde ». Le tout est accompagné d'un flot de matériel publicitaire destiné à attirer l'attention.

Pour nous présenter ce phénomène, la Bibliothèque nationale a joué l'érudition, pure et massive. Ici, pas de fil conducteur pour nous guider à travers cette histoire pour le moins confuse. Elle a choisi d'entasser le maximum de documents dans la grande salle des spécialistes. Le grand public, lui, ne se retrouve guère dans cet amoncellement d'affiches, de programmes, de prospectus et de manuscrits divers. D'autant que la Bibliothèque nationale fait preuve, par ailleurs, d'une timidité inexplicable. Pourquoi interrompre l'historique du feuilleton au lendemain de la première guerre mondiale, alors qu'il change seulement de forme pour s'adapter aux nouveaux médias ?

Le roman-photo, la bande dessinée et le feuilleton télévisé ne sont pas évoqués. On ne manque pourtant pas d'invoquer les grands ancêtres, l'Ulysse ou la Chanson de Roland. Le temps, il est vrai, n'a pas encore donné à « Dallas » ses lettres de noblesse. Il est néanmoins dommage que cette exposition se borne à un exposé quelque peu indigeste d'histoire littéraire.

EMMANUEL DE ROUX.

« Les mystères du rez-de-chaussée », à la Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu, 75002. Tous les jours, de 10 heures à 18 heures, jusqu'au 31 juillet.

Le XXI^e Festival de Montreux

Joey Calderazzo, un pianiste dans la nuit des ténors

Le saxophone ténor est partout, dans les clips, sur les publicités. Il attire encore plus de monde que la guitare. Il faut dire qu'à la nuit des ténors du Festival de Montreux les géants ne manquent pas d'envergure.

Dexter Gordon entre sur scène aux alentours de minuit, en conclusion d'un programme faste. Voix cavernueuse et instrument présenté comme une offrande, il ajoute un chapitre au rôle de Duke Turner - son personnage dans le film de Tavernier - mais pas à sa musique... Le public se croit dans le film. Les éclairages font le reste. Tout est en place. Par chance, après pas mal de dérapages plus ou moins contrôlés, il lui reste une pointe de venin pour la coda de Baby and Soul. Le public, insatiable, en redemande. Dexter s'en tient là. On ne va tout de même pas tenter le diable.

Juste avant, grossi et enjoué, Stan Getz, « The Sound », vient de donner un récital souverain. Lui aussi, on le dit irrégulier ces temps-ci, moins d'ailleurs dans les moyens que dans l'envie de jouer. A l'inverse de Dexter, il peut mais ne veut pas toujours. Forté par un océan de jeunesse, encadré par un trio idéal (Kenny Barron, Rufus Reid, Victor Lewis), abandonné au plaisir du son, de la pureté, de la mise en place impeccable, des attaques à couper quatre mille souffles sauf le sien (qu'il entretient en tenant une cigarette), Stan Getz s'est engagé comme aux meilleurs de ses moments : avec une énorme négativité. Histoire de nous rappeler que tout cela n'est que de la musique, mais qu'il n'y a rien de plus fort.

Les choses, il faut dire, avaient commencé sur un train d'enfer. Lunettes noires, ironie aux commissures, nerveux, cynique et doux, Michael Brecker découpe les thèmes au laser. Avec cette allégresse glorieuse qui supporte les réves et les danses (donc, la séduction) d'aujourd'hui.

Wynton et Randy, deux jours plus tôt, séjageaient de plein droit dans le Trumpet Summit. Ils en représentaient l'actualité. Ils ont la même maîtrise instrumentale que Mike Brecker, la même domination des possibilités modernes du son, pas la même distance. Ici, on parodie Miles en souriant ; ostensiblement, on lance Mike Stern dans des solos bluesy, bleus, larmoyants, enchanteurs ; on démarque Rollins dans les intro, Ornette dans le déhanché-

ment des thèmes ; on contourne Coltrane (c'est justement le vingtième anniversaire de sa mort) ; on va voir du côté ensoleillé du blues le plus sombre, son côté acide et léger, et à force de se moquer, d'aimer, d'imaginer en image, la musique vient d'elle-même. En fondant.

Au piano, un nouveau à peine arrivé de New-York City, il a un nom à coucher dans un studio de Cassavetes. Il joue comme on ne savait pas qu'on pût jouer. Il sera géant à son tour ou n'aura brillé qu'un soir pour Montreux. Il se nomme Joey Calderazzo. FRANCIS MARMANDE.

Au Festival de Radio-France à Montpellier

La peau de chagrin d'Art Zoyd

Première version d'un opéra-rock par un quatuor de marginaux professionnels : Macbeth néo-gothique.

Il a suffi d'une brève odyssée sur la cour Jacques-Cœur, mercredi à Montpellier, pour que l'Orchestre national et les Chœurs de Radio-France, laissent Tatiana Nikolaïeva nous faire seule au piano (bêché !) le concert symphonique. Cent mètres plus loin, au vieux couvent des Ursulines, le groupe Art Zoyd reprenait sans attendre, sous la bruine et à ses risques et périls élec-

triques, la première ébauche de son opéra-rock Macbeth (1)...

Ni très prestigieux ni vraiment populaires, ces quatre-là ne sont pas de ceux qui s'attachent les programmes à leur dos. Ils ont plutôt de ces autres qui rongent leur frein en attendant l'automne et la reprise de leurs circuits « paralitiques » habituels. Pas question, donc, de laisser échapper l'occasion inespérée !

Mais au-delà du calcul tactique, cette ténacité est surtout la marque d'une carrière menée depuis quinze ans contre vents et marées, de l'abandon marginal en tournée « off », et de succès d'estime ou franchise galère : tout un parcours du combattant, franc-tireur qui, loin d'émousser l'énergie d'Art Zoyd ou ses choix musicaux, l'a endurci et confirmé - et sa musique avec lui, qui dès le début pourtant frappait par sa rigueur dans toujours plus d'intransigeance.

Art formé, que périodiquement on a cru incapable d'évoluer encore, entre son refus de toute jeunesse et un abîme qui ne pouvait plus être que de silence. Le rythme est carré et martial, bien que la ponctuation manque, sur un tempo accablé d'exode : le contenu mélodique, rudimentaire, l'harmonie spartiate et sans épaisseur, la construction plus squelettique encore juxtaposent sans surprise ni effet leurs raides engrenages de timbres néoclassiques : notes tenues aux violoncelles ou au saxo sur cellules jansénistes de piano électrique, ça et là une rumeur d'harmonium poussiéreuse. Virtuosité instrumentale partout réprimée, un chant qui se débite en stances sèches et robotiques, une théâtralité confinée à quelques lumières blanches, crues et à l'uniforme noir des musiciens ; pas l'ombre d'expressivité, d'émotion, de plaisir.

D'où vient alors que cette sévérité soit belle, forte ces manques, écartant cette noirceur, et que sans doute un instant, on croie Art Zoyd à même de bâtir un Macbeth puissant et hanté, exsangue et grinçant comme il doit l'être ou comme le Nasferatu de Herzog ? Ce Macbeth, en effet, dans l'état présenté à Montpellier, n'est pas du goût de la plupart. On a beau jeu de le trouver sinistre, voire sommaire et empêché dans son esthétique néo-gothique - sans que cela puisse rien enlever à son être et à l'énervement étonnant.

DANIEL DE BRUYCKER.

(1) Bâti directement sur le texte de Shakespeare, ce sera sans doute plutôt un oratorio de concert qu'un opéra à part entière, que le groupe ne se donne pas moins de six ans pour composer, développer vocalement, produire et donner à entendre !

CLAUDE FLEOUTER.

* Olympia, lundi 20 juillet, 20 h 30.

Cab Calloway à l'Olympia

L'âge d'or de Harlem

A quatre-vingts ans, l'ancienne star du Cotton Club est de nouveau sur la route.

Alerte octogénaire, Cab Calloway partage son temps entre une modeste maison de 200 000 dollars dans le New-Jersey, où il coupe des jours paisibles, et des tournées de nouveau fréquentes depuis la sortie, il y a deux ans, de Cotton Club, le film de Francis Coppola. Avec Duke Ellington et le danseur de claquettes Bill Robinson, Cab Calloway a fait les beaux soirs du Cotton Club, le cabaret sophistiqué de Harlem dirigé par le gangster Owen «Owney» Madden. C'était à la fin des années 20 et au début des années 30. Une période exceptionnelle de fantaisie et d'esprit illuminait Harlem. Cab Calloway amusait les gens avec son excentricité.

Il avait remplacé Duke Ellington un soir de 1930 au Cotton Club. Le chef d'orchestre parlait à Hollywood. « A cette époque, dit Cab Calloway, j'avais un bon orchestre et je jouais à Broadway, au coin de la 49^e Rue, dans un petit club, le Crazy Cat. Un jour, à la fin du spectacle, cinq hommes sont venus me trouver : « Duke Ellington sous » quitte pour faire un film, et nous » avons besoin d'un orchestre. C'est » vous que nous voulons. Soyez au » Cotton Club demain à 2 heures » pour la répétition. »

« Je leur ai dit : « Voyez mon agent, parlez-lui. » Ils m'ont répondu : « Soyez-là à 2 heures » et ils sont partis. J'ai vu mon agent, qui m'a conseillé d'y aller. Le lendemain, avant d'aller à la répétition, j'ai appris que les gangsters du Cotton Club avaient détruit à coups de hache une boîte de Harlem, La Plantation, qui allait s'ouvrir et que je devais inaugurer.

« Je suis resté trois ans au Cotton Club. Et les gangsters avaient barre sur moi, sur mes affaires, sur tout ce qui tournait autour. Certains soirs, j'étais pris de panique à l'idée de mettre les pieds dans la boîte. Mais c'était un endroit fabuleux, où tous les gens du pays venaient un soir ou l'autre.

« Quelle était la différence entre le Cotton Club et le Savoy ?

« Au Cotton Club il y avait des shows. Le Savoy n'était qu'un dancing à la clientèle beaucoup moins chic. On ne pouvait pas bouger au Savoy. C'était toujours plein. Curieusement, la salle était en étages, et, quand les gens dansaient, c'était comme s'il y avait eu des ressorts sous la piste de danse. Tous les grands orchestres de jazz ont alors joué au Savoy : Chick Webb, Count Basie, Don Redman, Claude Hopkins et Fats Waller. »

Le Cotton Club démenage et quitte Harlem pour Broadway en 1936. Les temps changent. Cab Calloway jouera dans quelques musiques et aussi dans Porgy and Bess, de Gershwin, « un des habits du Cotton Club », dit-il.

Aujourd'hui, Cab Calloway s'amuse de son royaume de faveur. « Je viens d'Olympia avec un bon orchestre, de bons chanteurs et de bons danseurs. Dans six mois, Hollywood va réaliser un film sur ma vie. Lionel Richie jouera mon personnage. »

AVIGNON 40 ANS DE FESTIVAL VUS PAR Le Monde. Numéro spécial hors série 22 F.

THEATRE NATIONAL DE LA DANSE ET DE L'IMAGE. Mercredi 22. 18 h. PREMIERES RENCONTRES DANSE/IMAGE-EUROPE. 22 h. COMPAGNIE MAGUY MARIN: "BABEL-BABEL". 24 h. "CINEMA DE MINUIT".

théâtre, cinéma, PARIS EN VISITES, MARCHÉ, CINE, 3615 TAPEZ.

Spectacles

théâtre

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE Théâtre de la Porte-Saint-Martin (40-15-00-15), 20 h 30 : Monsieur Chabot

Les autres salles

AUBER, 17 h : C'esto-Station.
GRAND EDGAR (43-20-90-09), 22 h : L'échec des chiens.
HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Comtesse chavre ; 20 h 30 : la Leçon.
LUCERNAIRE (45-44-57-34), 1 : 19 h 30 : Baudelaire ; 21 h 15 : Autour de Matisse ; 22 h : le Petit Prince ; 21 h 15 : Aristote.
POTINÈRE (42-61-44-10), 21 h : l'Épave.
ROSEAU THÉÂTRE (42-71-30-20), 20 h 30 : Arrêt sur image.
TH. FREDGAR (43-22-11-02), 20 h 15 : les Babes cadoux ; 22 h : Nous on fait on nous dit de faire.
TH. DU MARAIS (46-66-02-74), 20 h 30 : Nuits claires.

Jazz, pop, rock, folk

BAISER SALE (43-53-57-11), 21 h : Cam Bred.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h : P. Solbi, B. Vasseur.
EXCALIBUR (48-04-74-92), 23 h : Secret Ték.
MÉCANÉ (42-77-40-23), 22 h 30 : I. Mouchon.
MÉRIDIAN (47-58-12-30), 22 h : I. Rad Holway.
MONTGOLFIER (40-60-30-30), 22 h : O. France.
OLYMPIA (47-42-25-49), 20 h : Cab Caloway.
PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-25-59), 21 h : P. Sigaud Quintet.
SUNSET (42-61-46-60), 23 h : S. Lacy Quartet.
TROITOURS DE BUENOS-AIRES (42-33-58-37), 21 h : Goniais.

Les concerts

Église Saint-Jefferson-le-Pavre, 20 h : J.-F. Oz, S. Picard (Vivaldi, Kodaly, Beethoven).
Sainte-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : Ars Antiqua de Paris.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : L'accro-habituel.

Les cafés-théâtres

AU BOC FIN (42-96-29-35), 22 h 15 : Fou comme Fourcade ; 20 h 30 : Le monde du show-biz au pays de Star Trek ; 22 h : Bac d'essai des jeunes.
BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), 1 20 h 15 : Arouh = MC2 ; 21 h 30 : Sauvons les bébés femmes ; 22 h 30 : Mais qui fait la police ? - II. 20 h 15 : les Sœurs Montrose ; 21 h 30 : Derrière vous... y'a quelque chose ; 22 h 30 : Les has grillés.
CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11), 1 20 h 15 : Thés, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangouste d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours - II. 20 h 15 : C'est plus show à deux ; 21 h 30 : le Chromosome chaussonneux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
CLUB DES POÈTES (47-05-06-02), 22 h : Hommage à Saint-John Perse et à Blaise Cendrars.
PETIT CASINO (43-78-36-50), 21 h : Les clés sont vaches ; 22 h 30 : Nous, on s'écrit.

Le music-hall

BATACLAN (43-55-55-56), 21 h 30 : Salut les Sixties.
CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-77), 21 h : Chansons françaises ; 22 h 30 : Chansons à la carte.
LUCERNAIRE (45-44-57-34), 18 h 30 : Fin toujours.

Les spectacles

ATTENTION BANDITS (Fr.) : Marignan, 8 (43-59-92-82) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Favette, 13 (43-31-69-74) ; Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).
AUTOUR DE MINUIT (A. v.a.) : Tempeliers, 3 (42-72-94-56).
LES BARBARIENS (Am. v.a.) : Forum Orient-Express, 1 (42-33-42-26) ; Normandie, 2 (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Gare de Lyon, 11 (43-43-01-59) ; Galaxie, 13 (45-80-18-03) ; Gobelin, 13 (43-36-23-44) ; Méliès, 14 (42-20-89-32) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Convention Saint-Charles, 19 (44-79-33-00) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01).
BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A. v.f.) : 3 Parisiennes, 14 (42-50-19-19) ; V.I. : Maxville, 9 (47-70-72-86).
BEYOND THERAPY (Brit. v.a.) : Ciné Beaubourg, 1 (42-71-52-36) ; UGC Danton, 5 (42-25-10-30) ; 14 Juillet Paris, 6 (43-26-58-00) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-9-40).
BERRY (A. v.a.) : Lucarne, 6 (45-44-57-34).
BLUESY DREAM (A. v.a.) : 3 Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).
BRAZIL (Brit. v.a.) : Épée-de-Bois, 5 (43-57-37-47).
BURTON ARBENT (Fr.) : Studio 43, 9 (47-70-63-40) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).
CHAMBRE AVEC VUE (Brit. v.a.) : 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-99-83) ; Pagode, 7 (47-42-56-31) ; 14-Juillet Bastille, 11 (45-75-79-79) ; Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).
L'APICULTEUR (Fr.-Gr. v.a.) : 14-Juillet Paris, 6 (43-26-58-00) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Biarritz, 9 (45-62-9-40) ; V.I. : UGC Rotonde, 14 (45-74-94-94).
ASSOCIATION DE MALFAITEURS (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46).

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Lundi 20 juillet

CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCÉE (Il.-Fr. v. r.) : V.I. : Saint-Lazare Pasquier, 8 (43-87-35-43).
CELESTES CROSSÉS (Fr.) : Studio 43, 9 (47-70-63-40).
LA COULEUR DE L'ARGENT (A. v.a.) : Saint-Lazare, 15 (45-32-91-68).
CROCODILE DUNDEE (A. v.a.) : Marignan, 8 (43-59-92-82) ; V.I. : Français, 9 (47-70-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06).
DANGEREUSE SOUS TOUS RAPPORTS (A. v.a.) : Forum Arc-en-Ciel, 10 (43-57-43-74) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; V.I. : Français, 9 (47-70-33-88) ; 14-Juillet Bastille, 11 (43-31-69-74).
LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN (A. v.a.) : Studio de la Harpe, 5 (46-34-25-52) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16).
DOWN BY LAW (A. v.a.) : Saint-André-des-Arts, 6 (43-20-89-32).
LES ENFANTS DU SILENCE (A. v.a.) : Saint-Germain Village, 5 (46-33-63-20) ; Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; V.I. : Lumière, 9 (42-46-49-07) ; Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06).
EVIL DEAD 2 (A. v.a.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Haute-fauche, 6 (46-33-79-38) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; V.I. : Français, 9 (47-70-33-88) ; Maxville, 9 (47-70-72-86) ; Nation, 12 (43-43-04-67) ; Favette, 13 (43-31-69-74) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 19 (44-79-33-00) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01).
LA FEMME DE MA VIE (Fr.) : Club, 9 (47-70-81-47).
FIEVEL ET LE NOUVEAU MONDE (A. v.a.) : Saint-André-des-Arts, 6 (47-40-89-16) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).
FREDDY 3, LES GRIFFES DU CAUCHEMARR (A. v.a.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; V.I. : Maxville, 9 (47-70-72-86).
GOOD MORNING BARCELONA (Il.-A. v.a.) : Forum Arc en Ciel, 10 (42-97-33-74) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-99-83) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; 14-Juillet Bastille, 11 (43-31-69-74) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienvienta Montparnasse, 15 (45-75-79-79).
LE GÉNÉRAL CHEMIN (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Méliès, 14 (42-20-89-32).
LES GRAYOS (Hol. v.l.) : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Images, 8 (45-22-47-94).
HANNO HELTON (A. v.l.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).
HOTEL DE FRANCE (Ec.) : Tempeliers, 3 (42-72-94-56) ; V.I. : Maxville, 9 (47-70-72-86).
JEAN DE FLORENTE (Fr.) : Tempeliers, 3 (42-72-94-56).
LE JUPON ROUGE (Fr.) : Gaumont-Halles, 1 (42-97-49-70) ; Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; Colisée, 8 (43-59-04-67) ; Parisiens, 14 (43-20-12-06).
MICHELIER (Fr. v. l.) : Vendôme, 2 (47-42-56-31).
MANON DES SOURCES (Fr.) : Elysées-Lincoln, 8 (43-59-36-14).
MALUVA SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 1 (42-71-52-36) ; Clichés, 5 (45-74-94-94).
MELO (Fr.) : Tempeliers, 3 (42-72-94-56).
LA MÉNAGERIE DE VERRE (A. v.a.) : Lucarne, 6 (45-44-57-34).
LA MESSIE EST FINIE (It. v.a.) : Tempeliers, 3 (42-72-94-56).
MESSIEN (A. v.a.) : Châtelet-Victoria, 11 (45-08-94-14) ; Elysées-Lincoln, 8 (43-59-36-14).
MON BEL AMOUR, MA DÉCHIREUR (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-57-37-47) ; Clichés, 5 (45-74-94-94) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; 7 Parisiens, 6 (43-20-32-20).
MON CHER PETIT VILLAGE (Tch. v.a.) : Ciné Beaubourg, 1 (42-71-52-36) ; Clémence, 3 (45-62-45-76) ; Triomphe, 8 (45-62-45-76) ; Bastille, 11 (43-31-69-74) ; Gaumont-Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; V.I. : Gaumont-Opéra, 2 (47-42-56-31).
MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit. v.a.) : Clichés, 5 (46-33-10-82).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (Hong. v.a.) : Triomphe, 8 (45-62-45-76) ; Ciné Beaubourg, 1 (42-71-52-36).
NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TÊTE (A. v.a.) : République-Cinéma, 11 (48-05-51-33).
LE NOM DE LA ROSE (Fr. v. angl.) : Champ-Palace, 5 (43-54-07-76) ; Publicis Champs Elysées, 6 (47-20-76-23) ; V.I. : Lumière, 9 (42-46-49-07).
LES OREILLES ENTRE LES DENTS (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Danton, 5 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Biarritz, 9 (45-62-9-40) ; Gare de Lyon, 11 (43-43-01-59) ; Galaxie, 13 (43-36-23-44) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Méliès, 14 (42-20-89-32) ; Images, 8 (45-22-47-94) ; Secrétaire, 19 (42-06-79-79) ; Gambetta, 20 (46-36-10-96).
PEZ-WEE BIG ADVENTURE (A. v.a.) : Escorial, 13 (47-07-28-04).
LA PETITE BOUTIQUE DES HORREURS (A. v.a.) : UGC Odéon, 6 (42-25-10-30).
LA PIVOINE ROUGE (Jap. v.a.) : Saint-Germain Studio, 5 (46-33-63-20).
PLATOON (A. v.a.) : Parisiens, 14 (43-20-32-20) ; V.I. : c. et v.f. : George V, 8 (45-62-41-46).
POLICE ACADEMY 4 (A. v.a.) : Marignan, 8 (43-59-92-82) ; V.I. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Français, 9 (47-70-33-88) ; Nation, 12 (43-43-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14 (43-20-12-06) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé-Clichy, 18 (45-22-46-01).
QUATRE AVENTURES DE RANETTE ET MIRABELLE (Fr.) : Luxembourg, 6 (46-33-97-77).
QUEST-CE QUE J'AI FAIT POUR MÉRITER ÇA ? (Esp. v.a.) : Luxembourg, 6 (46-33-97-77).
RADIO DAYS (A. v.a.) : Gaumont-Opéra, 2 (47-42-56-31) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-99-83) ; Pagode, 7 (47-42-56-31) ; Nation, 12 (43-43-04-67) ; Elysées, 8 (43-59-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 11 (43-31-69-74) ; Gaumont-Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; V.I. : UGC-Gobelin, 13 (43-36-23-44).
ROSA LUXEMBURG (All. v.a.) : Clichés, 5 (46-33-10-82).
LA RUE "O" (A. v.a.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).
SABINE KLEIST, ANS (All. RDA v.a.) : République-Cinéma, 11 (48-05-51-33).
STAND BY ME (A. v.a.) : Studio de la Harpe, 5 (46-34-25-52) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-9-40).
LA STORIA (It. v.a.) : Latins, 4 (42-78-47-86).
STRANGER THAN PARADISE (A. v.a.) : Utopia, 5 (43-26-84-65).
STREET TRASH (A. v.a.) : Forum Orient-Express, 1 (42-33-42-26) ; V.I. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pagode, 7 (47-42-56-31) ; Nation, 12 (43-43-04-67) ; UGC-Gare de Lyon, 11 (43-43-01-59) ; Gaumont-Pathé, 14 (43-20-12-06) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Méliès, 14 (42-20-89-32) ; Pathé-Clichy, 18 (45-22-46-01).
THE AMERICAN WAY (A. v.a.) : Forum-Horizon, 1 (45-08-57-57).
THE BIG EASY (A. v.a.) : Ciné Beaubourg, 1 (42-71-52-36) ; Biarritz, 9 (45-62-9-40) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; V.I. : UGC-Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC-Boulevard, 9 (45-74-94-94).
THERÈSE (Fr.) : Clichés Saint-Germain, 6 (46-33-10-82).
TIN MEN, LES FILOUS (A. v.a.) : 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-99-83).
372 LE MATIN (Fr.) : Épée-de-bois, 5 (43-57-37-47) ; Publicis Saint-Germain, 6 (45-62-41-46).
3 AMIGOS (A. v.a.) : UGC-Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Biarritz, 9 (45-62-9-40) ; V.I. : UGC-Montparnasse, 6 (45-74-94-94).
TRAM-TAM (A. v.a.) : Galaxie, 13 (45-80-18-03).
TRUE STORIE (A. v.a.) : Tempeliers, 3 (42-72-94-56) ; UGC Ermitage, 8 (45-63-16-16) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).
UNE FLAMME DANS MON CŒUR (Fr.) : Épée-de-bois, 5 (43-57-37-47) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; H. sp. : St-Ambroise, 11 (47-00-89-16).
UNE ÉPINE DANS LE CŒUR (Fr. v. l.) : Maxville, 9 (47-70-72-86).
UNE GOUTTE D'AMOUR (Turc. v.a.) : Utopia, 5 (43-26-84-65).
UN HOMME AMOUREUX (Fr. v. angl.) : Colisée, 8 (43-59-04-67) ; V.I. : Gaumont-Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Métropole, 14 (43-20-89-32).
LA VEILLE MORTRE (A. v.a.) : Tempeliers, 3 (42-72-94-56) ; H. sp. : Denfert, 14 (43-21-41-01).
WELCOME IN VIENNA (Autr. v.a.) : Utopia, 5 (43-26-84-65).

56-86) ; Gaumont-Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont-Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont-Convention, 15 (48-28-42-27) ; Napoléon, 17 (42-67-63-42) ; Pathé-Clichy, 18 (45-22-46-01).
BEN HUR (A. v.a.) : Paramount Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Gaumont-Alésia, 14 (43-27-84-50).
BOOM (A. v.a.) : Saint-Germain-des-Prés, 6 (42-22-87-23) ; Studio 43, 9 (47-70-63-40).
BROTHER CAN YOU SPARE A DIME ? (A. v.a.) : 14-Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).
LES 101 DALMATIENS (A. v.l.) : Napoléon, 17 (42-67-63-42).
LA CHATTE SUR UN TOIT BRILLANT (A. v.a.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).
CHINATOWN (A. v.a.) : (*) Forum Arc-en-Ciel, 10 (43-57-43-74) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-99-83) ; Marignan, 8 (47-20-76-23) ; V.I. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).
CHORUS LINE (A. v.a.) : UGC Ermitage, 8 (45-63-16-16).
LE COBEAUX (Fr.) : Champ, 5 (43-54-51-60).
COTTON CLUB (A. v.a.) : 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).
LE DERNIER NABAB (A. v.a.) : Reflet Lague, 5 (43-54-42-34) ; Balzac, 6 (45-61-10-60) ; Parisiens, 14 (43-20-30-19).
LA DÉSÈE (Ind. v.a.) : Chmy Palace, 6 (43-54-07-76).
L'EXTRAVAGANT M. DEEDS (A. v.a.) : Action Écoles, 5 (43-25-72-07).
EVE (A. v.a.) : Action Christine Hs, 6 (43-29-11-30).
LE FAUCON MALTAIS (A. v.a.) : Action Rive Gauche, 43-29-44-40).
LA FEMME AU PORTRAIT (A. v.a.) : Action Écoles, 5 (43-25-72-07).
LA FOLLE HISTOIRE DU MONDE (A. v.a.) : Gaumont Colisée, 8 (43-59-29-46) ; V.I. : Gaumont Halles, 1 (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Métropole, 14 (43-20-89-32) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).
GANDHI (Angl. v.l.) : Bretagne, 6 (42-22-57-97).
GUERRE ET PAIX (Sov. v.a.) : Cosmos, 6 (45-44-28-80) ; 1^{re} époque : mar, ven, dim, mar, 2^e époque : jeu, sam, lun ; v.f. : Triomphe, 8 (45-62-45-76) ; 1^{re} idem, 2^e idem.
LE GUEPARD (A. v.a.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Haute-fauche, 6 (46-33-79-38) ; Marignan, 8 (43-59-92-82) ; V.I. : Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 72-52) ; Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06).
HUIT ET DEMI (It. v.a.) : Denfert, 14 (43-21-41-01).
HIGHLANDER (A. v.a.) : Forum Orient-Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; 7 Parisiens, 6 (43-20-32-20) ; V.I. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Favette, 13 (43-31-69-74) ; 56-86) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
HORIZONS PERDUS (A. v.a.) : Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; Balzac, 6 (45-61-10-60).
INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT (A. v.a.) : UGC Danton, 5 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; V.I. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94).
74-95-40) ; UGC Lyon, 12 (43-42-01-59) ; Convention St-Charles, 15 (45-79-33-00) ; Maillet, 17 (47-48-06-06).
JOUR DE FÊTE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; St-Michel, 5 (43-26-79-71) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).
LAURA (A. v.a.) : Action Écoles, 5 (43-25-72-07).
LE LOCATAIRE (Fr.) : Utopia, 5 (43-26-84-65).
LUDWIG VISCOUNTI (It. v.a.) : Clés-Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; H. sp. : MIDNIGHT EXPRESS (A. v.a.) (*) : Clichés-St-Germain, 6 (43-66-10-82).
LE MONDE SELON GARP (A. v.a.) : Lucarne, 6 (45-44-57-34).
MARY POPPINS (A. v.l.) : Napoléon, 17 (42-67-63-42).
NEW-YORK, NEW-YORK (A. v.a.) : Forum-Orient, 1 (42-33-42-26).
L'OMBRE D'UN DOUITE (A. v.a.) : Rialto, 19 (46-07-87-61).
ON NE VIT QUE DEUX FOIS (A. v.a.) : George V, 8 (45-62-41-46).
PAPILLON (A. v.a.) : Forum Orient-Express, 1 (42-33-42-26) ; Normandie, 6 (43-25-99-83) ; Métropole, 14 (43-20-89-32) ; V.I. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Gobelin, 13 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
PARTITION INACHEVÉE POUR FLORES CAUCHE (Sov. v.l.) : Bastille, 11 (43-31-69-74).
PINK FLOYD THE WALL (A. v.a.) : Gaumont Halles, 1 (42-97-49-70) ; UGC Ermitage, 8 (45-63-16-16) ; V.I. : Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 3 Parisiens, 6 (43-20-30-19).
LA POURSUITE IMPITOYABLE (A. v.a.) : Rialto, 19 (46-07-87-61).
LES PROIES (A. v.a.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).
RUNAWAY TRAIN (A. v.l.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).
SHANGHAI GESTURE (A. v.a.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).
THE KING OF MARVIN GARDEN (A. v.l.) : Rascal Opéra, 8 (45-63-16-16) ; Balzac, 6 (45-61-10-60).
TO BE OR NOT TO BE (A. v.a.) (Lubitch) : Pantheon, 5 (43-54-15-04).
TEX AVERY ELLES (A. v.a.) : Rialto, 19 (46-07-87-61).
TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VULU SAVOIR SUR LE SEXE... (A. v.a.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Danton, 5 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Champ-Elysées, 8 (45-62-9-40) ; V.I. : Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44) ; Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).
LE TROISIÈME HOMME (A. v.a.) : Reflet Lague, 5 (43-54-42-34).
UN TRAMWAY NOMMÉ DESIR (A. v.a.) : Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40) ; Elysées-Lincoln, 8 (43-59-04-67) ; Parisiens, 14 (43-20-32-20).
VOLEZ D'ENHÉS D'UN NID DE COLLE (A. v.a.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Parisiens, 14 (43-20-30-19) ; Maillet, 17 (47-48-06-06).
LE VOLEUR DE BICYCLETTE (It. v.a.) : Latins, 4 (42-78-47-86).
VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A. v.a.) (*) : Ranelagh, 16 (42-88-64-44).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-94-34-24)
Relâché.

RELAUNCH

(42-78-35-57)
15 h : le Veinisme tragique, de V. Sjöström ; 17 h : Films suédois, films d'auteur ; l'Évasion suisse, de C. Goretta ; Hommage à Anthony Mann ; la Charge des ténors bénes (v.a.).

CENTRE GEORGES-POPOUDOU
Salle Georges (42-78-37-29)
18 heures, le monde, le cinéma, le peuple
14 h 30, Concert à la P. Vanzhili
17 h 30, Concert de Jean-François Modry
20 h 30, Allemagne, mère bifaride, d'Helmut Sanders-Brahms.

Les exclusivités

ADRIEL LES ANGES (Bost. v.l.) : Français, 9 (47-70-33-88).
AFTER HOURS (A. v.a.) : Clichés Saint-Germain, 6 (43-20-10-82

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-mat. Signification des symboles : **P** Signalé dans « le Monde radio-télévision » **F** Film à évaluer **O** Ou peut voir **M** Ne pas manquer **M** Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 20 juillet

TF 1

20.35 Cinéma : *Que la bête meure* **M** Film français de Claude Chabrol (1969). Avec Michel Duchaussoy, Carolelle Cellier, Jean Yanne, Anouk Ferjac, Marc Di Napoli. Un romancier veut se venger d'un claustré, meurtrier de son enfant. Thème complexe de la culpabilité, Jean Yanne génial. 22.25 Documentaire : *2 comme Léon* (2^e partie). *Tout l'art de Zliron en quatre émissions : étude nourrie d'archives*. 23.20 Journal. 23.40 Série : *Les chevaliers*. Trahison.

A 2

20.30 Théâtre : *Lorna et Ted*. De John Hale, adaptation française de Claude Baignères, mise en scène de Michel Fagadau. Avec Robert Hossein, Candice Patou, Louison Roblin. 22.05 Magazines : *Falaise* de la folie. Présenté par France Roche. Invité : Jean Lacouture. 23.05 Histoires courtes. *Fils de chien*, d'Eric Brach; *Incognito*, de Jean Sautou. 23.30 Journal. 23.50 Le Journal du Tour (rediff.).

FR 3

20.35 Cinéma : *Le repos du guerrier*. **M** Film français de Roger Vadim (1962), avec R. Hossain, B. Bardot. *Une jeune fille de bonne famille humiliée par un artiste bohème qui lui révèle le plaisir sexuel*. Brigitte Bardot, l'improbable femme-objet d'un film à scandale. 22.15 Journal. 23.40 Série : *Histoires vraies*, prévues à l'appel. De F. Potcher. *L'affaire Smith*. *Un Anglais qui, de 1911 à 1914, noya trois épouses dans une baignoire. Aucune trace de violence*. 23.35 Prélude à la nuit. Nocturne, de Borodine, interprété par Cyprien Katsaris, piano.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : *Le gagnant*. **F** Film français de Christian Gion (1979). Avec Stéphane Audran. 21.55 Flash d'informations. 22.00 Carrière. 23.15 Magazine : *Le monde du sport*.

Mardi 21 juillet

TF 1

13.50 Série : *La croisière s'annule*. Vive la famille (2^e partie). 14.45 Croque-noisette. Caliméro; Bricolage; Tintin; Le crabe aux pinces d'or; Infos magazine; Vidéo-surprise; Alice au pays des merveilles; Ricky la belle vie. 16.25 Variétés : *La chance aux chansons*. Emission de Pascal Sevran. Avec : Brindille, Betty Mars, Caroline Grimm. 16.55 Feuilleton : *La comédie du ciel* (4^e épisode). 17.55 Météo journal, pour les jeunes. De Patricia Drevet. 18.05 Série : *Maman*. Qui m'a tué ? 19.00 Feuilleton : *Santa-Barbara*. 19.30 Jeu : *La rose de la fortune*. 20.00 Journal. 20.35 Théâtre : *Potiche*. De Beriliet et Grédy, mise en scène de Pierre Mondy et Gérard Philipe. Avec Jacqueline Maillan, Pierre Maguelon, Marie-France Meylan, Jacques Jouanneau. *Dans la série « Les champions du rire », comédie en deux actes sur l'épouse d'un riche industriel; Jogging, fourneaux, roisiers... mais attention!* 22.50 Documentaire : *Histoires naturelles*, d'Igor Barrère et Jean-Pierre Fleury. 3. *Truiterie et saumon*. 23.45 Journal. 0.05 Série : *Les chevaliers*. La tornade.

A 2

13.45 Feuilleton : *Les fils de la liberté* (5^e épisode). 14.40 Cinéma : *Rose Carnot*. 15.05 Sports été. Tour de France : rétrospective; 20^e étape du Tour 1987; Villars-de-Lans-L'Alpe-d'Huez; A chacun son tour, par Jacques Chancel; *Ecriture : championnats du monde à Lausanne*. 16.10 Variétés : *Le tube de l'été*. 16.30 Jeu : *Le jeu de la tentation* (suite). 17.00 Feuilleton : *Vive la vie!* 17.30 Le magazine eschaut. 17.35 Jeu : *Génes en herbe*. 18.00 Dessin animé : *Belle et Sébastien*. 18.30 Série : *Les pages*. 18.35 Série : *Les aventures de capitaine Jack*. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.15 à 19.35, actualités régionales. 19.45 Dessin animé : *Inspector Gadget*. 20.04 Jeu : *La classe*. 20.30 Cinéma : *Absence de malice*. **M** Film américain de Sidney Pollack (1981). Avec Paul Newman, Sally Field, Bob Balaban, Melinda Dillon. *Une journaliste ambivalente, manipulée par un agent du FBI, occupe le fils d'un ancien « bottellegue » d'être mêlé à la disparition du leader syndical des dockers de Miami. C'est remarquablement écrit, mis en scène et joué*. 22.25 Journal. 22.50 Courts métrages. D'après Maria, de J.-C. Robert. 23.20 Prélude à la nuit. En souvenir de Rita Streich : *L'amour de moi*, Méliode viennoise.

FR 3

14.00 Agenda des vacances. 14.25 Les films de l'été. 14.45 Look. 14.50 Top melody. 14.55 Sports-loisirs vacances. 15.10 Les papies, les mamies de la 3. 15.20 Pense-bêtes. 15.30 Documentaire : *Splendeur sauvage*. 16.00 Gastronomie. 16.05 Jeu : *Le jeu de la séduction*. 16.10 Variétés. 16.20 Le tube de l'été. 16.30 Jeu : *Le jeu de la tentation* (suite). 17.00 Feuilleton : *Vive la vie!* 17.30 Le magazine eschaut. 17.35 Jeu : *Génes en herbe*. 18.00 Dessin animé : *Belle et Sébastien*. 18.30 Série : *Les pages*. 18.35 Série : *Les aventures de capitaine Jack*. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.15 à 19.35, actualités régionales. 19.45 Dessin animé : *Inspector Gadget*. 20.04 Jeu : *La classe*. 20.30 Cinéma : *Absence de malice*. **M** Film américain de Sidney Pollack (1981). Avec Paul Newman, Sally Field, Bob Balaban, Melinda Dillon. *Une journaliste ambivalente, manipulée par un agent du FBI, occupe le fils d'un ancien « bottellegue » d'être mêlé à la disparition du leader syndical des dockers de Miami. C'est remarquablement écrit, mis en scène et joué*. 22.25 Journal. 22.50 Courts métrages. D'après Maria, de J.-C. Robert. 23.20 Prélude à la nuit. En souvenir de Rita Streich : *L'amour de moi*, Méliode viennoise.

CANAL-PLUS

14.00 Cinéma : *La nuit de réquiem*. **F** Film français de Sergio Gobbi (1986). Avec Stéphane Ferrara. 15.35 Documentaire.

Audience TV du 19 juillet 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

HORAIRE	Foyers ayant regardé la TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	31,7	Amour de papa	Journal Tour	Amuse 3	Fautes confit.	Superspecter	Chez soi
19 h 46	34,7	Amour de papa	Quel de nos 7	Cherch. France	Catch	Superspecter	Halk
20 h 16	38,2	Journal	Journal	Hogan Show	Catch	Robotzaz	Halk
20 h 55	40,2	2 heures Ouest	Médias	Passé crime	Top présent	L'Américain	Contre mort
22 h 08	32,2	12,6	7,0	1,0	3,6	5,5	3,0
22 h 44	25,6	9,0	3,0	0,5	1,5	4,5	3,0

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 153 reçoivent la 5 et 115 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

سكنا من الاجل

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4531

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALLEMENT

I. Des femmes à l'ouvrage. — II. A l'entendre, on peut supposer la présence d'une diode. Pouscaif. — III. Réfléchi. Lance des bombes. — IV. De quoi se sentir beaucoup moins gêné. De quoi en avoir plein le dos. — V. Bourrés et par conséquent bien pleins. Propice à un changement de bord. — VI. Forment la bergo. — VII. Bête noire. — VIII. Place des Vosges. Mal de l'air. — IX. Résultat d'une épreuve. Dut réapprendre à marcher à quatre pattes. — X. Pièce montée. Etais attendu par maints prétendants. Est fait pour servir. — XI. Plus vivants... sans être morts pour autant. Pronom.

VERTICALEMENT

1. Le comble, pour lui, serait de travailler au noir! Incite le « gendarme » à mettre à l'amende. — 2. Tel que le climat est à la tempête. Il en est qui tiennent à ce qu'on leur en amène plus d'un sur un plateau. — 3. Dénonciation. N'est évidemment pas à même d'engager la conversation. — 4. Dessous de table. Passe très facilement inaperçu. — 5. Montre peut-être les dents mais sans agressivité. Disparaît au moindre bruit. — 6. On certains travaillent à la loupe. Se retrouvent parfois sur le flanc. — 7. Passe en silence. — 8. Conjonction. Pris au piège. Manque de reconnaissance. — 9. Telle qu'on en a pincé pour elle! Passe son temps devant la fenêtre.

Solution du problème n° 4530

Horizontalement

I. Tétréodon. Halle. — II. Rare. Abois. Nuit. — III. Ousadé. Eamine. — IV. Go. Salut. Me. — V. Niera. Alliers. — VI. Endémie. Aï. Sol. Les. — VII. Ué. R. — VIII. Ué. R. — IX. Mine. — X. O. — XI. Ru. Optes. Sec. — XII. Epi. — XIII. V. — XIV. Tairas. Recensée. — XV. Eus. Sel. Suse. Ur.

Verticalement

1. Troènes. Molette. — 2. Eau. Inouïs. An. — 3. Tragédiens. Avis. — 4. Redoré. Leur. — 5. Amies. Bas. — 6. Dais. Is. Te. Ome. — 7. Ob. Alés. Raout. — 8. Nois. Trouper. — 9. Situation. Te. En. — 10. Sat. Siège. Ecu. — 11. La. Ossues. — 12. Amnisties. Ne. — 13. Lunées. Liesses. — 14. Lie. Rissette. Peu. — 15. Et. Ousette. Crier.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 19 juillet 1987 :

DES LOIS

- N° 87-549 du 16 juillet 1987 relative au règlement de l'indemnisation des rapatriés.
- N° 87-552 du 17 juillet 1987 portant modification du livre des procédures fiscales.
- N° 87-555 du 17 juillet 1987 relatif aux statuts du corps des professeurs de universités et du corps des maîtres de conférences et modifiant le décret n° 84-431 du 6 juin 1984.

UN ARRÊTÉ

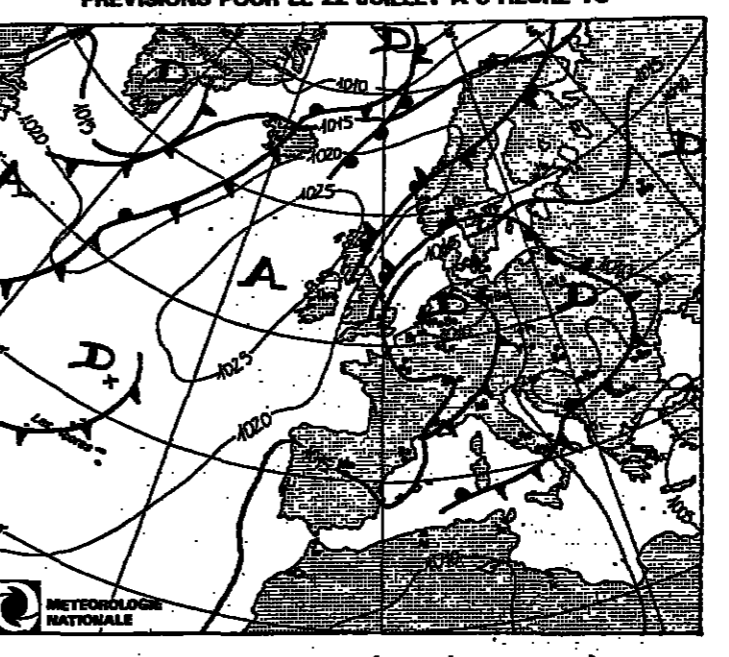
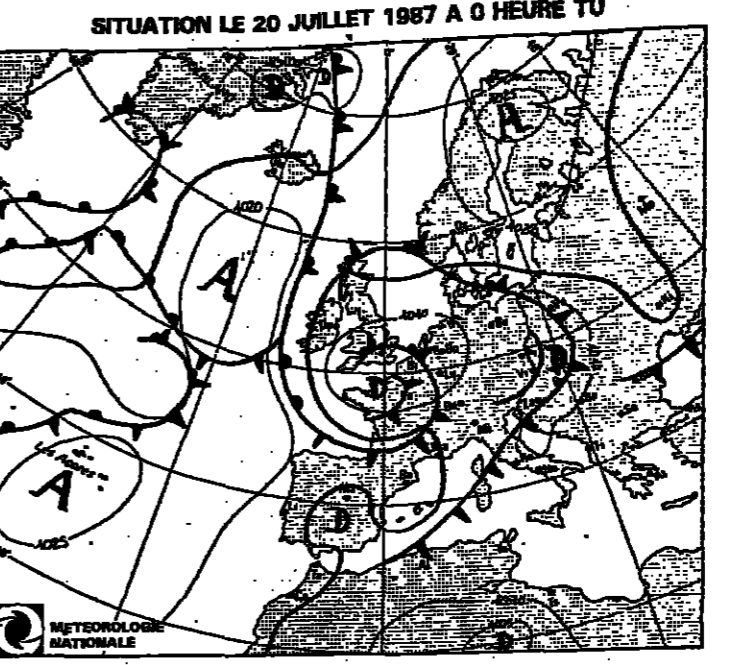
- Du 10 juin 1987 portant nomination des stagiaires du cycle préparatoire au second concours d'accès à l'École nationale de la magistrature (première et seconde série).

• Solidarité avec les Tibétains. — Cent mille réfugiés tibétains sont en Inde. Grâce à des initiatives privées, un hôpital est en cours de construction pour leur permettre de survivre. Les dons peuvent être adressés à l'Aide aux réfugiés tibétains, 6, rue Général-de-Montfort, 74700 Sallanches.

• Salut la France. — ERYICA (Association européenne pour l'information et le conseil des jeunes) vient de publier les Guides du jeune voyageur. Réalisés simultanément dans six pays (Belgique, Danemark, Espagne, France, Pays-Bas et Royaume-Uni) et traduits en plusieurs langues, ils donnent des informations pratiques sur les transports, l'hébergement, les possibilités d'emploi ou d'étude, les loisirs, etc. Ils sont disponibles dans les centres d'information jeunesse, les offices de tourisme, les ambassades, les centres, culturels et les agences de voyage réservées aux jeunes. Prix de vente : 30 F.

* CIDI, 101, quai Branly. Tél. : 45-67-35-85.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 20 juillet à 0 h TU et le mardi 21 juillet à 24 h TU.

La France se maintient sous le contrôle de la dépression canarienne et Manche; de l'air frais et instable envahit donc le pays par vagues successives. Par ailleurs, des limites frontales circuleront sur la moitié nord du territoire où elles provoqueront des passages pluvieux parfois modérés.

Mardi 21 juillet, la majeure partie du pays subira un temps gris, souvent pluvieux et frais pour la saison.

De la Normandie au Centre, au nord-est et au nord, le temps s'annonce particulièrement médiocre : un ciel très chargé, des passages pluvieux et un vent de nord-ouest.

De la Bretagne au Poitou-Charentes, à l'Auvergne et à Rhône-Alpes, la météo sera brumeuse et très agitée, mais il ne devrait pleuvoir que l'après-midi, par intermittences.

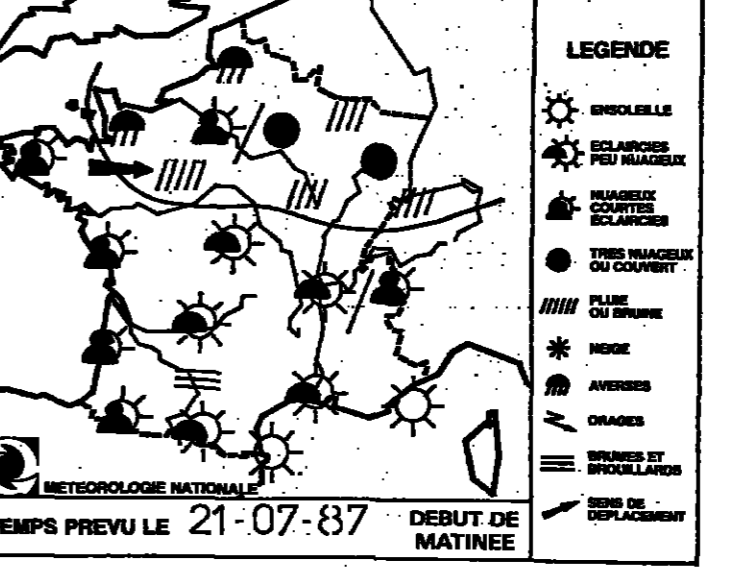
De l'Aquitaine au Languedoc-Roussillon, mages et éclaircies se partageront le ciel. Quelques averses sont encore possibles.

C'est en Provence-Côte-d'Azur et en Corse que le soleil sera le plus généreux malgré quelques mages passagers.

Les températures minimales, sans changement, varieront entre 13 et 18°C du nord au sud.

Les températures maximales se situent entre 16 et 20°C sur la moitié nord, entre 20 et 22°C du Poitou-Charentes à Rhône-Alpes, entre 24 et 30°C de l'Aquitaine aux pays méditerranéens.

Un vent de nord-est assez secoué s'établira sur la France. Il soufflera fort près de la Manche.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 19-7 à 6 heures TU et le 20-7-1987 à 6 heures TU.

FRANCE	TOURS	LOS ANGELES
AMBOISE 30 15 D	TOULOUSE 25 13 C	LOS ANGELES 23 15 D
BARCELONE 21 18 C	FORNIA 32 24 D	LUXEMBOURG 19 12 A
BRESCIA 21 15 A		MADRID 29 13 D
BURGOS 21 14 P		MARACON 29 17 D
BREST 17 14 C	ALGER 32 23 C	MEXICO 26 12 P
CADIX 16 14 P	AMSTERDAM 21 14 P	MILAN 26 12 P
CHERBOURG 16 13 A	ATHENS 33 23 D	MONTREAL 29 16 C
CLEMONTE-FERRAND 23 14 P	BANGKOK 36 27 D	MOSCOU 15 11 P
COCOC 23 13 P	BARCELONE 26 17 N	NEW-YORK 25 11 N
GRENOBLE 23 13 P	BELGRADE 25 20 D	OSAKA 32 23 C
LILLE 18 14 P	BELLY 23 16 P	OSLO 25 15 C
LONDRES 17 13 C	BRUXELLES 20 14 P	PALMA-DE-MAJORQUE 30 17 D
LYON 24 17 C	LE CAIRE 37 21 C	PEKIN 33 23 A
MARSEILLE-MER 26 18 D	COPTENHAGUE 17 13 C	PRAGUE 26 12 D
NANCY 22 14 P	DAKAR 32 26 N	ROME 32 21 D
NANTES 19 15 P	DELHI 41 33 N	SINGAPOUR 32 26 N
NICE 28 18 D	DURBAN 42 22 D	STOCKHOLM 23 13 N
PARIS-MONTAIGNE 17 14 P	GENEVE 23 16 C	STOETEN 16 9 P
PAU 21 15 C	HONGKONG 32 29 D	TOKYO 30 18 D
PERPIGNAN 26 17 N	ISTANBUL 23 20 D	TUNIS 45 23 D
RENNES 17 14 P	JERUSALEM 30 19 D	YAKOVITSE 25 17 O
STRASBOURG 15 15 C	LAGOS 26 16 D	YERSE 30 18 D
STRASBOURG 22 15 P	LONDRES 18 14 P	VIENNE 26 15 N

LEGENDE

- ☀ ENSOLEILLÉ
- ☁ ECLAIRCIÉ
- ☁☁ COUVERT
- ☁☁☁ TRÈS COUVERT
- ☁☁☁☁ PLUIE OU BRUME
- ☁☁☁☁ NUAGE
- ☁☁☁☁ AVERSES
- ☁☁☁☁ BRUINE ET BRUIN
- ☁☁☁☁ VENT DE DÉPLACEMENT

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CYCLISME

Jean-François

Le cyclisme français a connu une belle saison de début de saison. Les résultats ont été remarquables, notamment dans les courses de montagne et de fond. Les équipes nationales ont montré leur efficacité, et les favoris ont été nombreux. Les prochains événements seront suivis avec intérêt.

Pique-nique

Le pique-nique est une activité populaire et agréable. Il permet de profiter de la nature et de partager un moment convivial. Les endroits idéaux pour un pique-nique sont les parcs, les jardins et les zones littorales. Il est important de bien préparer son panier et de respecter l'environnement.

Cyclisme

Le cyclisme continue de progresser. Les nouvelles technologies et les entraînements sophistiqués ont permis d'améliorer les performances. Les compétitions internationales attirent de plus en plus de spectateurs. Les clubs de cyclisme jouent un rôle essentiel dans la formation des jeunes talents.

CYCLISME : Tour de France

Jean-François Bernard dompte le Ventoux

Le mont Ventoux a rendu son verdict : met vainqueur de l'étape contre la moule disputée sur les pentes du « géant de Provence », le dimanche 19 juillet, Jean-François Bernard a ravi le maillot jaune à Charles Mottet, coureur...

vélo sur une machine classique légère construite à partir d'un cadre en fibre de carbone. A l'arrivée, il comptait 1 min. 38 sec. d'avance sur Herrera, 2 min. 19 sec. sur Roche et 3 min. 58 sec. sur Mottet qui, malgré un courage à la dimension de la montagne...

parfaitement adapté au terrain. Il disposait en permanence d'une gamme de développements idéale et put ainsi moduler son effort en fonction du relief et des circonstances. Il fut l'un des rares, voire le seul, à pousser aussi loin le souci du détail.

Bontempi et Thurau dopés

Alors qu'aucun coureur n'avait été sanctionné au cours du Tour de France 1986, deux concurrents du Tour 87 ont fait l'objet d'un contrôle positif : Dietrich Thurau, à l'issue de l'étape Troyes-Epinay-sous-Sénart et Guido Bontempi, vainqueur de la septième étape Epinal-Troyes. Ils sont déclassés de la première à la dernière place de l'étape et frappés d'une amende de 1 215 francs...

Caritoux, le régional de l'étape, qui avait fait merveille nager sur cette route rugueuse où il apprit à pédaler, devait se contenter d'une modeste trente-septième place à 7 min. 30 sec. du vainqueur. Quant à Laurent Fignon, soixante-quatrième, il perdait 9 min. 9 sec. dans l'affaire, soit environ 15 secondes par kilomètre : un résultat qui situe ses limites actuelles.

La tête et les jambes

Pour résoudre les problèmes techniques de cette épreuve inhabituelle, Jean-François Bernard avait mis tous les atouts dans son jeu : il employait un matériel sophistiqué

MOTOCYCLISME : le Grand Prix de France

Glissons sous la pluie

Le Grand Prix de France de vitesse motos, disputé sous la pluie le dimanche 19 juillet sur le circuit Bugatti du Mans, a vu les victoires des Suisses Rolf Biland et Kurt Waltisperg (LCR Krasser) en side-cars, de l'Italien Fausto Gresini (Garelli) en 125 centimètres cubes, de l'Allemand de l'ouest Reynold Roth (Honda NSR) en 250 centimètres cubes et de l'Américain Randy Mamola (Yamaha YZR) en 500 centimètres cubes.

détrempé. Mais sa science des trajectoires, son style bien en ligne sur la machine, lui ont souvent permis de passer sans dommage là où d'autres, plus habitués à dompter leur moto, maîtrisaient mal leurs glissades.

Jamais Christian n'a été en mesure de rééditer en course sa performance des essais. La chute de l'Américain Eddie Lawson (Maiboro-Yamaha), le champion du monde, contraint à l'abandon dès le deuxième tour, et la prudence de l'Australien Wayne Gardner (Rothmans-Honda), vainqueur à Jerez, Monza, Salzbourg et Rijeka, assurant sans prendre trop de risques sous la pluie une quatrième place utile dans l'optique du championnat, n'ont pu être exploités par Christian Sarron.

Deux erreurs

« J'ai fait deux erreurs de choix, reconnaissais-je après la course. J'ai remplacé les pneus qui m'avaient permis de réussir le meilleur temps sous la pluie par d'autres qui s'étaient révélés plus performants sur le circuit Michelin, mais la piste du Bugatti est beaucoup plus glissante. D'autre part, après la course des 250 centimètres cubes, Michel Igou avait de l'eau dans ses carburateurs. Nous avons décidé de boucher les entrées d'air, mais le moto ne répondait plus normalement en sortie virage. La puissance arrivait d'un seul coup, accentuant le patinage. »

Dans ces conditions, Christian Sarron a dû laisser la deuxième place à l'Italien Pierfrancesco Chili (Honda NS), loin derrière le cowboy californien Randy Mamola, auteur, comme Roth, d'un extraordinaire cavalier seul du premier au dernier tour du circuit. « Techniquement, le pilotage ne créait plus de différence sous la pluie depuis l'apparition, fin 1984, du pneu radial Michelin qui offre une adhérence bien supérieure, expliquait-il dans l'écurie Yamaha. Sous la pluie, la différence se fait désormais dans les esprits, car il faut surtout vaincre ses appréhensions. »

LE MANS de notre envoyé spécial

La pluie. Ils devaient être quelques dizaines de milliers à la maudire. Ces fidèles du Continental Circus qui avaient monté leurs campements dans les champs gorgés d'eau autour du circuit. Ces spectateurs installés dès le matin sous des abris de fortune, considèrent le plus souvent de sacs plastiques. Ces quinze pilotes des 125 centimètres cubes qui avaient fini leurs glissades dans les botes de paille dès la première course.

Rares étaient ceux qui, comme Christian Sarron, longtemps surnommé « le petit prince de la pluie », espéraient s'en faire une alliée. A trente-deux ans, dont dix passés sur les Grands Prix, cet avertissement est certes conscient du danger accru de piloter sur un sol

Jamais le leader de l'écurie Yamaha-Gauloises blondes n'avait pu préparer un Grand Prix de France avec autant de soin. L'annulation du Grand Prix de Belgique le 5 juillet avait permis à l'équipe technique de Jacky Germain de pousser le développement de la YZR, dotée de nouveaux pots d'échappement et d'améliorations sur les cylindres et les carburateurs. Lors de deux séances d'essais privés au Mans, Christian Sarron avait parfait sa connaissance de la nouvelle piste, déjà apprise en avril à l'occasion du championnat de France open. Puis, à toutes fins utiles, il avait effectué dans la semaine précédant le Grand Prix de France une pleine journée d'essais chez Michelin, sur une piste arrosée artificiellement, pour tester de nouvelles gommes et retrouver ses sensations sur revêtement mouillé.

Ce souci des détails lui avait permis d'obtenir la première position de sa carrière en 500 centimètres cubes, après avoir réussi les meilleurs temps aux essais sur sol mouillé comme sur revêtement sec. Pourtant, comme son frère Dominique, atterré par une sortie de route dès la première chicane et auteur d'une vaine poursuite derrière Reynold Roth, qui a remporté, à trente-quatre ans, son premier Grand Prix en 250 centimètres cubes et pris la tête du championnat du monde, GÉRARD ALBOUY.

LE MONT VENTOUX de notre envoyé spécial

Raphaël Générini, qui connaît bien le mont Ventoux pour avoir laissé des litres de sueur autrofois sur ses chemins arides, était formel à Avignon : « Il y aura deux courses dans la course. Les candidats à la victoire devront procéder en deux temps et disputer d'abord une épreuve contre la moule de plat puis une épreuve de côte, la particularité de cette étape impliquant un changement de vélo à mi-parcours. Ceux qui négligeront cette règle essentielle perdront leurs vies. »

Jean-François Bernard n'avait pas consulté le « Père Gené » mais il possédait son sujet. En accord avec ses deux directeurs sportifs, Paul Koechlin et Maurice Le Guilloux, il appliqua la méthode préconisée par l'ancien. Entre Carpentras et Bédoin, sur la portion la plus roulaute, il utilisa une bicyclette spéciale aérodynamique, dotée d'une roue arrière lenticulaire et s'assura déjà un avantage initial de 40 secondes sur Stephen Roche.

Au pied du Ventoux, soit à 21 kilomètres du sommet, il s'arrêta en

veillé et passer la nuit sur place ou jouer les aventuriers du petit matin, tenter de gagner les lieux de l'exploit avant que la gendarmerie - elle aussi si combien mobilisée - n'interdise le territoire « sacré ». On imagine, là encore, les cartes d'état-major dépliées à la veille, les courbes de niveau analysées, les lieux de la météo invoqués, les montres synchronisées.

On ne saurait sous-estimer dans la réussite de l'opération le rôle de cette compagne indispensable : la glacière. Rouge, bleue, verte, mini-modèle à porter presque en bandoulière avec les jumelles, ou maxi-format qui nécessite une remorque à elle toute seule, peu importe. On la bicyclette, on la réserve avant l'effort. Et, plus méritoire encore, on la porte parfois sur plusieurs kilomètres, jusqu'à trouver la touffe ou le caillou idéal. Oui, c'est avant un dimanche sur le Ventoux, pour ne même pas voir Jean-François Bernard ravir le maillot jaune à Charles Mottet. Mais entraver les lunettes de Fignon, la sœur de Herrera, la souffrance ardue et concentrée de tous est déjà une récompense bien gagnée. Bien souvent, cette journée n'est assuée que la répétition grandeur nature de ce qui suit : ce sont les mêmes, fidèles compagnons du bord de route, qu'on retrouvera les jours suivants à Villard-de-Lans ou à l'Alpe-d'Huez. Car l'élite du public sait bien qu'il n'est bon Tour que de la dernière semaine, celle des Alpes. Et le Ventoux n'en déplaît à la vieille engesse provençale, n'en est encore que l'amusé-gueule. D. SCHNEIDERMANN.

Pique-nique

LE MONT VENTOUX de notre envoyé spécial

La vieille sagesse provençale avait pourtant prévu : « N'est pas feu qui moule au Ventoux, mais feu qui y retourne. » Il s'en trouve pourtant, des fous, ce dimanche-là. On ne parle pas de coureurs. Eux sont payés pour repiquer au supplice et, de toute façon, on ne fait que les entraver entre le pastis et le saucisson, suant, bavant, en danseuse, dans les lacets maudins.

Non. On parle plutôt des cohortes qui, installés sur les éboulis et la pierre, un vestiaire à la main, un camping-caravaning rempli d'un échafaudage représentant de l'Europe vacancière. La belle exhibition ! Tables et fauteuils pliants, assiettes, gobelets, sel, poivre, moutarde en grains, transistors longue portée et tables portables, branchées sur l'allume-cigares.

Car une journée sur le Ventoux, c'est tout cela, ce pas de préface. C'est autre chose que voir passer le peloton de son balcon ou au ras de sa basse-cour, par-dessus un appui de sa fourche. Que de savants calculs, de haute technologie déployés pour débouler à 13 heures le poulet encore chaud et la bière frappée au souhait. On imagine la veille au soir la mobilisation générale dans les camping-cars, les enfants consignés, les ordres et contre-ordres ménagers, les vocations rentrées de capitaines en espadrilles, bref les préparatifs stratégiques de l'épopée annuelle.

On a dit stratégie ? C'est bien de cela qu'il s'agit et le dilemme est redoutable : débrancher la

CANOË-KAYAK : championnats du monde

Flot d'or



Aux dix médailles dont six d'or remportées les 11 et 12 juillet par les descendants, les slalomeurs en ont ajoutés six les 18 et 19 juillet pour la clôture du programme des championnats du monde disputés sur le bassin de l'Isère. Par rapport aux championnats 1985, les slalomeurs ont donc obtenu une place supplémentaire sur le podium. La meilleure performance a été réalisée par les frères Calow, Peter et Jacques, qui ont conquis le titre mondial en canoë biface que les Français attendaient depuis 1969. Les juniors d'Annemasse qui, à l'instar de Gilles Zok, vont mettre un terme à leur carrière sportive, ont fait coup double : ils ont aussi remporté le titre de la patrouille, associés aux équipages Seidi-Davet et Daïle-Lafèvre.

Ces résultats sont pour une large part à mettre au crédit de l'entraîneur Robert Flati, qui a en charge cette spécialité depuis 1981. Après la Médaille d'argent obtenue par la patrouille française en 1985, cet Alsacien établi à Rennes s'est appliqué à créer une dynamique de groupe au sein de l'équipe en faisant notamment appel à Nicolas Chevillard, un conseiller en management, qui s'est intéressé auparavant à la course au large et à la formule 1.

Les fermes n'ont pas eu autant de réussite. Dans la course de kayak individuelle Myriam Jerusalem s'est contentée de la deuxième place. Et par équipe, Jérusalmi, Grange-Frigent et Arnaud, médaillée d'argent, n'ont pas pu conserver le titre mondial de 1985. L. T.

Cyclisme

Les résultats

TOUR DE FRANCE MASCULIN

Classement de la dix-huitième étape, Carpentras-le mont Ventoux (contre la moule). - 1. Bernard (Fr. Toshiba), les 36,5 km en 1 h 19 min 44 sec.; 2. Herrera (Col.), à 1 min 39 sec.; 3. Delgado (Esp.), à 1 min 51 sec.; 4. Parra (Col.), à 2 min 4 sec.; 5. Roche (Irl.), à 2 min 19 sec.; 6. Gayant (Fra.), à 2 min 52 sec.; 7. Acevedo (Col.), à 3 min 5 sec.; 8. Roux (Fra.), à 3 min 34 sec.; 9. Mottet (Fra.), à 3 min 58 sec.; 10. Zimmermann (Sui.), à 4 min 18 sec.

Classement général. - 1. Bernard (Fr. Toshiba), en 79 h 39 min 3 sec.; 2. Roche (Irl.), à 2 min 34 sec.; 3. Mottet (Fra.), à 2 min 47 sec.; 4. Delgado (Esp.), à 3 min 56 sec.; 5. Herrera (Col.), à 8 min 18 sec.; 6. Millar (G.-B.), à 9 min 43 sec.; 7. Parra (Col.), à 11 min 15 sec.; 8. Wilches (Col.), à 12 min 1 sec.; 9. Hampsten (E.-U.), à 12 min 40 sec.; 10. Zimmermann (Sui.), à 14 min 26 sec.

TOUR DE FRANCE FÉMININ

Classement de la neuvième étape, Corvonnas-en-Vercors-Saint-Nizier (contre la moule). - 1. Canins (Ita.), (moyenne : 43,406 km/h), en 32 min 29 sec.; 2. Longo (Fra.), à 22 sec.; 3. Poljakova (URSS), à 30 sec.; 4. Lafargue (Fra.), à 45 sec.; 5. Bonasonni (Ita.), à 1 min; 6. Enzenauer (RFA), à 1 min 32 sec.; 7. Kibardinia (URSS), à 1 min 32 sec.; 8. Varenkamp (RFA), à 1 min 38 sec.; 9. Stimmert (Fra.), à 1 min 39 sec.; 10. Odlin (Fra.), à 1 min 42 sec.

Classement général. - 1. Canins (Ita.), en 15 h 15 min 26 sec.; 2. Longo (Fra.), à 2 sec.; 3. Poljakova (URSS), à 4 min 47 sec.; 4. Enzenauer (RFA), à 4 min 46 sec.; 5. Bonasonni (Ita.), à 9 min 1 sec.; 6. Lafargue (Fra.), à 9 min 14 sec.; 7. Damiani (Fra.), à 10 min 14 sec.; 8. Bonaront (Fra.), à 10 min 14 sec.; 9. Odlin (Fra.), à 10 min 16 sec.; 10. Kibardinia (URSS), à 11 min 28 sec.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE Première division (Première journée)

- *Bordeaux h. Metz 3-2
*Monaco h. Marseille 3-1
*Laval h. Saint-Etienne 4-0
*Toulon h. Montpellier 3-1
*Paris SG h. Le Havre 2-0
*Brux et Metz RP 0-0
*Toulon h. Nice 4-1
*Canes et Auxerre 0-0
*Ille h. Nantes 3-0
*Niort et Lens 1-1

Deuxième division (Première journée) Groupe A

- *Sète h. Châteaurenard 3-0
*Nîmes et Cuscuas-Louhans 1-1
*Monceau et Ais 2-2
*Le Puy et Lyon 1-1
*Tois et Istres 1-1
*Gasc h. Ajaccio 2-0
*Grenoble h. Dijon 3-1

Groupe B

- *Sochaux h. Orléans 4-0
*Martignes et Guérogne 0-0
*Caen h. Beauvais 5-0
*Quimper et Angers 1-1
*Abbeville et Reims 1-1
*Mulhouse h. Nancy 1-0
*Strasbourg h. Valenciennes 3-0
*Guingamp h. Metz 2-2
*Rouen h. Lorient 2-2
*Saint-Dizier h. La Roche 2-1

Tennis

TOURNOI D'INDIANAPOLIS (375 000 dollars). Wilander (Sue) h. Carlson (Sue) : 7-5, 6-3.

TOURNOI DE BORDEAUX (145 000 dollars). Sanchez (Esp) h. Agazzi (Ita) : 7-5, 6-4, 6-4.

COUPE DE GALÉE L'équipe de France composée d'Olivier Delattre et de Stéphane Granger a remporté pour la deuxième fois la coupe Galée, réservée aux joueurs de moins de vingt et un ans, en battant en finale, à Vichy, la Tchecoslovaquie par 3 victoires à 1.

GOLF : Open britannique

Faldo émerge de la brume

Le Britannique Nick Faldo a remporté dimanche à Muirfield la 116^e édition de l'Open britannique de golf, premier titre majeur de sa carrière. Agé tout juste de trente ans, le Britannique a terminé avec un total de 279, c'est-à-dire 5 en dessous du par. Il a reçu pour cette victoire un chèque de 800 000 francs, mais les retombées commerciales devraient multiplier cette somme par 10. Une dernière carte dans le par (71) était suffisante pour reléguer à 1 point l'Américain Paul Azinger et l'Australien Rodger Davis, qui ont terminé ex aequo à la dixième place après avoir rendu des cartes respectivement de 73 et 69.

MUIRFIELD correspondance

Sur les neuf derniers trous de Muirfield, par un dimanche où le tracé était noyé dans une brume toute écossaise, le Britannique Faldo a eu ses adversaires à l'usure. Pas d'escocade à l'espagnole, une lente mise à mort, ou plutôt, pour l'Américain Azinger, une contrainte au harç-kiri.

Pas plus que Sandy Lyle, autre vainqueur britannique il y a deux ans, Faldo ne bénéficie d'une personnalité charismatique. Chez lui, pas de facilité affichée ni de gestes gratuits. C'est un chèque. Jambes longues et larges épaules.

La dernière carte de Faldo a été étonnante. Elle entrera à coup sûr dans la légende de l'Open. Non par son panache, chose unique à Muirfield, par son extrême régularité : dix-huit fois le par ! Ni birdie qui stimule ni bogey qui abat. Le par, seulement le par, rien que le par. Comme une note qui se répète inlassablement. Comme un glas qui sonne dans la brume. Faldo était dans son élément. « Lors de ma première victoire sur le circuit à la PGA britannique, en 1978, le parcours était brumeux. Ici, toute la semaine, j'avais eu l'impression que je gagnais. En arrivant au club aujourd'hui, les brumes que je trouvais, que je retrouvais étaient comme un présage. »

Nick Faldo a commencé à jouer à quinze ans, parce qu'il avait trouvé « curieusement agréable le golf » en regardant Jack Nicklaus à la télévision. En 1983, il a été classé premier Européen, après notamment une victoire à l'Open de France. Pour progresser, il remit alors son jeu en chantier. Mais il ne gagna plus rien.

Cela m'avait pris deux ans pour revenir, dit-il. Quand je lis qu'un grand champion comme Ben

Hogan prenait parfois deux semaines de congés pour travailler un aspect de son jeu, puis revenait pour gagner, je reste abasourdi. Deux ans, c'est long, mais jamais je n'ai douté. J'ai tellement travaillé que souvent, à 4 heures de l'après-midi, je n'arrivais plus à tenir un club tellement mes mains étaient meurtries.

En tout cas le swing de Faldo, revu et corrigé par l'Américain Dave Leadbetter, a fait merveille dimanche. Tout le travail récent a trouvé sa récompense du 7 au 8 et encore au 10, quand il a réussi des sorties de bunker aux moments cruciaux de la partie. Car à ce moment Paul Azinger, le superdu du circuit américain, en tête depuis le deuxième jour, menait de trois coups à dix trous de l'arrivée.

Mais dans les brumes qui s'épaississaient, et derrière un Faldo qui maintenait son rythme, Azinger, en prenant le chemin du retour, a balancé entre l'euphorie et la fureur. Puis l'angoisse l'a emporté. Aux dixième et onzième trous, il a perdu un point. Au 12, au 14 et encore au 16, il a raté des putts pour le birdie de 4, 3 et 5 mètres. Signe de précipitation et de peur : il levait moins haut le putter. Au 17 (par 5), son drive atterrit dans un bunker sur le fairway pour la deuxième fois seulement en quatre jours. En quatre coups, il est arrivé à 4 mètres du drapeau. Mais il a fallu deux putts pour faire le trou.

Azinger savait alors qu'il devait réussir soit un birdie pour gagner, soit le par pour aller en barrage. Son fer 5, slicé, atterrit dans le sable. Sortie hasardeuse. Deux putts. Il a perdu. Une défaite brutale, alors que la victoire a été lentement, minutieusement construite par Faldo à coups de par.

MARC BALLADE.



صحة من الاجل

Le Monde CADRES

Adjoint du directeur de l'exploitation

CASDEN
- Banque Populaire

Le groupe CASDEN Banque Populaire, jeune et dynamique, se développe rapidement : 6 filiales, plus de 12 milliards et demi de total bilan, 330 personnes et la confiance de 450 000 clients...

Chiffres éloquent qui nous incitent à poursuivre notre expansion et à renforcer notre Direction de l'Exploitation.

Nous offrons donc, le poste d'ADJOINT DU DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION.

Rattaché à notre Directeur, vous aurez pour mission essentielle :

- une fonction marketing : vous créerez et metrez en place la fonction marketing (études de clientèle, création et commercialisation des produits, mise en place des outils de mesure...);
- une fonction d'encadrement :

vous animerez une équipe d'une trentaine de collaborateurs.

Vos atouts pour réussir à ce poste :

- votre âge : environ 35-40 ans;
- une formation supérieure;
- une connaissance approfondie des produits bancaires acquis lors d'une précédente expérience;
- un esprit d'analyse et de synthèse;
- un bon sens de l'encadrement;
- des qualités rédactionnelles.

Poste situé dans un cadre agréable à 25 km du Châtelet.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, photo et C.V., sous le pli, à M. Denis TAQUET-CASDEN Banque Populaire - 91, Cours des Ruches-Notales - 77424 MARNE-LA-VALLÉE Cedex 02.

Parfums **YVES SAINT LAURENT**

Planning central, l'interface gestionnaire.

Notre ambition est d'accélérer notre développement par la qualité de nos produits, le prestige mondial de notre marque mais aussi par la rigueur de notre gestion. C'est à ce dernier objectif que répond la fonction de Directeur du Planning Central. Rattaché au responsable de notre usine de Lassigny, le Planning assure, en effet, la mise en fabrication efficace de tous les produits en gérant au plus serré la relation entre prévisions de vente, achats, stocks de matières premières et de produits finis.

Le professionnel que nous recherchons est un ingénieur confirmé maîtrisant les méthodes de gestion les plus performantes. Il doit être capable de s'imposer avec détermination mais souplesse dans une fonction de coordination et doit préserver la cohérence et la productivité du processus industriel. L'expérience du planning doit avoir été acquise dans les produits de consommation (cosmétique, parfumerie, alimentaire... mais aussi pharmacie, chimie fine...).

Merci d'adresser votre dossier complet aux consultants de Sirca, 64 rue La Boétie - 75008 Paris, sous réf. 735.350 M.

Sirca
Paris-Lyon-Madrid

Membre de Syntec

LE RECRUTEMENT : AU CŒUR DE LA DYNAMIQUE D'ENTREPRISE

Une belle preuve de dynamisme : un effectif doublé en quelques années. 950 personnes aujourd'hui dans le groupe et nous n'en resterons pas là !

Plus que partout ailleurs la force d'une société de services ce sont les hommes et les femmes qui s'impliquent et évoluent avec l'entreprise. Autant vous dire que le recrutement et la gestion des ressources humaines sont au cœur de notre réussite.

Nos consultants sont responsables d'un ou plusieurs secteurs d'activité : ils mènent les actions nécessaires au recrutement depuis la définition du poste jusqu'au suivi de l'intégration, et interviennent en tant que conseils auprès des opérationnels pour la gestion de leurs ressources humaines.

Nous cherchons aujourd'hui à renforcer notre équipe en intégrant deux consultants diplômés d'études supérieures (sciences humaines, ESCAE...) et possédant une expérience de 2 à 5 ans en entreprise ou en cabinet. L'un prendra en charge les recrutements de la Direction Technique (Exploitation, Systèmes, Réseau...) et l'autre ceux d'une Division d'Etudes.

Une connaissance du milieu informatique serait un plus.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant vos dates de vacances - les entretiens auront lieu pendant la période d'été - à Bénédicte Peronin, SIB Service Recrutement, Réf. CR 787,137, bd Voltaire 75011 Paris.

SIB

Responsable rémunérations et avantages sociaux : toutes vos compétences pour une mission stratégique

Prendre en charge la politique et les plans de rémunération, les études de salaires, les descriptions et évolutions de postes, les avantages sociaux, tel est l'essentiel de la fonction-clé que le 5^e constructeur mondial - 1700 personnes en France et une force de vente de 250 commerciaux - souhaite vous confier.

Fonction-clé dans laquelle vous savez vous investir pour accroître votre professionnalisme : de formation supérieure (Ecole de Commerce ou de Gestion), vous avez en effet, 5 ans minimum d'expérience et, si possible, au sein d'une multinationale.

Homme de dialogue, vous savez user de diplomatie pour convaincre, vous êtes attentif, rigoureux et travaillez couramment l'anglais.

Nous comptons sur toutes vos compétences pour cette mission stratégique !

Adressez votre dossier de candidature sous réf. RR/M à Philippe Bouchehois - NCR - Tour Neptune - 20, place de Seine - Cedex 20 - 92086 Paris la Défense.

NCR

bonna

La société des Tuyaux Bonna, Groupe à vocation internationale de 2 500 personnes, développe son activité dans le domaine du transport de l'eau de toute nature et des produits de haute technicité en béton.

Elle recherche pour son DÉPARTEMENT ETUDES ET PROJETS à Paris un

JEUNE INGÉNIEUR PONTS ET CHAUSSEES MINES, CENTRALE

Le poste convient à un ingénieur formé notamment en génie civil-carrière, titulaire ou quelques années d'expérience, désireux d'avoir dès le départ des responsabilités techniques sur des projets France et étranger, d'assurer les relations avec les clients et les services production, travaux et commerciaux.

Pour son usine de Corfène-Saint-Jean (78) un

INGÉNIEUR FABRICATION

La diversification de nos activités et nos nombreuses implantations vous feront évoluer vers d'autres fonctions et des responsabilités plus élargies.

Bonne avec C.V. et photo sous pli, à

STÉ DES TUYAUX BONNA, B.P. 371-08, 75363 PARIS CEDEX 08.

CAB. DE RÉDACTION TECHNIQUE recherche

INFORMATIEN

confirmé (ou free lance)

compétence communication, réseaux anglais

C.V. + présentations au **MONDE PUBLI-CITÉ**, 1428, 5, rue Montessary, Paris-7^e.

L'AIR LIQUIDE

Spécialiste mondial des gaz industriels nous offrons notre maîtrise technologique sur les marchés les plus porteurs : industries alimentaires, santé, électronique, espace... Nous sommes implantés dans 55 pays industriels.

Une clientèle diversifiée, une présence internationale, notre Groupe offre de multiples opportunités de carrière à celui qui sait prouver sa compétence et sa performance.

Le responsable du développement technologique

Le responsable des moyens de production du projet ARIANE V

Trois informaticiens

Le chef du service marketing domicile

TOUT UN UNIVERS D'OPPORTUNITÉS

cisigraph

Ingénieurs commerciaux rejoignez le leader de la CFAO !

Nous sommes en pleine expansion et recherchons aujourd'hui pour Paris et Lyon des

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

De formation grandes écoles d'ingénieurs ou équivalent vous justifiez d'une expérience d'au moins 2 à 3 ans dans la vente ou le support de systèmes en informatique industrielle auprès des PME ou grands groupes.

Intégré à une équipe, vous serez chargé du développement des ventes de notre système de CFAO SIRIM 100.

Nous vous offrons une rémunération élevée qui tiendra compte des objectifs fixés et des résultats obtenus.

Si vous voulez rejoindre notre équipe, adressez votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite), à Guy SARREY, CISIGRAPH, Direction Commerce France, 76 rue des Gémeaux, Siliç 413, 94573 Rungis Cedex.

Nous sommes une importante société française de l'industrie du caoutchouc fabriquant une gamme très diversifiée de produits (4000 personnes, 1 milliard 1/2 de CA).

Nous recherchons pour une de nos divisions située dans le centre de la France (1000 personnes),

JEUNE CHEF DE PRODUIT

Rattaché au Responsable Commercial d'un département produit, il aura pour mission principale d'élaborer les plans de MARCHÉ concernant les marchés industriels et travaux publics, de les actualiser en permanence, et d'en contrôler l'exécution dans le cadre des stratégies retenues.

Cette activité s'exercera au plan européen comportera des déplacements fréquents de courte durée.

Nous recherchons un jeune diplômé de l'enseignement supérieur, scientifique ou commercial qui aurait déjà acquis une première expérience dans une fonction similaire.

Par ses nombreuses relations avec les services techniques, commerciaux, clients qu'il est amené à nouer, il devra posséder un sens aigu du contact, un goût pour la négociation et le travail d'équipe.

La connaissance pratique de la langue anglaise est nécessaire.

Possibilité d'évolution de carrière au sein du groupe pour candidat de valeur.

Adresser lettre, C.V. photo et présentations sous référence 3453 à Lévi-Tourmay/Asscom - 81, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Débutez votre carrière dans l'univers de l'air

SOURCES

CONSUE

Responsable Service Contrôle Opérationnel

Ingénieur Bâtiment

ROYAL AIR

RECRUTE POUR SA DIRECTION CADRE

FORMATION INGENIEUR OU GRANDES

NATIONALITE FRANÇAISE Obligatoire

Adresser dossier à Direction Commerciale

Le Monde CADRES

Débutez votre carrière dans l'univers des médias

Société spécialisée dans le traitement des médias, rattachée à un grand groupe de communication, recherche un(e) jeune chargé(e) d'étude, pour assister la Direction Média dans :

- la synthèse des études d'audience sur les médias,
- le suivi des nouveaux médias,
- l'élaboration des stratégies.

Ce poste exige :

Une bonne culture générale, un réel intérêt pour l'informatique et les statistiques, une certaine passion pour le monde de la communication, une bonne aptitude à communiquer.

Pour un premier contact, merci d'envoyer CV + photo sous réf. 2498 à

SOURCES 108 rue Saint-Honoré - 75001 Paris qui transmettra en toute confidentialité

CONSULTANT

Vous avez la technique, et vous voulez devenir Consultant. Attiré par la diversité des problèmes, vous savez les aborder avec une intelligence aiguë. Avec un diplôme d'une Grande Ecole d'ingénieurs, et une première expérience industrielle réussie, vous disposez d'une forte puissance de travail et d'une bonne capacité de persuasion.

Notre Cabinet, membre de Synac, possède une notoriété de premier ordre et peut vous permettre d'évoluer rapidement vers un poste de responsabilité, correspondant à vos goûts et à vos vœux professionnels.

Nos bureaux sont à Paris et Lyon. Votre domicile est en France.

La rémunération que nous proposons sera très attractive, et la mesure de votre potentiel et de votre ambition professionnelle.

Si vous souhaitez rejoindre notre équipe, écrivez à AXIAL, 27 rue Tolbiac 75013 Paris, sous référence 5554, en adressant lettre manuscrite, C.V. et photo. Votre dossier sera traité en toute confidentialité.

Responsable Service Contrôle Opérationnel

MARSEILLE

Important Groupe Financier et Immobilier (350 personnes) dynamique et à fort développement sur la région Provence, Alpes, Côte d'Azur, recherche un jeune diplômé I.E.C., ESSEC ou ESCP.

Vous serez chargé de la création de la fonction contrôle d'un réseau de 7 agences spécialisées dans les activités financières et immobilières (prêts immobiliers, commercialisation de logements locatifs). Placé sous la responsabilité du directeur de notre branche financière, vous encadrerez une équipe de 3 personnes.

Rémunération : 150 000 F.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et lettre manuscrite) s/réf. LM 217 à PIERRE LICHAD S.A. 3, avenue de la Corse 13007 MARSEILLE qui nous la transmettra.

Pierre Lichad

Importante S.A. ILM, ayant son Siège Porte d'Italie, recherche pour son SERVICE EXPLOITATION

Ingénieur Bâtiment

SECTEUR ENTRETIEN E.S.T.P. - A.M.

Il devra :

- assurer la coordination et le contrôle de la procédure et de la gestion d'un important parc de logements,
• justifier d'une solide expérience en matière de conception et d'exécution de travaux neufs et de travaux d'entretien.
En liaison constante avec le Responsable Financier et le service de gestion des immeubles, il sera en mesure d'assurer la maîtrise, la surveillance et la gestion des différents paramètres de l'exploitation locative.
Une expérience de plusieurs années dans le domaine du bâtiment est indispensable. Déplacements fréquents en région parisienne.
Pratique de la micro-informatique souhaitée.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 7489 à Organisation et Publicité, 2, rue Marengo, 75001 Paris, qui transmettra.

royal air maroc

RECRUTE POUR SA DIRECTION COMMERCIALE CADRES

FORMATION INGENIEUR & GESTION OU GRANDES ECOLES

NATIONALITE MAROCAINE

Anglais Obligatoire - Expérience Souhaitée

Adresser demande d'emploi et C.V.

Direction Commerciale Aéroport Casa - Anfa Casablanca Maroc

CHEF COMMERCIAL (Sédentaire)

DANS LE CADRE DE SON EXPANSION, FILIALE D'UN GROUPE MULTINATIONAL ANGLAIS, PARQUANT DES COMPOSANTS DE CABLAGE, IMPLANTÉE BANLIEUE OUEST CREE LA FONCTION DE

PROFIL :

- 5 à 10 années dans société multinationale (technologies de pointe, un plus),
• formation supérieure (E.S.C.A.E. ou équivalent),
• familiarité avec l'outil informatique.

Sous l'autorité du Directeur Général, il participera à la mise en œuvre de la politique commerciale et sera responsable de la gestion du Service Administration des Ventes.

Animateur d'une équipe de Secrétaires, Assistantes des Ingénieurs Commerciaux, assurant l'exploitation des commandes, il coordonnera les renseignements techniques et commerciaux auprès des clients.

L'esprit d'équipe, une collaboration étroite avec la force de vente, des qualités d'analyse et de communication, doivent permettre à un candidat "homme de terrain" âgé de 30 à 40 ans d'évoluer rapidement au sein du Comité de Direction.

Une très bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable.

La rémunération sera fonction de son niveau, de son expérience et avant tout de son potentiel. Veuillez adresser lettre manuscrite, CV sous réf. 29003 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

Entreprise de travaux publics située près de La Défense cotée au second marché, au chiffre d'affaires de 600 millions de Ffrs, recherche

un juriste

Diplômé en droit civil privé commercial. Il participera largement avec l'exploitation, à la rédaction des marchés de travaux.

Il lui sera confié :

- la gestion du portefeuille assurance, y compris déclarations de sinistres,
- les litiges pré-contentieux qui peuvent intervenir,
- le contentieux lié à l'exécution de nos travaux.

Ce poste exige une expérience de 5 ans minimum en milieu BTP, une bonne connaissance des marchés publics et privés.

Vous avez relevé que ce poste présente un aspect relations humaines important. Merci d'envoyer votre candidature sous réf. 67631 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 PARIS qui transmettra. Discretion totale assurée.

Sté dynamique en expansion constante spécialisée dans la commercialisation d'imprimantes haut de gamme compatibles IBM

recherche

INGENIEUR

28-38 ans

Expérience significative en électronique et électromécanique. Motivation et engagement nécessaires pour fonction opérationnelle d'encadrement technique et S.A.V. service 35 personnes.

Rémunération ouverte, poste basé banlieue sud.

Ecrire sous réf. 50462 avec C.V., lettre manuscrite et photo

ROGER 3, Place Séverine 93310 La Pré Saint Gervais

IMPORTANT ORGANISME DE FORMATION PARIS

cherche

INGENIEUR PEDAGOGIQUE

Ayant expérience professionnelle dans les domaines de la conception, de la mise en œuvre, et de l'animation d'actions de formation pour ingénieurs et cadres.

Connaissance du secteur BTP souhaitée.

Adresser C.V. et prétentions LE MONDE PUBLICITE, sous n° 8 734 M, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

Importante société dynamique en pleine expansion région Provence

recherche

INGENIEUR

10 à 15 ans d'expérience en construction de TUYAUTES INDUSTRIELLES.

Plusieurs postes à pourvoir dans les domaines :

- Commercial - études - suivi de contrat ;
• Méthode - lancement - fabrication ;
• Conduite de chantiers importants.

Lieu de travail : MARSEILLE/PROVENCE.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé avec photo, sous n° 8 736 M, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, Paris-7e.

Chef de projet en organisation

Filiale d'un puissant groupe financier très diversifié, la FNAC - 3000 personnes, 4 milliards de CA - recherche et développe en permanence de nouveaux systèmes d'organisation (administratifs, commerciaux ou logistiques) destinés à accroître sa performance. Elle crée, dans ce cadre, un poste de Chef de Projet en Organisation.

A ce poste, vous prendrez en charge de manière totale - du diagnostic jusqu'à la réalisation finale - des projets relevant de tous les secteurs de l'entreprise. Votre action sera résolument orientée vers le service des utilisateurs opérationnels auxquels vous apporterez des solutions concrètes. La mise en place d'un dispositif de gestion unitaire de notre produit "Livre" sera votre première mission.

Pour ce poste, nous recherchons un esprit logique et organisé, doté d'excellentes qualités de contact et de pédagogie. Il s'agit d'un professionnel de l'organisation : au minimum 3 d'expérience dans ce domaine.

La connaissance de la distribution sera un atout important ; celle des circuits d'approvisionnement et de vente du livre sera appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions sous la référence 422 à FNAC, Département Central du Recrutement, 101, rue du Cherche-Midi - 75006 Paris.



LE SERVICE PROMOTION IMMOBILIERE D'UNE IMPORTANTE ENTREPRISE recherche

RESPONSABLE de PROGRAMMES

Il assurera le suivi et la gestion administrative, juridique et financière de programmes. Il participera également au montage des nouvelles opérations. Une expérience dans la promotion immobilière et une formation juridique sont indispensables.

Les candidats intéressés adressent un CV en mentionnant sur l'enveloppe le N° 9819 à BARFRANCE ANNONCES 4 rue Robert Estienne 75006 PARIS qui transmettra

AGENCES de VOYAGES plus Perrière recherche COMPTABLE A TEMPS PARTIEL à compter du 15-9-87 Horaires modulables. Poste évolutif.

Envoyer C.V. et présent. à : VOATCOM 4 bis, r. Descombres, Paris-17e.

Le réseau de mesure de la pollution atmosphérique en région Ile-de-France recrute

UNE PERSONNE

pour assurer le traitement et la diffusion des données.

Profil recherché :

Formation scientifique supérieure avec une expérience en communication.

Envoyer C.V., lettre de motivation et photo à :

M. MORTUREUX - AIRPARIF 162, rue Picpus, 75012 Paris.

INFORMOP 80 personnes spécialisées en informatique industrielle, recherche pour un grand projet à l'Ouest parisien

INGENIEUR

Minimum 3 ans d'expérience. Connaissance temps réel indispensable et possédant l'habitude des spécifications et de la réalisation.

Tel. : Pierre MATHIAUD (1) 47-81-14-81.

TRADUCT. fr./angl., angl./fr., expér. en électronique ou informatique indisp. Ecrire C.V. à SART, 71, rue Fontaine, 75015 PARIS. Tél. : 45-77-87-86.

Constructeur informatique recherche URGENT SPECIALISTE EMULATION VIP - X 25 P 200 sous MS DOS. Libre de suite, 47-84-74-82.

Importante société de construction et de gestion immobilière très présente de la Ville de Paris recherche en vue de renforcer son service construction

RESPONSABLE D'OPERATIONS

Formation supérieure (Sciences Po, grande école de gestion, etc.).

5 ans d'expérience de la maîtrise d'ouvrage (de préférence dans le cadre du logement social).

Rigueur, dynamisme, sens de la négociation sont les qualités indispensables pour ce poste de responsabilité.

Env. C.V., lettre man. photo, réf. n° 27 818 Contesse, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE recherche

ADJOINT H./F. au CHEF COMPTABLE

Une bonne connaissance de la comptabilité des sociétés financières ainsi qu'une expérience de la fonction sont indispensables. (titulaire) sera chargé notamment des déclarations réglementaires et fiscales.

Adr. lettre manusc. C.V. photo et prêt. s/réf. 27 907 à Contesse, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

Florian Mantione Institut

CABINET CONSEIL JURIDIQUE PLURIDISCIPLINAIRE recherche son :

RESPONSABLE

Pour son bureau Bourgogne Nord

Agé de 30 à 40 ans : il possède au moins 5 ans d'expérience en cabinet.

Il aura pour mission le développement et la gestion de ce nouveau cabinet.

Salaire fixe + intéressement aux résultats.

Possibilité d'association

Adresser CV + photo à Florian Mantione Institut Aéroport Clermont Aulnat 63510

AULNAT sous réf. ALI 0787 Q ou consultez le minitel 3615 code SOFTEL puis FMI.

CLERMONT-AUX-MARSAIS BORDEAUX LA ROCHELLE MONTPELLIER PARIS TOULOUSE

CREDIT VERDUN AGRICOLE 150.000 F+ DE LA MEUSE

Cette Casse de Crédit Agricole, moteur économique du Département par sa logistique bancaire de pointe et par la densité de son réseau veut intensifier son action d'aide aux Entreprises. Elle recherche un

CHARGE DE CLIENTELE ENTREPRISES

qui sera l'interlocuteur des Chefs d'Entreprises et saura leur proposer les solutions de financement, de trésorerie et de placement adaptées à leurs activités nationales et internationales.

Jeune Cadre, ayant déjà une bonne connaissance des problèmes des Entreprises, il sera un bon négociateur, sachant prendre des décisions et un interlocuteur du réseau. Il y a de larges possibilités d'avenir.

Merci d'envoyer votre lettre manuscrite, votre C.V. précis à Alain GRUMPEL - ARGUMENTE - 18, rue Bertolotti 75005 PARIS, qui garantit une totale discrétion.

Importante société (Paris) cherche pour son siège

CADRE HOMME ou FEMME GESTION EXPLOITATION

- 30 ans minimum.

- Formation : école hôtelière ou similaire.

- Expérience exigée de 5 ans minimum dans une entreprise de prestations de services.

- Expérience souhaitée : domaine du Tourisme de Santé ou de la Santé.

Envoyer C.V. + photo et lettre manuscrite sous n° 8 740 M LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, Paris-7e.

Handwritten note in Arabic script: صحتنا من الاموال

سكزا من الاجل

UNIVERS DE LA GESTION

La filiale française d'un important groupe italien, activités dans le secteur des produits chimiques, siège banlieue parisienne sud, nous a confié la recherche du

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

pour lui confier la gestion administrative de la Société. Il entretiendra des contacts fréquents avec la maison mère en Italie à laquelle il devra adresser un reporting périodique, qui s'ajoute aux fonctions classiques prévues par le poste. L'entreprise a un chiffre d'affaires d'environ 70 millions de F. La personne que nous désirons recruter, âgée de 35 à 45 ans, a acquis une expérience solide de la fonction dans une entreprise de dimension similaire et dans un contexte international. Il ou elle est de préférence familiarisé(e) avec l'utilisation d'un PC dans son travail. Nous donnerons la priorité à un candidat connaissant l'italien ou l'anglais. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 856 à **PLEIN EMPLOI** - 10, rue du Mail - 75002 PARIS qui assure les contacts avec l'Italie. Les interviews auront lieu à Paris dans la 1^{ère} semaine de septembre.

plein emploi
Conseils en ressources humaines

Entreprise Sud Région Parisienne recherche

CHEF SERVICE COMPTABLE HF

Environ 35 ans.
FF 240 000 +

De formation supérieure (DECS minimum - Expertise comptable souhaitée) le candidat devra justifier d'une expérience de plusieurs années dans poste similaire et montrer des qualités relationnelles pour encadrer et animer une équipe de 5 personnes. Maîtrise langue anglaise indispensable.

Merci d'adresser un curriculum-vitae avec photo, mentionnant prétentions et disponibilité sous référence 3829 à **YVES LECHAU S.A.**, 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

Notre agence leader mondial dans sa spécialité (CA. 750 MF) est intéressée à un jeune diplômé en électronique de dimension internationale.

CREDIT MANAGER

Nous renforçons notre Service Trésorerie en intégrant un jeune

De formation DECS - Ecole de Commerce (ou équivalent), vous avez une première expérience de 2-3 ans en milieu industriel ou en cabinet d'audit. Vous êtes familiarisé avec l'outil informatique.

Nous vous proposons de prendre la responsabilité de la comptabilité clients, du recouvrement des créances et du suivi du risque clients.

Votre goût pour l'animation d'équipe et votre sens de la communication sont des atouts essentiels pour mener à bien la mission que nous vous confierons.

Vous pourrez être amené à effectuer des déplacements, tant en France qu'à l'étranger (anglais indispensable).

Vos compétences vous permettent de seconder efficacement le Chef du Service Trésorerie.

Si le challenge vous attire, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à **Média-System**, sous référence 14292 (à indiquer sur l'enveloppe), 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris.

Filiale d'un Groupe multinational en pleine expansion, spécialisé dans la distribution de produits industriels - Banlieue Ouest.

280.000 ±

Responsable du Service Financier et Comptable

Sous l'autorité du Directeur Général, il assumera la responsabilité financière complète de la société :

- supervision de la comptabilité, de la trésorerie, des budgets, du reporting vers la Holding,
- responsabilité fiscale et sociale,
- responsabilité de l'informatique.

Expérience réussie de 5 ans minimum à un poste similaire et au sein d'une société multinationale si possible.

Formation supérieure souhaitée: DECS et bonne pratique de l'anglais exigés.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), sous réf. 27014 M à **Danièle Chapuis**

MRI conseil - 13, rue Madeleine Michels 92522 Neuilly.

Filiale Française d'un groupe international de produits de grande consommation crée le poste de

RESPONSABLE DE CONTROLE DE GESTION ET DE L'INFORMATIQUE

Vous avez 30-35 ans, diplômé ESCPE ou équivalent, des qualités de rigueur, aptes à une spécialité de l'informatique. Vous savez à l'avance en place le contrôle de gestion au sein d'une société en plein développement et la responsabilité, avec une équipe de 4 personnes, des projets informatiques. Anglais apprécié ; poste à pourvoir rapidement.

Lieu de travail : La Défense.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et prétentions à **F.C.C. RECRUTEMENT** - 12, rue St-Florent - 75001 PARIS

Jeune société très performante, spécialisée dans le financement et la réalisation d'équipements énergétiques, filiale d'un grand groupe financier

recrute son

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Le candidat recherché de 35 ans minimum devra avoir prioritairement une compétence juridique et fiscale et une grande capacité d'organisation. Expérience de gestion financière indispensable.

Salaire 300 000 F + comprenant une part d'intéressement.

Ecrire sous n° 8 378 M, **LE MONDE PUBLICITÉ**, 5, rue Montessuy, Paris-7^e.

DEPARTEMENT PRODUITS D'ÉPARGNE

Importante BANQUE Paris-2^e

Au sein d'une équipe en pleine expansion, nous vous proposons de participer au développement important de nos activités financières et vous confierons, en fonction de vos aptitudes, formation et expérience professionnelle, la responsabilité de la gestion, de la négociation et du suivi de nos produits d'épargne: SICAV, Fonds Communs de Placements...

Pour ce poste, une formation supérieure en sciences économiques est indispensable.

Dynamisme et capacités à prendre rapidement des responsabilités constituent des atouts fondamentaux.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., sous références (confidentialité assurée), sous la réf. 4837, à

MEDIA BA 71, av. de Valenciennes - 75009 PARIS, qui transmettra.

Le Monde CADRES

Important Groupe de Sociétés d'Investissement dans l'Immobilier d'Entreprise (15 Milliards de F de patrimoine) recherche

le responsable (h/f) de son département promotion immobilière

Le candidat devra être de formation supérieure, âgé de 30 ans minimum, posséder une expérience de 5 ans environ dans ce secteur d'activité et quelques années d'encadrement et d'animation d'une équipe.

Il se verra confier : • la recherche des terrains • la conception, la réalisation et la commercialisation des immeubles (bureaux, activités, commerces).

Adresser lettre manuscrite, Curriculum-Vitae, photo et prétentions à **Madame ROBIN**, 37, rue de Surène 75008 PARIS.

ASSOCIATION DE GESTION D'UN ORCHESTRE DE HAUT NIVEAU (20 musiciens) recrute

UN ADMINISTRATEUR

Le (ou la) candidat(e) devra faire preuve :

- D'aptitudes particulières à l'organisation, à la gestion administrative, comptable et financière, au marketing.
- De connaissances musicales et d'introductions dans le milieu artistique.

Les dossiers de candidature doivent comprendre obligatoirement une lettre de candidature manuscrite, accompagnée d'une photo, d'un C.V. détaillé et des copies de tout document susceptible de faire valoir les connaissances et l'expérience du candidat.

Les candidats préférentiels seront convoqués pour être entendus par un jury à une date qui leur sera précisée individuellement.

Les dossiers de candidat, devront être envoyés avant le 10 AOUT 1987 sous n° 8 737 M **LE MONDE PUBLICITÉ**, 5, rue Montessuy, Paris-7^e.

Société de production audiovisuelle cherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Bonnes connaissances de l'audiovisuel. Salaire : 240 000 F.

Envoyer C.V. et photo sous n° 8 741 M **LE MONDE PUBLICITÉ**, 5, rue Montessuy, Paris-7^e.

CABINET D'INGÉNIEURS CONSEILS cherche

JEUNE DIPLOMÉ INGÉNIEUR

T.P., ECP... ou quelques années d'exp., pour coordination des études GRAND PROJET PARISIEN.

Envoyer candidature au Cabinet J.-7 - BLOCH 5, rue des Lianes, Paris-13^e.

Théâtre Lila CDNEJ, recrute UN ADMINISTRATEUR Adr. c.v. : Théâtre la Fontaine 36, av. M.-Dormoy, 93000 LISIERS.

RECHERCHONS PROFESSEUR Certifié ou agrégé en français, anglais. Téléphone : 43-36-48-00.

GROUPE FINANCIER LEADER DU FINANCEMENT AUTOMOBILE RECHERCHE

COMMERCIAUX DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR AVEC 3 A 5 ANS D'EXPERIENCE

Vous connaissez le financement aux entreprises. Après une période de formation, vous prendrez la responsabilité de l'une de nos agences sur Paris ou en province.

L'importance du Groupe offre des possibilités d'évolution de carrière exigeant une mobilité géographique.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo, prétentions à **Média-System** (N° 14292), 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

Radio-France internationale pour ses émissions en langue portugaise vers l'Afrique lusophone et le Portugal

JEUNE JOURNALISTE DIPLOMÉ PARFAITEMENT BILINGUE

Ouvrir une excellente connaissance de la vie politique et culturelle de la France, des pays d'Afrique lusophone, du Portugal et la pratique de la dactylographie, une expérience radio serait appréciée.

Candidats français ou en règle vis-à-vis de la législation en vigueur.

Disponibilité immédiate. Travail de nuit non exécuté.

Adresser C.V. et prétentions au Service du Personnel de **R.F.I.**, B.P. 9516, 75786 Paris Cedex 16.

SOCIÉTÉ DE COMMISSARIATS AUX COMPTES recherche

RÉVISEURS

2 ans d'exp., diplômes enseignement supérieur appréciés.

RÉVISEURS CHEFS DE MISSION

RÉVISEURS DÉBUTANTS

Env. c.v., photo et prêt. à **G.R.A.** 243, bd St-Germain, Paris-7^e.

Recruteurs ballet, août, septembre Étudiants (et) Soins, Médicine, grandes écoles, SOUS-PRÉFECTURE 26, boulevard St-Michel, 75006 PARIS. Tél. : 46-34-21-41, poste 01.

ASSOCIATION DE TOURISME SPORTIF A VOCATION SOCIALE recherche

SES RESPONSABLES DE BUREAUX DE VENTE RÉGIONAUX

DE PARIS ET DE LILLE diplômés de l'enseignement supérieur :

- CCAL DE PRÉFÉRENCE, expérience confirmée de la vente ;
- DE SERVICES DE PRÉPÉR.

Adr. c.v., photo, prêt. n° 5 121 AME-P, A. 14, avenue Pasteur-Garnier, 92100 Boulogne.

ETABLISSEMENT FINANCIER DE 1^{ER} PLAN recherche

GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLE

Responsabilité de gestion de portefeuille de titres et de placement de fonds. Participation à la gestion de portefeuille de placement de titres et de placement de fonds.

Pour ce poste, une formation supérieure en sciences économiques est indispensable.

Dynamisme et capacités à prendre rapidement des responsabilités constituent des atouts fondamentaux.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., sous références (confidentialité assurée), sous la réf. 4837, à

MEDIA BA 71, av. de Valenciennes - 75009 PARIS, qui transmettra.

AGF

Optimiser vos ressources humaines. Agence de recrutement spécialisée dans le secteur financier et bancaire.

DEVELOPPER UNE AGENCE DE LA BANQUE POPULAIRE. LE DEFI D'UN PATRON

IMPORTANTE BANQUE RECHERCHE

CADRE DE COMPTABILITÉ

La personne que nous recherchons doit être titulaire d'un diplôme de comptabilité et avoir une expérience de 5 ans minimum dans un poste similaire.

SICAV

Jeune diplômé en sciences économiques pour un poste de gestionnaire de portefeuille.

La Direction Financière recherche

attaché de

avec une expérience de 5 ans minimum dans un poste similaire.

UNIVERS DE LA GESTION

AGF

Investissez sur les A.G.F.

Passionnés par l'évolution des marchés et produits financiers, vous souhaitez intégrer la DIRECTION DES INVESTISSEMENTS d'un Groupe qui gère 60 milliards de placements. De formation supérieure - ESC ou Université avec une spécialisation en finances - vous êtes à l'aise dans un environnement informatisé et chiffré : vous maîtrisez l'anglais.

Opérateur sur marché court terme

Vous avez environ 2 ans d'expérience de la trésorerie francs et devises dans une banque ou une entreprise. Nous vous proposons de prendre la responsabilité de la négociation des achats et ventes de titres avec les intermédiaires : banques, agents de change, courtiers interbancaires. Bien entendu, vous participerez aux réunions quotidiennes d'élaboration de la tactique des placements. Réf. M 11 O

Assistant trésorier

Vous êtes débutant et vous vous intéressez de près à l'informatique. Votre mission sera double :

- élaborer les prévisions, suivre les réalisations et analyser les écarts.
- participer à l'évolution du système de gestion en relation avec notre Direction informatique et les différentes Directions du Groupe en vue d'améliorer la qualité des prévisions.

Réf. M 12 T

Gestionnaire d'obligations

Vous êtes débutant ou avez une première expérience dans ce domaine. Rejoignez notre petite équipe chargée des placements obligataires français et étrangers de notre Groupe. L'analyse des propositions vous conduira à décider des achats et des ventes en fonction des caractéristiques de chacun des portefeuilles A.G.F., SICAV, etc.

Réf. M 13 G

Saisissez l'une de ces opportunités en adressant votre dossier de candidature (CV, lettre de motivation, prétentions, photo) sous la référence de votre choix aux ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE - Département Emploi - 33, rue La Fayette - 75009 PARIS.

Gaumont Columbia RCA

Une très belle Direction Générale...

Le nom auquel elle est attachée parle de lui-même : GAUMONT COLUMBIA FILMS RCA VIDEO, fait partie d'une société internationale, filiale de 2 des plus grands noms de l'économie mondiale : COCA COLA, GENERAL ELECTRIC. Nous sommes un des leaders mondiaux du marché de l'édition et de la distribution de films en vidéocassettes et nous y enregistrons chaque année une progression très significative.

A 35 ans au moins, vous avez déjà dirigé une entreprise dont les succès reposent sur un marketing pointu, appliqué à des produits grand public, et vous avez occupé un poste à responsabilités au sein de la Direction Commerciale d'une société internationale (food, cosmétique, lessivier...).

Votre expérience vous a donné la carrure du véritable manager. Celui sur lequel nous comptons pour conforter nos positions, conquérir de nouveaux marchés. Anglais courant. La rémunération est évidemment liée à l'envergure du poste et du candidat (intéressement aux résultats et voiture de fonction).

Christian Paternot, Vice Président pour l'Europe du Sud, étudiera très confidentiellement votre candidature. Adressez-lui votre résumé de carrière avec photo, CGR, 1 rue des Princes, 92100 Boulogne-Billancourt.

DEVELOPPER UNE AGENCE DE LA BANQUE POPULAIRE : LE DEFI D'UN PATRON

Imaginez-vous dans une région agréable, à la tête d'une agence d'une trentaine de personnes avec plusieurs bureaux, une banque automatique et la responsabilité de 200 à 300 millions d'emplois et ressources... Vous êtes à la Banque Populaire.

Pour rejoindre la réalité, vous avez une formation supérieure et une expérience de 5 ans de responsable d'agence. Si vous avez l'esprit de développement, le sens de l'analyse, une bonne dose d'intuition, si vous savez manager les hommes sur le terrain : faites-en part à Eric Hauswirth en appelant au (1) 47.54.54.95 de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h ou en lui écrivant à la Chambre syndicale des Banques Populaires, 131, avenue de Wagram 75017 Paris.

BANQUE POPULAIRE
UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE.

PECHINEY

recherche pour un de ses établissements industriels du nord de la France

UN CHEF COMPTABLE (H/F)
Ecole Supérieure de Commerce + DECS
5 ans d'expérience minimum.
Connaissance pratique de l'informatique dans la fonction.

Responsable de l'animation d'un service de 10 personnes, il assurera la comptabilité générale, la comptabilité de gestion, le contrôle budgétaire et l'assistance de gestion de l'établissement.

L'importance du Groupe autorise de larges possibilités d'évolution de carrière dans les domaines de la comptabilité, de la gestion ou de la finance.

Merci d'adresser lettre de candidature (discrétion assurée) et CV détaillé, sous référence PB 1, à PECHINEY Recrutement 23, rue Balzac 75008 Paris.

LES MATERIAUX DU PROGRES

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER
recrute un

CADRE DE HAUT NIVEAU
pour assurer la

COMPTABILITE DES PRETS

Sa mission consistera :

- à l'animation d'une équipe de 12 à 15 personnes,
- à l'analyse et à la révision des procédures,
- à faire évoluer le système comptable vers une plus grande utilisation des supports informatiques.

Le (la) candidat(e) âgé(e) de 25 ans environ devra justifier d'une expérience de 5 à 10 ans et d'un niveau équivalent à l'expertise comptable.

Le niveau élevé de la rémunération sera en rapport avec l'importance de la mission et la compétence du (de la) candidat(e).

Lieu de travail : PARIS

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 27671 à Costesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

COSTESSE

Les Editions "J'ai lu" recherche leur

Jeune Directeur finance et gestion

Membre du Comité de Direction, vous serez responsable de l'élaboration des budgets, du contrôle, de la comptabilité, de la fiscalité de la trésorerie et de l'informatique. Vous animerez une équipe de 5 personnes.

Vous êtes diplômé d'une grande école de gestion, option finance, et vous avez le niveau DECS. Vous possédez aujourd'hui une première expérience d'environ 3 ans dans une fonction de type contrôleur budgétaire. Nous vous offrons l'opportunité de réaliser votre potentiel de généraliste au sein d'une structure qui a une stratégie de développement.

Merci de nous envoyer votre dossier pour une première rencontre sous réf 612/M

CURSUS CONSEIL
26, rue Croix des Petits Champs, 75001 Paris.

La Direction Financière d'un groupe immobilier de 1^{er} plan à Paris recherche :

attaché de direction HF

dont les missions seront, en collaboration étroite avec les Services Centraux (comptabilité - trésorerie), d'assister les Directeurs de Promotion dans :

- la préparation des dossiers d'affaires
- l'élaboration des budgets prévisionnels des opérations, en particulier au niveau des prévisions de trésorerie
- le suivi des programmes immobiliers sur les plans administratif, financier.

Ce poste s'adresse à un cadre, 30 ans minimum, formation supérieure (Maîtrise de Gestion, ESC, ...) ayant de solides connaissances comptables et une réelle compétence des problèmes financiers acquise dans une banque (3 ans minimum).

Veuillez écrire en précisant expérience et prétentions sous réf. 1200 à

INTERCARRIERES
5, rue du Helder - 75009 Paris

ESC ou DECS débutant, misez sur un poste formateur et évolutif chez un grand...

Vous souhaitez, après votre formation ESC ou DECS, valoriser vos compétences au sein d'un grand groupe, et accéder à une fonction faisant appel à vos capacités d'analyse et de synthèse. SOCOFA (5000 personnes - 12 Milliards de CA), un des n°1 de l'agro-alimentaire, vous offre l'opportunité de devenir, le **CONTROLEUR COMPTABLE** de son unité pilote de La Ferté Bernard Sarthe - 1200 personnes. Sous l'autorité directe du chef de comptabilités, vos actions d'analyse, de contrôle des applications comptables informatisées et vos propositions de modifications, seront essentiellement axées sur les procédures administratives et financières. Vous serez également responsable des consolidations et de la valorisation fiscale des stocks.

Votre rigueur et votre discrétion, liées à un bon sens de la communication, seront vos appuis pour réussir. Votre volonté d'évolution correspond à notre politique générale qui est de favoriser l'épanouissement professionnel et humain de tous nos collaborateurs.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à notre DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES BP 20 - Cherré - 72401 La Ferté Bernard Cedex.

SOCOPA
une force de la nature

Rhône-Alpes

Grande banque régionale
recherche pour son siège

Crédit man : Classe VI

Adjoint du responsable des engagements, il supervise l'ensemble du service (20 personnes). Agé de 28 à 32 ans, de formation supérieure, vous avez exercé des fonctions en exploitation et complétées votre expérience par 4 ou 5 ans d'analyse financière.

Vous avez le sens du risque, mais aussi l'esprit d'équipe et de réelles capacités d'organisation. Vous cherchez un poste enrichissant et évolutif, merci de nous écrire (Réf. 1043M).

Directeur d'agence : Classe V ou VI

Responsable d'une agence (15 personnes) et de bureaux rattachés. Vous êtes âgé de 26 à 30 ans, bon animateur, avec un sens commercial aiguisé. Vous avez une première expérience réussie dans la banque, auprès d'une clientèle de particuliers, artisans, commerçants, PME et vous êtes capable d'assurer une direction d'agence. Merci de nous écrire (Réf. 2043M).

DB
D.B.S.A. Les 4 M, chemin du Petit Bois, BP 18, 69131 Ecully Cedex.
DOMINIQUE BARRÉ SA
CONSEIL EN RECRUTEMENT DE CADRES

سكننا من الالمن

سكزا من الاجل

UNIVERS DE LA GESTION

DEMANDES D'EMPLOIS

Spécialises dans la vente de produits informatiques, filiale d'un Groupe américain dynamique et à forte croissance, nous recherchons notre : CONTROLLER

Société de Distribution Marchés Aéronautique/Militaire/Automobile/Télécom. Filiale française (50 personnes) d'un important groupe anglo-saxon en expansion

MISSION ÉTRANGER BRANCHES INDUSTRIE/COMMERCE LEADER 49 ans, 20 ans étranger dont 12 pays arabes anglophones

Important organisme professionnel dans le domaine de l'habitat, réalisant plus de F 200 millions de C.A. de prestations de services, recherche un (e) assistant (e) de gestion

Bank of America recherche pour sa succursale de Paris un : ACCOUNT OFFICER

Homme Français 38 ans, commerçant international, parfait, bilingue, français, anglais, arabe, résident en France

Société multinationale de produits de grande consommation, recherche son ADJOINT du DIRECTEUR de la COMPTABILITE HF

Contrôleur de gestion - Nord Important Groupe International Notre client, l'un des fabricants d'articles de cuisine les plus réputés dans le monde

L'IMMOBILIER appartements ventes 3e arrdt, 4e arrdt, 14e arrdt, appartements achats, pavillons, viagers, fonds de commerce

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Brie recherche JEUNES DIPLOMÉS issus d'une école de commerce ou universitaire

Banque PARIS recherche Responsable études et prévisions Il sera chargé de l'élaboration des prévisions d'activité et de résultats de la Banque

Pour son siège social de la région nicoise KONI-FRANCE Amortisseurs recherche : ASSISTANT COMPTROLLER

LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LOIRE-ATLANTIQUE recherche COLLABORATEUR POUR SON SERVICE FINANCEMENT DES PROFESSIONNELS

SOURCES 106 rue Saint-Honoré - 75001 Paris qui transmettra en toute confidentialité capitaux propositions commerciales Edelhoff Polytechnik GmbH & Co., Division technique de collecte et d'enlèvement des ordures

UNION FONCIERE EUROPEENNE Location, Vente, Gestion, 5, rue Serrurier, 75008 PARIS. recherche VIDE ou MEUBLEES APPTS HAUT DE GAMME PARIS RESIDENTIEL et VILLAS PAYS-DE-FRANCE

Le... GÉR... Pour son siège social de la région nicoise... recherche un (e) assistant (e) de gestion... recherche un (e) responsable... recherche un (e) responsable... recherche un (e) responsable...

UNE RÉVOLUTION DANS LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Les marchés supplantent les guichets

Pouvant se passer d'intermédiaires, les entreprises empruntent de moins en moins aux banques

LES entreprises françaises sont-elles en train d'abandonner leurs banquiers ? Pour assurer leurs besoins de financement (en baisse), elles ont en effet de moins en moins recours au crédit bancaire. Elles se précipitent, en revanche, sur les marchés de l'argent, sur le marché monétaire (en émettant des billets de trésorerie) ou à la Bourse. L'Etat en fait de même. Conséquence, « les intermédiaires financiers (les banques pour l'essentiel) qui assuraient près de 80 % du financement de l'économie en 1981 n'en assurent plus que 40 % environ en 1986 », a révélé le Conseil national du crédit dans son dernier rapport.

Cette évolution, qui a connu une brusque accélération en 1986, n'est en fait que l'un des aspects de la profonde transformation en cours du système financier français. Le rapport du commissariat général du Plan (1), réalisé sous la présidence de M. Philippe Lagayette, sous-gouverneur de la Banque de France, et consacré aux « perspectives du financement de l'économie française », indique que cette « mutation rapide et proliférante » devrait se poursuivre au cours des cinq prochaines années. Si elle est appréciée comme globalement « favorable » pour l'économie française, elle n'en est pas moins source de nouveaux dangers.

Comment définir cette mutation ? Pour les membres du groupe de travail réunis par le Plan, la France vit actuellement le passage d'une « économie de financements administrés » à une « économie de marchés de capitaux ». Avant, c'est-à-dire jusqu'à la fin des années 70, le rapprochement entre l'épargne et l'investissement était assuré en grande partie par des intermédiaires financiers. Les banques recevaient les dépôts des épargnants et les transformaient en prêts. Le développement du crédit était quantitativement limité par l'Etat. Celui-ci, enfin, imposait une structure administrée des taux d'intérêt, du prix de l'argent.

Sous l'effet de multiples facteurs (la désinflation, la déréglementation, l'emprise des marchés internationaux de capitaux...), ces éléments de l'ancien régime

sont progressivement remis en cause. A l'instar des pays anglosaxons, le système financier français s'oriente ainsi vers « une économie de marchés de capitaux ». Principale caractéristique de ce nouveau « mode d'organisation », les marchés tendent à l'emporter sur les guichets : le rôle des intermédiaires diminue alors que se développe la finance directe.

J'ai de l'argent. Tu as besoin d'argent. Jusqu'à présent, je déposais mon argent à la banque. Tu

317,3 milliards de francs en 1981 à 221,6 milliards en 1986, alors que les financements directs (par les marchés) sont passés de 92 milliards à 340,4 milliards (voir graphique). En 1986, « année charnière », pour la première fois, les financements désintermédiés ont été plus importants que les financements assurés par des intermédiaires. Pour les sociétés non financières, par exemple, la part de leurs besoins de financement externes assurée par l'émission de titres négociables sur les marchés est passée de 35 % au début des années 80 à 50 % en 1985 et à 80 % en 1986 !

La « désintermédiation » somme-t-elle la fin des banques ? Le groupe de travail du Plan répond fermement par la négative.

même de l'intermédiation qui se trouve modifiée par les orientations actuelles. « Il n'y aura donc pas substitution d'un système à un autre, mais émergence d'un « système hybride » dans lequel les marchés joueront un rôle plus actif.

La « désintermédiation » s'accompagne d'un « désengagement relatif de l'Etat » dans les circuits de financement. La chasse aux bonifications d'intérêt, engagée dès 1984 par M. Pierre Bérégovoy, devrait ainsi se traduire par une réduction sensible des financements à taux privilégiés. En 1986, pour la première fois depuis dix ans, les prêts nouveaux à moyen et long terme à taux préférentiels ont diminué, atteignant encore 310,6 milliards de francs (en baisse de 10,3 %). Les seuls crédits bénéficiant d'une aide de l'Etat ont baissé en 1986 de 19,8 %, après avoir été réduits de 7 % en 1985.

Les doutes des experts

Mais ce désengagement de l'Etat sera-t-il à faire sentir ses effets. A la fin de 1986, les prêts aidés représentaient encore 44,5 % de l'en-cours de l'ensemble des prêts à l'économie. La déréglementation financière reste ensuite partielle, comme le souligne M. André Levy-Lang, président du directoire de la Compagnie bancaire, dans le bulletin de juillet du Centre d'information sur l'épargne et le crédit. En effet, les réformes financières n'ont pas touché, à ce jour, la réglementation de l'épargne liquide.

Il reste que, pour les auteurs du rapport, l'évolution actuelle du système financier français présente de nombreux avantages. Elle contribue d'abord à « élargir les choix offerts aux agents économiques », tant pour leurs placements que pour satisfaire leurs besoins de financement. Elle permet ensuite « une amélioration de l'affectation des ressources » dans l'économie. Sur ce point, le rapport fait part des doutes émis par certains experts : « Il apparaît difficile, peut-on y lire, de mettre en évidence une réduction du coût global de fonctionnement du système pour l'économie. » Cette mutation donne enfin « un rôle plus actif au prix de l'argent aux taux d'intérêt — dans l'affectation des capitaux ».

La période transitoire dans laquelle se trouve le système

financier français fait aussi naître de nouveaux dangers. « Un certain nombre d'évolutions devront être maîtrisées », estime M. Lagayette. Trois au moins peuvent être repérées. Tout d'abord, pour traverser la tempête, les institutions financières françaises (les banques, les sociétés d'assurance, les établissements financiers spécialisés...) doivent renforcer leur compétitivité, c'est-à-dire continuer à réduire leurs coûts et à diversifier leurs activités.

Progrès insuffisants

Le dernier rapport de la Commission bancaire confirme qu'en ces deux domaines les progrès réalisés restent insuffisants. Le rapport du Plan reprend ensuite à son compte l'argument des professionnels : « Les banques françaises, explique-t-il (comme les compagnies d'assurances), sont handicapées par certains surcoûts, en raison notamment du régime fiscal dérogatoire qui leur est appliqué et qui semble s'alourdir avec le temps. » Dans sa conclusion, il indique que « les pouvoirs publics doivent veiller

aux conditions réglementaires et fiscales de la compétition » internationale. En tout état de cause, la redistribution des cartes au sein du système financier est en cours. Le jeu reste, selon les experts du Plan, encore largement ouvert.

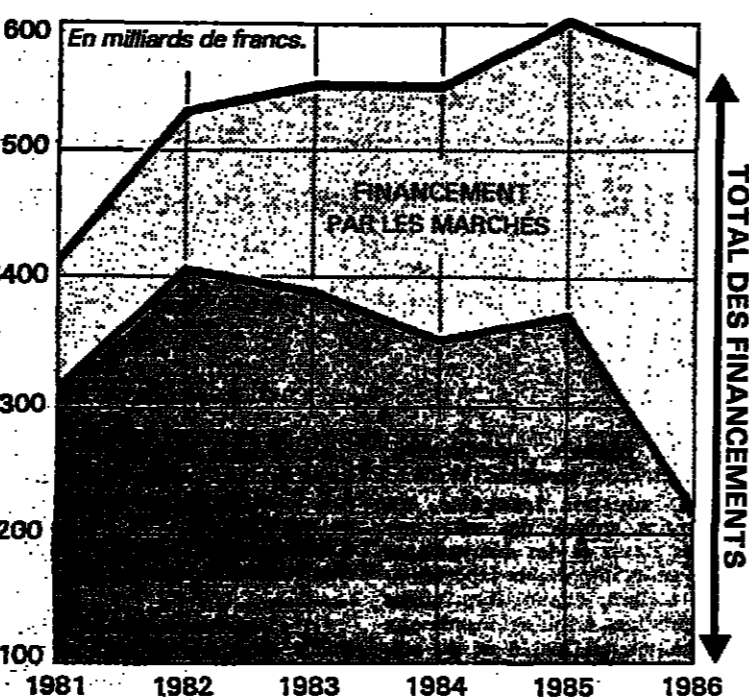
Seconde préoccupation abordée par le rapport du Plan : la vulnérabilité du système à un risque de crise financière. Sur cette question très controversée, le rapport estime que « la difficulté réside plutôt dans la période transitoire, alors que les nouveaux comportements ne sont pas encore bien intégrés ». Cela devrait conduire, estime M. Lagayette, les pouvoirs publics à ménager les adaptations nécessaires, notamment par une surveillance et une organisation accrues des marchés. Les acteurs du jeu financier doivent, de leur côté, renforcer les contrôles internes.

ERIK IZRAELEWICZ.

(Lire la suite page 22.)

(1) Perspectives du financement de l'économie française, commissariat général du Plan, rapport du groupe de travail présidé par M. Philippe Lagayette, à paraître en septembre à la Documentation française, Paris.

L'ÉVOLUTION DE 1981 à 1986



allaient emprunter au guichet. Pourquoi passer par un intermédiaire lorsque l'on peut se retrouver, en face-à-face, directement sur un marché ? Les nouveaux moyens de télécommunication mariés à l'informatique rendent possible cette liaison directe. La finance directe (les marchés) réduit le rôle des intermédiaires. On parle alors de « désintermédiation ». Celle-ci a connu une brutale accélération au cours des dernières années.

Ainsi, les financements assurés par les établissements de crédit à l'économie sont tombés de

100 à 40 %. Les banques participent en effet largement à cette explosion des marchés. « Le recours au marché est aussi le fait d'institutions financières et peut donc servir à des opérations d'intermédiation ». La Compagnie financière de Paris procède actuellement à une augmentation de capital (sur le marché, donc). Les fonds ainsi levés seront utilisés pour des prises de participation — en cours sur les marchés.

En tout état de cause, « le crédit bancaire continuera à jouer un rôle important », selon les rapporteurs du Plan. « Plus que son intensité, c'est peut-être la nature

Gérer son argent autrement

L'Élève ne gère ni son entreprise ni son patrimoine financier personnel comme son père. Ses comportements différents ont naturellement des effets sur le système financier dans son ensemble.

Quels sont-ils ? Souhaitant apprécier les perspectives du financement de l'économie française à moyen terme, le commissariat général du Plan a cherché à connaître d'abord quels seraient dans l'avenir « les comportements financiers des agents non financiers », des sociétés et des ménages en particulier. Un sous-groupe de travail, présidé par M. Daniel Lallier, y a travaillé. Les nouvelles attitudes qu'il a repérées sont nombreuses. Reste à savoir si elles traduisent des évolutions durables.

Pour les entreprises comme pour les particuliers, l'argent cher et l'élargissement de la gamme des placements et financements accessibles ont eu une même conséquence : la gestion de l'argent est redevenue une préoccupation majeure. « La finance est servie », l'adage n'est plus de rigueur. « La finance devient reine », serait-on tenté de dire

aujourd'hui. Pour les experts réunis par le Plan en tout cas, elle est désormais « un domaine stratégique et intervient de plus en plus clairement dans les diverses décisions de l'entreprise » et des particuliers.

Dans les sociétés, les rapporteurs estiment que, malgré une reprise escomptée de l'investissement productif, la réduction des besoins de financement externes devrait se poursuivre au cours des cinq prochaines années. Intervenant dans un environnement de plus en plus incertain, les sociétés non financières chercheront encore à assainir la structure de leur bilan, en renforçant notamment leurs fonds propres. Mais elles s'efforceront aussi de rester « liquides ». Détenir une trésorerie richement dotée apparaît aujourd'hui, aux membres du groupe de travail comme un atout, voire une nécessité pour les entreprises. « C'est un filet de sécurité » face aux incertitudes, un moyen de pression dans leurs relations avec les banques, et l'arme d'une éventuelle acquisition d'entreprises.

Dans ces conditions, les sociétés françaises continueront,

d'après les travaux du Plan, à recourir largement aux différents instruments de marché désormais à leur portée. « Les structures financières devraient continuer, lit-on en outre dans le rapport, à exercer une influence restrictive sur l'investissement, comme cela semble être le cas à l'heure actuelle. »

Les Français à l'action

Les particuliers, eux aussi, adoptent une gestion plus active de leurs finances. Globalement, leur effort d'épargne, en baisse au cours des dix dernières années, ne devrait que très légèrement progresser d'ici à 1991. La hausse du taux d'épargne attendue par les rapporteurs — à peine un point — sera favorisée par une reprise de l'investissement en logement. La forte progression du crédit à court terme (prêts personnels, vente à tempérament...), déjà amorcée au cours de la période récente, devrait se poursuivre.

Mais c'est sans doute dans la gestion de leurs actifs financiers que les Français changent le plus. Depuis le début des années 80, on

a assisté à une désaffectation croissante à l'égard des liquidités et à un attrait marqué pour l'achat de valeurs mobilières (actions et obligations, directement ou par l'intermédiaire d'organismes de gestion collective de l'épargne comme les Sicav).

Cette évolution devrait se confirmer. Accompagnée des effets de la forte hausse de la Bourse, elle a d'ores et déjà modifié la structure des patrimoines financiers des ménages. Les valeurs mobilières en représentaient 27,8 % en 1980, mais déjà 35,8 % en 1985, presque autant que dans le patrimoine des ménages américains (39,2 %), plus que dans celui des familles allemandes (21 %).

Confortés par les privatisations, cette attitude nouvelle en faveur des titres négociables... et risqués, traduit pour les membres du groupe de travail du Plan, un changement durable. Ils reconnaissent cependant que « subsiste une incertitude liée à ce que le comportement en cas de concrétisation du risque de taux n'a pas encore été testé ».

E. I.

Une nouvelle revue financière

« La multiplication des innovations financières depuis quelques années, la complexité croissante des mécanismes monétaires, le développement et l'intensification des marchés de capitaux au plan national aussi bien qu'international ont considérablement accru le besoin d'informations... et de réflexion financière », expliquent, dans le premier éditorial de la Revue d'économie financière, MM. Jacques Delmas-Marsalet, directeur de la publication, et Olivier Pastre, directeur scientifique.

Ces évolutions, ajoutent-ils, appellent « une collaboration de plus en plus étroite entre les différents intermédiaires — agents de change, banques, compagnies d'assurances ou établissements financiers ». Tous ont répondu présent à l'appel. La revue, trimestrielle, veut ainsi s'attacher à favoriser cette réflexion et cette coopération.

Le sommaire du premier numéro, daté de juin 1987, témoigne de ces ambitions. Plusieurs articles sont consacrés aux effets du désengagement entre les différentes activités financières. M. Denis Kessler, de l'université Paris-X-Nanterre, s'interroge sur les relations

entre « banques et assurances : cohabitation, mariage ou fusion ? ». « L'avenir de la profession des agents de change » est abordé par la France par le syndicat des agents de change, M. Xavier Dupont, et pour la Grande-Bretagne par le président du Stock Exchange, Sir Nicholas Goodison. M. Robert Raymond, directeur des études de la Banque de France, propose une réflexion sur « la régulation monétaire par les taux d'intérêt dans les principaux pays ». La dimension internationale est présente dans plusieurs autres articles.

Parmi les chroniques régulières prévues, quelques pages sur « l'histoire au présent », assurées par M. Jean-Marie Thievaud, conseiller historique de la Caisse des dépôts et consignations. Premier thème abordé : « la tarification des chèques, le débat sur sa taxation en France (1884-1874) ». Même en finance, les interrogations d'aujourd'hui ne sont pas toujours vraiment nouvelles !

* Revue d'économie financière, publication trimestrielle de l'Association d'économie financière, Presses universitaires de France, 12, rue Jean-de-Beauvais, 75005 Paris.



- Programme 3^e cycle créé et développé par l'Institut Franco Américain de Management (IFAM) en association avec PACE UNIVERSITY (New York)
- 11 mois d'études : 7 à Paris, 4 à New York - Septembre 87 - Août 88
- 2 diplômes : MBA de PACE UNIVERSITY Certificat IFAM 3^e cycle
- Admission : diplôme 2^e cycle (grande école, maîtrise...) et ou expérience professionnelle + épreuves d'admission
- Renseignements : IFAM-MBA university 19 rue Cécile 75015 Paris Tél : 47.34.38.23

IFAM

PACE UNIVERSITY

صحة من الاصل

Le Carnet du Monde

Naissances

— Anne-Laurence, Olivier et Mathieu GRUAU-SIMONIN, sont heureux de faire part de la naissance de

Agathe,

le 22 juin 1987.

— Nicole et Didier LEDUC sont heureux de faire part de la naissance de leur fille

Kristel,

le 17 juin 1987.

— Stéphane OUVRY

ou Brigitte OUVRY-VIAL, sont très heureux d'annoncer la naissance de

Martin,

à Paris, le 7 juillet 1987.

33, boulevard Arago, 75013 Paris.

— 83700 Saint-Raphaël, Singapour.

M. et M^{me} Edmond COHEN, partagent avec leurs petits-enfants, Laurence et Alexandre, la joie d'accueillir

Shana,

née le 14 juillet 1987 à Singapour, au foyer de

M. et M^{me} Pierre COHEN.

Décès

— Anne BROUSSON, son épouse,

Lise BROUSSON, Claude et Olivier Kauffmann, ses enfants,

Les familles Pic, Cox, Broyat, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre BROUSSON,

ingénieur général honoraire du Génie rural et des Eaux et Forêts,

survenu le 11 juillet 1987, dans sa soixante-dixième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité au temple et au cimetière d'Aubais.

— Heureux ceux qui ont le cœur pour car il servira Dieu. — Matthieu (V, 8).

La Mazonette-Aubais, 30250 Soumillon.

— Le Chesnay (78150). Is-sur-Tille (21120). Roussillon (38150). Essertonne (71150). Dijon (21000).

Selon sa volonté.

M^{me} Charles CAYOT,

née Marie Andrée Mestre,

décédée accidentellement dans sa soixante-septième année, le 6 juillet 1987, a été inhumée sur les lieux de son décès.

Ses obsèques religieuses ont été célébrées le 8 juillet, à l'Église d'Yeu (Vendée), où elle repose au cimetière de Saint-Sauveur.

Un office à sa mémoire sera célébré en l'église Saint-Pierre de Dijon, le 26 septembre, à 15 heures.

9, avenue de Villars, 78150 Le Chesnay, 6, rue du Docteur-Bruet, 21120 Is-sur-Tille.

— La famille de

M. Marcel ENGLANDER,

ingénieur retraité du Commissariat à l'énergie atomique,

fait part avec émotion de sa mort accidentelle, survenue le 15 juillet 1987, au Brésil, à l'âge de soixante-deux ans.

L'enterrement aura lieu dans le caveau familial, à Saint-Michel-sur-Orge, mardi 21 juillet, à 10 h 30.

68, rue Hallé, 75014 Paris.

— M^{me} Alexandre Rosenberg,

son épouse,

M. et M^{me} George Clark, M^{me} Marianne Rosenberg et son mari, M. Richard Halperin, ses enfants,

M^{me} Robert Sinclair, sa sœur,

ont la douleur de faire part du décès de

Alexandre P. ROSENBERG,

le 11 juillet 1987.

L'inhumation a eu lieu dans la stricte intimité familiale le 16 juillet 1987.

20 East 79 th Street, New-York 10021.

15, avenue du Maréchal-Maunoury, 75016 Paris.

— Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Strasbourg.

Edith et Cécile Bernadin ont la tristesse de faire part du décès de leur aïeul

Gilberte ROUGIER,

survenu le 14 juillet 1987.

1, rue Gounod, 67000 Strasbourg.

— Reims.

M^{me} Max Segal,

son épouse,

M^{me} Jean Poupille, Le docteur et M^{me} Jean Colin, M. et M^{me} Christian Bougeard, Les docteurs Philippe et Anne Segal, M. et M^{me} Patrick Segal, ses enfants,

Clair, Alexandre, Charlotte et Renaud,

Isabelle, Nicolas et Nathalie, Pierre et Jean, ses petits-enfants,

Arnaud, son arrière-petit-fils,

Le docteur et M^{me} Sacha Segal, M^{me} Emile Villemain, M^{me} Jean Rousseau,

Le docteur et M^{me} Léon Beauchamps, ses frères, beau-frère et belles-sœurs, ses neveux, nièces,

et toute la famille ont la douleur de faire part du décès de

docteur Max SEGAL,

professeur honoraire de la faculté de médecine de Reims, ancien chef du service d'Electroradiologie du CHU, chevalier de l'Ordre national du Mérite, chevalier de l'Ordre de Malte, membre du Rotary Club,

survenu le vendredi 17 juillet.

Le défunt repose au funérarium des Pompes funèbres des Régions libérées, 7, rue Roger-Aubry à Reims.

Les obsèques religieuses seront célébrées le mardi 21 juillet 1987, à 14 heures, en l'église Saint-André de Reims.

Les condoléances seront recueillies sur un registre à l'église.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

46, boulevard Lundy, 51000 Reims.

Remerciements

— Dans l'impossibilité de répondre individuellement aux très nombreux témoignages d'amitié, d'estime et de respect formulés lors du décès de

Hubert RENAUD,

Son épouse Et ses enfants vous prient de trouver ici l'expression de leur profonde reconnaissance.

Anniversaires

— Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de

Philippe HASENKNOFF,

une prière pensée est demandée aux personnes qui restent fidèles à son souvenir, en union de prières avec la messe qui sera célébrée le jeudi 23 juillet 1987, à 10 h 30, à son intention, à Montdidier (Somme), où il repose.

LETTRE DE LECTEUR

Le centenaire de l'Espéranto

Je regrette le peu de place que Le Monde consacre à la vie espérantonophone. 1987 est l'année du centenaire de la langue internationale. Le congrès du centenaire aura lieu fin juillet à Varsovie, et la Pologne se prépare à fêter avec dignement la création de l'un de ses plus illustres enfants (1). Le congrès s'annonce assez énorme : environ six mille inscrits. Et comme Varsovie se trouve admirablement placée au carrefour de l'Ouest et de l'Est, le congrès sera le lieu privilégié de rencontre des espérantonophones des « deux Europes » ; il y aura d'ailleurs des Américains, des Asiatiques et, réalité plus récente, un certain nombre d'Africains. Le tout, comme vous savez, sans interprète et sans traduction.

Comment donc faut-il faire pour que la France ne demeure pas muette sur cet événement ? La France, qui demeure en deçà de tant d'autres pays. Certains ont fait un timbre-poste. Pas la France. En Suède, le congrès national a eu lieu au Parlement. A Westminster, le groupe des parlementaires britanniques favorables à la langue internationale dépasse actuellement deux cents. La France semble absente de ce rendez-vous. Je veux dire la France des gouvernants... et de la presse.

J.-P. BEAU (13880 Velaux).

(1) NDLR. Zamenhof.

Communication

En Grande-Bretagne

Deux nouvelles chaînes de télévision par satellite en projet

Cinq grands groupes de communication britanniques viennent de former un consortium pour lancer l'année prochaine deux chaînes de télévision par satellite. Il s'agit de deux compagnies du réseau privé ITV. Thames Television et London Week End, du géant de la publicité Saatchi et Saatchi, de la chaîne de magasins Dixons, et de Carlton Communications. Le consortium compte utiliser le satellite luxembourgeois Astra, qui devrait être lancé l'an prochain.

Ces quatre partenaires viennent d'être rejoints par le groupe français Chargeurs, ancien propriétaire de la Cinq et toujours actionnaire de la chaîne. M. Jérôme Seydoux investit 24 millions de livres dans BSB, soit 10 % du capital. Parmi les nouveaux actionnaires on note aussi l'arrivé du milliardaire australien Alan Bond et du groupe d'édition Reed International, qui vient de racheter le magazine *Variety* (le Monde du 16 juillet).

CORRESPONDANCE

A propos de Radio-France Internationale

Suite à notre article « Radio-France Internationale lance un cri d'alarme » (le Monde du 8 juillet), M. Henri Tézennas du Montcel, président directeur général de RFI, nous écrit notamment :

appel à deux professionnels venus, l'un de TF1, l'autre de l'Agence française de communication : Jean-Marie de Morant, pour l'actualité française, et Edouard Pellet, pour l'actualité internationale. Avec Edouard Dor, un ancien de la maison, responsable des magazines et des opérations spéciales, ces trois journalistes constituent désormais la rédaction en chef de la chaîne mondiale en français de Radio-France Internationale.

Alain de Chalvron, rédacteur en chef à Radio-France Internationale depuis 1983, quitte en effet la rédaction centrale de Paris pour occuper le poste de correspondant à Washington où notre station a décidé d'ouvrir un bureau permanent.

Il s'agit là d'une action de développement décidée depuis plusieurs mois et menée d'un commun accord entre moi-même, le directeur de l'information, Alain Rodier et Alain de Chalvron lui-même.

En revanche, contrairement à ce que vous annoncez, il n'est nullement question d'un remplacement de Alain Rodier. Nommé en février 1987, celui-ci a été chargé de réorganiser la rédaction de Radio-France Internationale. C'est ainsi, qu'il a été notamment décidé de renforcer la rédaction en chef en faisant

M. Pascal Mechnuel reconduit à la direction de TDF. — Télédiffusion de France a tenu son premier conseil d'administration depuis sa transformation en société anonyme, le 5 juin. Le conseil a reconduit M. Pascal Mechnuel au poste de directeur général et donné une délégation de pouvoir à son président, M. Xavier Gouyou Beauchamps pour administrer la société. Enfin, le conseil d'administration a approuvé la création d'une filiale de TDF pour commercialiser un service de radiomessagerie.

JEU GAGNANT N° 29

LOTO SPORTIF

Equipe 1	Equipe 2	Equipe 1	Equipe 2
1 TOULOUSE	1 MONTPELLIER	9 BREST	1 R.C. PARIS
2 PARIS-S.G.	2 LE HAVRE	10 LAVAL	2 ST-ETIENNE
3 NIMT	3 LENS	11 MONTCEAU	3 ALÈS
4 MONTACO	4 MARSEILLE	12 LE PUY	4 LYON
5 CANNES	5 AUXERRE	13 TOULS	5 ISTRES
6 BORDEAUX	6 METZ	14 CAEN	6 BEAUMAS
7 TOULON	7 NICE	15 CLUMPER	7 ANGERS
8 LILLE	8 NANTES	16 ABBEVILLE	8 RENNES

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Dimanche 19 Juillet 1987 : 2 7 9 12 14

NATIONAL LOTO N° 28

TIRAGE DU SAMEDI 18 JUILLET 1987

22 23 26 31 38 43 14

NUMERO COMPLEMENTAIRE

PROCHAINS TIRAGES, EN DIRECT SUR

MERCREDI 22 JUILLET 1987 A 20 H 35

ET SAMEDI 25 JUILLET 1987 A 20 H 35

VALIDATION : AU PLUS TARD MARDI AUX HEURES HABITUELLES

NUMERO DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS N°	4 1 314 645,00 F
5 BONS N° + complémentaire	49 56 090,00 F
5 BONS N°	1 381 6 475,00 F
4 BONS N°	75 780 115,00 F
3 BONS N°	1 359 757 9,00 F
BONUS DU SAMEDI 134 840	
3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE: 9,00 X 2 = 18,00 F	

CARNET DU MONDE

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MÊME s'ils nous parviennent avant 10 h au siège du journal.

7, r. des Italiens, 75427 Paris CEDEX 09.

Télex MONPAR 69572 F.

Téléphone : 45-23-06-91.

Renseignements : Tél. 42-47-95-03.

Tarif de la ligne N.T.

Toutes rubriques : 89 F

Abonnés (avec justification) : 80 F

Communication diverse : 72 F

Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blanc). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

Le Monde sur minitel

VACANCES : PARTIR DEMAIN...

Pour ceux qui s'y prennent à la dernière minute

3615 TAPÉZ LEMONDE VVF

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Télex MONDPAR 69572 F

Téléphone : (1) 45-23-06-91

Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Woutet

Rédacteur en chef : Daniel Varner

Correspondant en chef : Claude Sales

ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 982 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie) L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composez 38-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Télex MONDPUB 206 136 F

Le Monde USPS 785-910 is published daily, except Sundays for \$ 480 per year by Le Monde c/o Speedprint, 46-45 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedprint, U.S.A., P.M.C., 46-45 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

PARIS-LONDRES 540 F* ALLER/RETOUR 320 F* ALLER SIMPLE

Vol sur Air Charter, filiale d'Air France et d'Air Inter.

Jumbo CHARTER SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER.

JUMBO PARIS 47 05 01 95 ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES

سكننا من الاصل

سكزا من الاجل

Economie

REPÈRES

Conjoncture

Perspectives moroses pour la France selon IFO

Dans une étude publiée le lundi 20 juillet, l'Institut de recherche économique ouest-allemand IFO se montre peu optimiste pour la conjoncture française. Selon les auteurs de l'étude, le produit intérieur brut ne progressera, en termes réels, que de 1,5 % cette année, et non de 2 % comme l'espère le gouvernement. IFO estime que les incertitudes liées à la campagne présidentielle et une conjoncture internationale moins portuse que prévu obligeront Paris à prendre des mesures de relance. Quant au déficit de la balance commerciale, il risque fort de dépasser les 15 milliards de francs prévus officiellement pour 1987. Cette dégradation pourrait entraîner de nouvelles tensions au sein du système monétaire européen, d'autant que l'inflation devrait s'accroître légèrement, pour atteindre 3,5 % sur l'ensemble de l'année en cours.

Prêts au tiers-monde

La Banque mondiale accroît de 8 % ses opérations

La Banque mondiale (BIRD) et sa filiale l'Association internationale de développement (AID) ont, à elles deux, augmenté de 8 % le montant de leurs prêts au tiers-monde durant l'exercice fiscal 1986-1987 terminé le 30 juin. Les engagements de la BIRD ont représenté 14,2 milliards de dollars, une progression de 7,6 % sur l'exercice précédent, et ceux de l'AID, 3,5 milliards, en hausse de 11 %. Géographiquement, la répartition des opérations n'a guère changé sur 1985-1986 : 38 % des prêts sont allés à l'Asie, 29 % à l'Amérique latine et les Caraïbes, 21 % au Proche-Orient, à l'Afrique du Nord et

à l'Europe, 12 % à l'Afrique subsaharienne. Les crédits accordés à l'agriculture sont tombés à 17 %, contre 29 % durant l'exercice précédent. Le secteur de l'énergie a absorbé 21 % des engagements, l'industrie et le secteur financier, 18 %.

Convention collective

Accord dans la chimie ouest-allemande

Après la métallurgie, en mai, les partenaires sociaux de l'industrie chimique ouest-allemande ont conclu un accord, le samedi 18 juillet, mettant un terme à huit semaines de tractations difficiles. Cet accord entérine une convention collective sur plusieurs années permettant de jouer à la fois sur le registre des salaires et sur celui du temps de travail.

Les salaires seront augmentés de 3,8 % durant la première année, sans réduction de la semaine de travail. Durant la deuxième année, les rémunérations seront revalorisées de 2,5 % et le temps de travail ramené à 39 heures par semaine. Durant la troisième année, la hausse salariale sera de 2 % et la semaine de travail ramenée à 35 heures pour les salariés de plus de cinquante-huit ans.

Cette double approche permet aux salariés de bénéficier en 1987-1988 d'une progression de leur pouvoir d'achat, puisque le gouvernement escompte une inflation de 1 % en 1987, mais les engage à respecter une modulation des rémunérations d'ici à l'été 1990 consistant en un gain de stabilité pour le patronat. Le syndicat IG Chemie Papier und Karamik, qui représente 690 000 salariés, a également mis au point avec les employeurs une nouvelle grille uniformisée des salaires pour les ouvriers et les employés à compter de 1988. Les pourparlers sur l'abolition de ce système de conventions séparées durèrent depuis plus de six ans.

ÉNERGIE

M. Michel Rolland devrait être écarté de la présidence de l'AFME

L'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) n'a plus de direction. Les mandats du président, M. Michel Rolland, et du directeur général, M. Bernard Lapouche, sont en effet arrivés à expiration, respectivement le 4 juillet et 26 juin, mais les autorités de tutelle n'ont pas confirmé les deux responsables dans leurs fonctions.

L'Élysée a émis des réserves sur le départ de M. Rolland, ralentissant la nomination d'un directeur. Toutefois, une réunion du conseil d'administration de l'Agence devrait être convoquée dans les prochains jours pour désigner deux nouveaux dirigeants, ces nominations devant être ensuite confirmées en conseil des ministres.

Le successeur pressenti de M. Rolland à la présidence serait M. Jacques Bourret, ancien directeur général d'Usinor, tandis que le poste de directeur général pourrait être offert à M. Pierre-François Couture, directeur du gaz, de l'électricité et du charbon au ministère de l'Industrie et ancien conseiller de M. Laurent Fabius.

Feu la maîtrise de l'énergie

L'éviction des dirigeants de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie ne sera pas vraiment une surprise. Depuis le changement de majorité, l'an dernier, M. Michel Rolland, militant socialiste écarné en 1982 par la gauche, était de fait en surrégime. S'il n'a pas été écarté plus tôt, c'est que cette décision a valeur de symbole. Plus qu'une équipe, c'est une politique qu'on change... sans oser le dire publiquement, car les économies d'énergie restent populaires auprès d'une fraction importante de l'électorat.

Dans ce contexte, la poursuite de l'équipement nucléaire français et surtout la décision prise en 1983 d'aider les ventes d'électricité afin de limiter le suréquipement prévisible d'EDF ont clairement placé l'AFME en porte à faux. Dotée de moyens d'intervention puissants, l'Agence avait vocation à devenir un véritable opérateur énergétique, concurrent des grands producteurs d'énergie, dont elle réduisait les débouchés. A l'évidence, les deux stratégies - priorité à l'électricité et priorité aux économies - ne pouvaient durablement coexister.

Enfin, l'état-major de l'AFME s'est trouvé en butte à l'hostilité constante de l'administration, qui n'a jamais accepté la nomination de dirigeants étrangers aux côtés des hauts fonctionnaires traditionnels, anciens militants syndicalistes de surcroît, et néanmoins chargés de gérer directement des subventions publiques.

Après des débuts un peu laborieux, l'action de l'Agence a surtout souffert des hauts et des bas budgétaires qui ont été son lot pendant cinq ans. Dotée dès 1983 de fonds trop importants (2,3 milliards de francs) alors qu'elle n'avait pas encore mis en place les moyens administratifs et humains nécessaires pour distribuer de telles sommes, l'AFME se retrouvait, après deux ans de grâce, réduite à la portion congrue : son budget ne cessait de diminuer d'année en année, pour finalement tomber en 1987 à 700 millions de francs, soit moins du tiers des sommes initialement promises. L'aide directe aux investissements de maîtrise de l'énergie, son rôle initial, devenait dès lors impossible, et les moyens mis en place disproportionnés.

Officiellement, certes, l'AFME demeurera. Mais, privée de moyens, amputée de son état-major et de l'essentiel de ses effectifs, elle devrait revenir rapidement à sa vocation d'origine : celle de l'Agence pour l'économie d'énergie d'avant 1981, simple bureau de promotion et de relations publiques. Les délégations régionales, ce réseau de spécialistes patiemment tissé depuis cinq ans pour toucher la France profonde des entreprises et des collectivités locales, vrais « clients » des économies d'énergie, devraient être reprises par EDF. Les encouragements financiers aux investissements de maîtrise de l'énergie devraient être désormais distribués par les producteurs eux-mêmes, EDF, GDF, compagnies pétrolières, etc.

Une nouvelle stratégie qui, pour être plus libérale et moins coûteuse en fonds publics, n'est pas moins aux antipodes de la politique volontariste engagée en 1982. Feu la maîtrise de l'énergie.

Bouc émissaire

Critiqué depuis longtemps par les fonctionnaires des finances, qui s'estimaient spoliés d'une partie de leurs prérogatives, la direction de l'Agence a été « échaudée » cet été par un rapport de la Cour des comptes en forme de réquisitoire contestable, et contesté notamment à l'Élysée.

En proie à l'hostilité de l'administration, désavoué par son ministre de tutelle qui souhaite, sans oser le dire, enterrer une politique qu'il juge désormais inutile, source de mauvais conscience pour ses anciens partisans et tuteurs, M. Michel Rolland semble

La maîtrise de l'énergie, base de cette « autre politique » énergétique, plus économique, moins dépendante du nucléaire, prônée par le candidat Mitterrand et le PS avant 1981, a été victime, comme son principal porte-parole, d'une triple adversité.

En porte à faux

Le retournement du marché énergétique l'a prise à revers. Dès lors que le « trop-plein » succédait à la pénurie, et que la baisse des prix du pétrole rendait moins attractives les économies d'énergie, la politique engagée en 1982 perdait beaucoup de ses atouts.

AFFAIRES

20 millions de francs de déficit en 1987

La RATP cherche à associer son réseau Tube avec la Une ou la 5

Le réseau vidéo Tube qu'a installé la RATP dans le métro ne se porte pas bien. Il enregistrera en 1987 un déficit équivalent à ses recettes, soit environ 20 millions de francs. Si l'équilibre prévisionnel des comptes 1988, notamment grâce à un accord avec une chaîne de télévision nationale, se révélait impossible, l'avenir de l'expérience devrait être reconsidéré à l'automne prochain.

de choix. Transcommunications ne comptera pas plus de 20 millions de francs de recettes publicitaires en 1987, alors que ses dépenses atteignent 40 millions de francs.

qui pourraient céder à Tube certaines émissions. « Nous fabriquons moins nos programmes », déclare M. Banaszuk. D'ores et déjà, *Antenne 2* apporte des images du Tour de France. Les discussions sont assez avancées avec la Une de M. Bouygues et avec la 5 de M. Hersant.

Si la société Transcommunications parvenait ainsi à mieux maîtriser son budget, elle pourrait obtenir de ses actionnaires les avances qui, à terme, seraient consolidées. Dans le cas contraire, les partenaires devront trancher entre les deux solutions qui semblent les plus évidentes : ou bien la RATP reprendra la totalité des activités de Tube et se contentera d'utiliser ce circuit vidéo pour des émissions peu coûteuses d'information sur le trafic et les incidents qui affectent celui-ci, ou bien elle se dessaisira de Tube au profit d'un opérateur privé qui aura accepté de respecter un cahier des charges et qui aura la pleine responsabilité des programmes, de l'animation et de la publicité. Cette dernière formule a été retenue par les ministres de Philadelphie et de Mexico. Réponse à l'automne.

ALAIN FAUJAS.

Tube est un système vidéo destiné à animer les quais du métro parisien par des programmes assez courts pour que le voyageur pressé en attrape au vol l'essentiel. A terme, ces écrans de télévision qui équipent, depuis le 1^{er} janvier de cette année, vingt-six stations et cent dix quais pourraient, grâce à la fibre optique, informer les usagers sur les incidents techniques et les retards des rames, et même servir à consulter un compte en banque ou à réserver une place de théâtre.

Lancé en janvier 1986, Tube a été concédé par la RATP à une société anonyme, Transcommunications, dont le capital se répartit comme suit : 38 % pour la RATP, 14 % chacune pour la Compagnie générale des eaux, la GMM et la Mutualité française, 10 % pour la direction générale des télécommunications, les 10 % restant étant ventilés entre le Crédit lyonnais, la BNP et de petits porteurs. Il était prévu à l'origine que la publicité représenterait un tiers du temps d'émission et qu'elle équilibrerait l'exploitation dès 1987.

Tube ne s'est pas développé au rythme souhaité par ses promoteurs. En théorie, les six millions et demi d'usagers du métro et du RER parisien représentent une cible

D'autant plus que Tube est coïncé entre les exigences des voyageurs et celles des annonceurs. Lorsque ceux-ci descendent dans le métro pour faire connaissance avec ce média mal connu, ils trouvent que le son n'est pas assez audible et s'inquiètent d'une mauvaise perception de leurs messages publicitaires. En revanche, lorsque le son de Tube est monté, ce sont les usagers qui protestent, comme à la fin du mois de juin, contre un viol de leur tranquillité et de leur droit à ne pas entendre clips et spots publicitaires.

Bouygues ou Hersant ?

La poursuite de la formule actuelle passe par un développement des recettes publicitaires. M. Banaszuk pense multiplier les opérations spéciales, tel le Salon de l'auto fictif que la RATP organisera en septembre en l'absence du vrai.

Le redressement suppose aussi une action sur les dépenses. C'est dans cette perspective que s'inscrivent les négociations menées avec l'ensemble des chaînes de télévision.

CULTURE GÉNÉRALE

UNE MÉTHODE POUR NE PAS BRONZER IDIOT ! Profitez de la période des vacances pour faire un tour d'horizon des connaissances de base et renforcer votre formation générale. Une méthode qui présente les 20 principaux domaines de la culture générale sous une forme simple, dans la chronologie des événements, des mouvements de pensée et des hommes qui ont forgé les civilisations. Une méthode accessible à tous, indispensable à la réussite de vos projets. Documentation gratuite à l'Institut Culturel Français, service 3925, 35, r. Collège, 92003 Paris-Les Lilas. Tél. : (1) 42-79-73-63.

DROIT SCIENCES ECO. Documentation sur demande. Stage session septembre. Stage de pré-rentree. Soutien annuel. IPEC Enseignement supérieur privé 46, bd Saint-Michel, Paris 6^e. Téléphone : 46.33.61.23 / 43.29.03.71

LOGEMENT

M. Méhaignerie appelle de nouveau les propriétaires à la sagesse

« J'exclus formellement » l'hypothèse d'un blocage des loyers à l'automne. M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement et du logement, estime, dans une interview aux *Echos* du lundi 20 juillet, qu'un tel blocage serait « absurde pour la quasi-totalité des régions françaises où parfois les loyers baissent ». Pour la région parisienne, le ministre confirme que le rattrapage des baux peut se faire de façon progressive de 5 % l'an, et il rappelle que les propositions d'augmentation des propriétaires doivent se faire en référence à « la moyenne des loyers du quartier en incluant (...) des logements loués depuis longtemps » et pas seulement « les loyers des logements vacants relevés récemment » dont

les prix sont bien entendu plus élevés. Pour le secteur des HLM, M. Méhaignerie affirme que « la hausse sur toute l'année 1987 sera inférieure à 4 % malgré les travaux de réhabilitation et en dépit des dérogations inévitables pour les organismes en difficulté ». La reprise de la construction - qui devait suivre la libération des loyers - est en bonne voie, selon le ministre, qui se félicite d'une progression des autorisations, observée de janvier à juin 1987, de 17 % pour le secteur libre et, au total, compte tenu du secteur aidé, de 7 %. Les mises en chantier ont crû de 5,5 %. Pour M. Méhaignerie, « la reprise est nette ».

LE JEUDI 23 JUILLET DE 12 H A 18 H. **Journée PORTES OUVERTES** avec ENTRETIEN INDIVIDUEL D'ORIENTATION. **ESDE** BAC + 4 ANS. Ecole Supérieure des Dirigeants d'Entreprises. 21, rue Van Loo, 75014 PARIS. Tél. 42.88.21.87 Poste 14.

PROGRAMME D'URGENCE D'APPUI A LA FILIÈRE COTON (Crédit IDA n° 1716 CD)

La République du Tchad a reçu un crédit de 12,8 millions de DTGS de l'Association internationale de développement pour le financement partiel du « programme d'urgence d'appui à la filière coton ».

Appel d'offres pour pneumatiques routiers qui sera lancé aux dates indiquées ci-dessous. Les fabricants doivent être localisés en Suisse, à Taiwan, en Chine et dans les pays membres de la Banque mondiale.

Les fournisseurs doivent être originaires de ces pays. Les dossiers « appel d'offres » peuvent être achetés aux adresses indiquées ci-dessous. Seuls les fabricants ayant cinq ans d'expérience, et pouvant prouver des ventes annuelles de 10 000 pneus, seront admis à la concurrence.

Pour l'obtention d'un dossier, s'adresser à : 1) COTONTCHAD BP 1116 N'Djamena (Tchad) Tél. n° 5229 KD N'Djamena 2) COTONTCHAD Bureau de Paris 13, rue de Monceau 75008 Paris Tél. n° 660046 F

Les dossiers pourront être obtenus à partir du 17 août 1987. Le coût d'un dossier est de 250 dollars US. Le dépouillement de cet appel d'offres aura lieu le 17 septembre 1987.

2,5 milliards de francs versés par la CEE aux régions françaises méditerranéennes

La cérémonie de signature, entre les représentants de la Commission européenne et le gouvernement français, des programmes intégrés méditerranéens (PIM) a eu lieu le vendredi 17 juillet à Paris. Les PIM sont une « réponse communautaire » à l'inquiétude qu'ont manifestée plusieurs régions de France, d'Italie et de Grèce - notamment les producteurs de fruits de ces pays - face à l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE.

Les PIM comprennent à la fois des subventions de la CEE pour des projets de développement économique et des prêts à taux avantageux de la Banque européenne d'investissements (BEI). Ils s'étendent sur sept ans, en deux phases (1986-1988 et 1989-1992).

Sont concernés en France l'Aquitaine, le Midi-Pyrénées, le Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse, auxquelles s'ajoutent les départements de l'Ardeche et de la Drôme. L'ensemble des subventions européennes aux sept régions et départements atteint 2,5 milliards de francs pour la première tranche. Environ 60 % de ces crédits concernent directement ou indirectement l'amélioration de l'agriculture ou de l'équipement du monde rural.

Les actionnaires de Lustruc déboutés

Dans la longue bagarre judiciaire, commencée en 1981, qui oppose les deux associés du holding Rivoire-et-Carret-Lustruc, la famille Cartier-Millon vient de perdre une nouvelle bataille contre la famille Cohen-Stalll. Le tribunal de commerce de Marseille vient de rejeter la demande de la première exigeant que la seconde respecte le protocole de 1967, qui avait créé ce holding. Un arrêt de la cour d'appel de Paris, confirmé en cassation, avait rendu caduc le protocole de 1967.

La famille Cartier-Millon détient 42 % du holding Rivoire-et-Carret-Lustruc, la famille Cohen-Stalll en contrôle 56 %. Ce holding détient 70 % de Rivoire-et-Carret et 70 % de Lustruc, la famille Cartier-Millon conservant directement 30 % de Lustruc et la famille Cohen-Stalll 28 % de Rivoire-et-Carret. La famille Cartier-Millon, qui considère que Lustruc est l'entité dominante avec 900 millions de chiffre d'affaires (contre 600 millions pour Rivoire-et-Carret) cherche depuis 1981 à garder l'autonomie de gestion de Lustruc.

EN BREF

● Une zone d'entreprises à La Seyne-Toulon. - Par décret publié au Journal officiel du 16 juillet, la zone d'entreprises de La Seyne-Toulon (Var) a été officiellement créée. Cette zone s'ajoute à celles de La Ciotat-Aubagne (Bouches-du-Rhône) et Dunkerque, créées en février dernier. La procédure des zones d'entreprises permet aux sociétés qui s'installent dans ces régions d'être exonérées de l'impôt sur les sociétés pendant dix ans. Le but est de favoriser la conversion des chantiers navals de la Normandie, qui vont fermer dans quelques mois.

● Réplique européenne en cas de loi protectionniste américaine. - A Washington, le président en exercice du conseil des ministres de la CEE, le ministre des affaires étrangères dans l'ancien cabinet de Jacques Chirac, M. George Shuster, que le Congrès américain répliquerait si le Congrès adoptait une législation protectionniste. De son côté, l'UNICE, qui représente le patronat européen, a publié un mémorandum détaillé s'opposant point par point aux éléments jugés les plus dangereux des projets de loi adoptés par la Chambre des représentants et préparés par le Sénat américain.

Economie

PÊCHE

Une opération de « redéploiement »

Un chalutier français revient d'une campagne aux Malouines

Progressivement écartés des eaux canadiennes qu'ils avaient l'habitude de fréquenter, les chalutiers français de « grande pêche » cherchent d'autres zones pour « redéployer » leurs activités. L'un de ces navires revient d'une longue campagne aux Malouines. Bilan en demi-teinte.

Guy. La procédure a été suspendue et la décision repoussée à l'automne, quand aurait été tiré le bilan de la campagne aux Malouines.

La SNPL envisageait cette « expédition » depuis 1982, avec bien des réserves toutefois, compte tenu de la vive concurrence dans cette zone de pêche où l'Espagne, l'Allemagne de l'Est et l'URSS, la Pologne, l'Allemagne de l'Est et la Bulgarie) et d'Extrême-Orient (Japon, Corée du Nord, Taiwan) déploient une importante armada. La décision des autorités britanniques d'instaurer une zone économique exclusive de 150 milles autour de l'archipel, puis de contourner le nombre des bateaux autorisés à pêcher dans ces parages, a convaincu la société bordelaise de l'occasion de « créer des antécédents ». Avec l'aval du secrétariat d'Etat à la mer et de la Commission économique européenne, la SNPL a versé aux autorités des Falklands 500 000 francs de droits de pêche pour le premier semestre 1987.

Espérances déçues

Le Commandant Gué et ses cinquante-cinq hommes, sous le commandement de Lionel Martin, avaient appareillé de Bordeaux le 1^{er} février dernier. A la demande de Bruxelles, un représentant de l'IFREMER (1) s'est embarqué également, avec mission de dresser un bilan scientifique de cette campagne expérimentale.

Au retour, le premier constat est en demi-teinte. « Les 1 650 tonnes pêchées, soit 20 tonnes par jour en moyenne, correspondent à l'hypothèse basse, convient Jacques Dezeustre. La moitié de la capture a été réalisée au cours des vingt-cinq premiers jours de pêche. Nous avons accumulé un retard administratif et des erreurs techniques : nous aurions dû arriver quarante-

cinq jours plus tôt sur les lieux de pêche. Les espèces pêchées dépassent aussi les espérances. 80 % du tonnage sont constitués d'encornets de petite taille, alors que la SNPL tablait sur beaucoup de gros, ce qui aurait permis une commercialisation en France à 1 200 dollars la tonne. Or, pour écarter ces petits encornets, qui rassemblent à des seiches, à 1 000 dollars seulement la tonne, la société a dû prospecter des marchés étrangers difficiles et assumer des frais d'acheminement coûteux.

« C'est un bidé »

En définitive, 30 % de la pêche ont été vendus en Italie, autant en Grèce et le reste en Grande-Bretagne et en France. Selon M. Jacques Dezeustre, les subventions de Paris et de Bruxelles, dont le montant n'est pas encore exactement déterminé, « plafonneront de toute façon à 7 millions ou 8 millions de francs » pour une campagne chiffrée à 20 millions de francs. « Nous serons au total déficitaires de 2 millions à 3 millions de francs », estime le PDG de la SNPL. Les Malouines, c'est un bidé », dit-on crûment, mais sous le manteau, dans les couloirs de la maison bordelaise. M. Dezeustre, lui, réserve ses conclusions. « Il ne faut pas être pessimiste » dit-il prudemment. Le SNPL attend l'automne et les bilans scientifique et économique avec les pouvoirs publics. Elle ne se lance pas dans une seconde campagne aux Malouines cette année, mais n'exclut cependant pas une nouvelle tentative en 1988. « Il nous faudrait alors envisager d'adapter nos bateaux, constate le PDG, d'améliorer les conventions collectives avec nos marins et de baser les chalutiers dans l'Atlantique sud. »

GINETTE DE MATHA.

(1) Institut français de la mer.

COOPÉRATION

Les trente ans de la Fédération mondiale des villes jumelées

La recherche d'une coopération plus terre à terre avec le tiers-monde

M. Pierre Masroy a été réélu président de la Fédération mondiale des villes jumelées (FMVJ) à l'issue du congrès qui s'est tenu, du mercredi 15 au samedi 18 juillet, à Grenoble. La fédération, après l'ère sentimentale des jumelages, veut, dans ses relations avec le tiers-monde, leur donner un caractère de plus en plus économique et technique.

et Rhône-Alpes qui signent avec les provinces de Pékin et de Shanghai des accords qui devront déboucher sur la rénovation du métro de la capitale et l'échange d'universitaires et de savants de haut niveau.

Mais évidemment, la France et le dialogue Europe-Afrique longtemps dominant n'ont pas l'exclusivité de l'action de la fédération qui cherche de plus en plus à se tourner vers l'Amérique du Sud. On notera par exemple que onze villes des Pays-Bas sont jumelées avec des cités du Nicaragua à qui elles offrent leur aide pour la construction de canalisations d'eau, l'édition de dispensaires de quartiers ou la mise en place d'une banque du sang. A contrario, il existe des villes dont les maires sont venus à Grenoble dans l'espoir de trouver des partenaires. Ainsi, Oujda, l'une des grandes villes du Maroc, est jumelée avec Djeddah en Arabie saoudite, qui lui a fourni des bennes à ordures et du matériel de travaux publics. Elle cherche, pour élargir son champ de « partage des valeurs, des cultures et des intérêts » comme dit son maire, un autre partenaire, sans nier ses amitiés anciennes, en France ou en Europe.

GRENOBLE de notre envoyé spécial

A l'occasion de son trentième anniversaire, la Fédération mondiale des villes jumelées a abordé ce qui devrait être le troisième âge de son existence. A l'origine instrument de la réconciliation franco-allemande, puis de l'ouverture vers les pays de l'Est, elle s'inscrit de plus en plus nettement dans ce qu'il est convenu d'appeler le dialogue Nord-Sud et veut être le lieu géométrique des multiples opérations de « jumelage coopération » qui se développent à travers le monde.

Toujours empreints de tiers-mondisme, de tolérance et de solidarité, toujours vigoureusement progressistes, anti-racistes et anti-colonialistes, les messages délivrés par les responsables de la FMVJ et écoutés à Grenoble par mille délégués de quarante-sept pays, apparaissent de plus en plus nourris d'économie, de projets de développement, d'échanges d'experts et d'aménagement du territoire. L'ère des jumelages traditionnels qui fournissaient l'occasion aux élus de s'offrir mutuellement des médailles ou d'applaudir des défilés de majorettes ou d'accueillir dans les familles des lycéens, est non pas révolue mais dépeçée. Il faut sortir de la routine et donner aux jumelages un contenu concret avec ce que les chefs d'entreprise appelaient une obligation de résultat.

Remise en cause des modèles

Il existe environ dix mille villes jumelées de par le monde, a rappelé M. Hubert Lesire-Ogrel, secrétaire général de la fédération. Mais plus de cent villes du Maghreb et d'Afrique noire soulèvent un jumelage et ne trouvent pas de réponse. Quant à la France, on dénombre aujourd'hui cent dix formes de jumelage coopération intercommunal, ce qui est à la fois bien et peu dans un pays qui compte trente-six mille quatre cents communes.

Le congrès de Grenoble a été l'occasion de faire le procès de certaines formes de coopération, soit totalement inefficaces ou hypocrites, soit mercantiles ou politisées, soit à ce point désordonnées et éparpillées que l'Etat, qui en est théori-

quement le bénéficiaire, ne peut en rien les maîtriser. Dans un petit pays africain, il n'existe pas moins de cinquante organisations non gouvernementales (ONG), ayant chacune une opération en charge. Le maire de Nouakchott en Mauritanie a raconté pour sa part que sa ville avait bénéficié d'un programme de ramassage des ordures appuyé par la Banque mondiale, mais que 60 % du budget avaient servi à rémunérer les deux experts en ordures et une bonne partie des 40 % restants à entretenir la maison du directeur de l'organisation, chef de projet.

Pour M. Pierre Masroy, la liste des domaines où la coopération directe « inter-villes » peut porter ses fruits est abondante : assainissement, formation à la gestion municipale, santé, circulation, lutte contre la délinquance et la drogue. Il a proposé de créer une sorte d'Internationale de la coopération technique urbaine à la disposition de laquelle une cinquantaine de villes des pays industrialisés mettraient des experts et des ingénieurs disposés à partir six mois, un an ou plus (c'est-à-dire qu'ils assureraient aussi un peu le service après-vente qui souvent fait défaut) dans des cités du tiers-monde. Idée originale et pragmatique qui rejoint celle qui anime l'association Metropolis, fondée par M. Michel Giraud, président RPR de la région Ile-de-France et qui regroupe, pour un but semblable, une trentaine de grandes métropoles mondiales, y compris nord-américaines, qui sont quasiment absents de la FMVJ.

Pour M. Bernard Stasi, député CDS et maire d'Epervain, la coopération doit être conduite avec humilité, remettant en cause perpétuellement les prétendus modèles de développement sur mesure imaginés dans les sociétés industrialisées.

Une soixantaine de chefs d'Etat et de gouvernement, dont M. François Mitterrand ainsi que le secrétaire général de l'ONU, avaient envoyé à Grenoble des messages d'amitié.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

Afrique et Amérique du Sud

Le mouvement a été lancé depuis plusieurs années déjà et du seul point de vue français (avec la décentralisation qui donne aux collectivités locales la possibilité de mener une sorte de politique étrangère économique propre), les formes de « jumelage coopération » sont innombrables. Voilà par exemple la ville de Besançon jumelée avec un canton du Burkina-Faso (ex-Haute-Volta). Dans une opération triangulaire associant une cité finlandaise, la capitale de Franche-Comté s'occupe de l'alimentation en eau de cette région africaine et y construit, avec le concours bénévole d'industriels comtois, un collège du bâtiment. Voilà les régions Ile-de-France

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



SEMA-METRA : division par deux du nominal

Conformément à la décision de l'assemblée générale ordinaire du 29 juin 1987, la valeur nominale de chaque action de SEMA-METRA a été divisée par deux depuis le 15 juillet 1987.

Le capital est désormais représenté par 2 002 642 actions de 20 francs de valeur nominale. Chaque porteur d'une action de 40 francs de valeur nominale est donc désormais propriétaire de deux actions de 20 francs de valeur nominale.

ENTREPRISES

« CONVENTION B ENTREPRISES »

La BNP, a depuis plusieurs années marqué sa volonté d'informer sa clientèle, tout d'abord en affichant ses principales conditions puis en diffusant la Convention B à l'intention de sa clientèle de particuliers.

Aujourd'hui, la BNP va plus loin en proposant aux entreprises la Convention B Entreprises.

Cette Convention définit le cadre des RAPPORTS CONTRACTUELS réciproques ainsi que les MODALITES DE FONCTIONNEMENT du compte.

La Convention est complétée :

- d'une information sur les principaux produits proposés aux entreprises en matière de financement, de placements ou autres services et sur les conditions appliquées à ces opérations,
- de précisions à l'aide d'exemples sur les modalités de calcul du taux effectif global (TEG).

Cette initiative doit contribuer au développement de relations confiantes entre la banque et ses clients.



LA BANQUE EST NOTRE METIER

Le Monde dossiers et documents



LA GUERRE D'ALGERIE

Il y eut d'abord la conquête, l'installation des colons et l'annexion sous couleur de départementalisation. Le 1^{er} novembre 1954, un petit groupe de conjurés sonne la révolte. La France va s'enlisier dans la guerre.

Pour faire revivre l'histoire de la tragédie algérienne, le Monde Dossiers et documents a fouillé ses archives et sélectionné ses articles les plus significatifs. Il en raconte tous les épisodes : le proconsulat de Jacques Soustelle, les échecs de

Guy Mollet, la « paix des braves » du général de Gaulle, la France au bord de la guerre civile, les « ultras » de l'OAS, la longue négociation d'Évian et le drame des harkis.

Le Monde Dossiers et documents

Rappelle également la chronologie détaillée des événements algériens et publie les portraits des principaux protagonistes.

14 F chez votre marchand de journaux ou par correspondance.

UN DOSSIER HISTORIQUE SPECIAL



SPÉCIAL GUERRE D'ALGÉRIE

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Nombre d'exemplaires : _____ x 18 F (frais d'expédition inclus)

Commande à faire parvenir avec votre règlement à : Journal la Monde, 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 08

Handwritten note: 500 من الاجل

● ● ●
**GROUPE
GÉNÉRALE DES EAUX**

"Une nouvelle et importante étape de développement"

**ALLOCATION
DU PRÉSIDENT
GUY DEJOUANY
À L'ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE
DES
ACTIONNAIRES**

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie le vendredi 26 juin 1987 sous la présidence de Monsieur Guy Dejouany a approuvé les comptes de l'exercice 1986.

Dans son allocution, Monsieur Dejouany a souligné que l'année 1986 correspondait à une nouvelle et importante étape du développement du Groupe. Il a notamment déclaré :

**LES ÉVÉNEMENTS
MARQUANTS DE 1986**

« L'un des principaux événements de l'année a été, sans aucun doute, l'accord conclu avec la Compagnie de Saint-Gobain au mois de juillet dernier, accord qui a permis une réorganisation de notre actionariat. Les dispositions convenues avec Saint-Gobain ont confirmé, ou rétabli, entre nos deux groupes une situation équilibrée d'indépendance réciproque et de soutien mutuel. Elles nous permettent de consacrer tous nos efforts au développement de nos activités propres.

Dans le domaine de l'eau, l'année 1986 a été, comme l'avait été 1985, exceptionnellement productive au plan des affaires nouvelles, puisqu'elles intéressent globalement une population de plus de 600.000 habitants. Aux côtés de Quimper, Saint-Lô, Angoulême, Lunéville et de quelques autres localités et syndicats, le service de la ville de Lyon et de quatre communes voisines nous a été confié.

Un autre événement marquant de l'exercice 1986 est la très bonne et très efficace résistance de nos sociétés spécialisées dans la gestion de l'énergie thermique, résistance à la violente secousse qu'a subi la profession en 1986

avec l'effondrement des prix des combustibles et particulièrement des produits pétroliers (baisse de 45 % du prix du fuel oil domestique entre l'automne et l'été 1986).

Parmi les bonnes réussites de l'année 1986, il faut citer aussi trois de nos secteurs d'activités qui se trouvent en plein essor :

- la propreté,
- les entreprises de travaux d'installation électrique,
- la promotion immobilière.

L'année a également été favorable : à nos efforts dans le domaine de la vidéocommunication, avec la confirmation du succès de Canal Plus et la progression, qui a été vive, du nombre de collectivités qui souhaitent s'engager dans le domaine du câble, et choisir un opérateur.

à notre développement dans le domaine des minicentrales de production de courant électrique, en France et à l'étranger.

C'est en 1986 aussi que nous avons fait nos premiers pas dans le domaine de la Santé (Cliniques de France) et dans celui de la restauration collective (avec le Groupe Accor).

Au plan financier, l'augmentation de 8,6 % du chiffre d'affaires global consolidé doit être considérée comme tout à fait satisfaisante.

La progression du chiffre d'affaires réalisé à l'étranger a été bonne, malgré le glissement du dollar. Il s'établit à 5 milliards 948 millions de francs (+ 8,74 %) dont 1 milliard 164 millions de francs pour Anjou International. Cette tendance devrait se poursuivre en 1987, et les 6 milliards de francs seront assez nettement dépassés avec des développements attendus aux Etats-Unis et en Espagne. Nos effectifs à l'étranger représentaient à la fin de 1986 13.800 agents (contre 10.900 à fin 1985), sur un total de 76.600 pour le Groupe.

Le résultat net consolidé (part du Groupe) est égal à 765,5 millions de francs et est en hausse de 27 % environ, et la marge brute d'autofinancement atteint 3 milliards 745 millions de francs, en augmentation de 13 %.

L'élément le plus spectaculaire que font apparaître ces comptes consolidés est la nouvelle et très vive progression

de nos investissements, qui augmentent de plus de 60 %, atteignant le niveau record de 4 milliards 121 millions de francs.

**LES PERSPECTIVES
D'AVENIR**

L'année 1987 sera encore une bonne année pour notre Groupe. Dans les secteurs difficiles, l'amélioration très sensible attendue du côté du traitement des eaux n'efface certes pas les sérieuses préoccupations causées par la situation de Maisons Phénix, mais elle suggère que, même dans des secteurs à conjoncture médiocre ou mauvaise, les redressements sont possibles.

Le problème de Phénix est sérieux, mais il convient de ne pas le dramatiser, dans un domaine où tout est de plus en plus fonction de la mobilisation et de la motivation des équipes qui sont sur le terrain au contact des acheteurs. Nous ferons le nécessaire pour poursuivre et achever le redressement de Maisons Phénix.

Quoi qu'il en soit, je pense qu'une agréable et très nouvelle progression de nos résultats consolidés sera constatée en 1987. Nous sommes en route vers le milliard de francs de résultat net, seuil qui ne sera toutefois pas atteint cette année. En 1987, le résultat pourrait ainsi se situer entre 900 et 950 millions de francs. Pour la Compagnie elle-même, une augmentation parallèle du

résultat courant est attendue. Le niveau de nos investissements, pour 1987 et bien probablement pour 1988, restera élevé.

Notre situation actuelle est bonne, et même fort bonne : notre marge brute d'autofinancement et nos investissements ont plus que doublé en quatre ans.

Il faut voir là les effets de notre politique persévérante du long terme : nous avons mis vingt-cinq ans à devenir le premier chauffagiste d'Europe, dix ans à devenir le premier Groupe en France dans les domaines de la propreté et de la gestion du stationnement. Nous avons l'intention de continuer dans d'autres domaines.

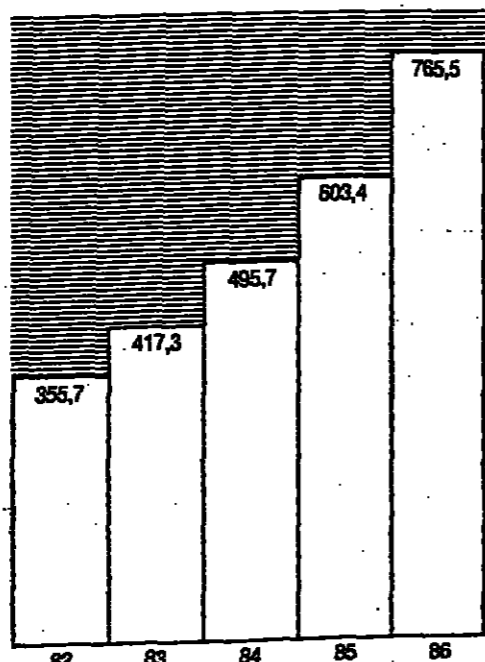
Le maintien de nos équilibres d'action ainsi que de notre culture d'entreprise me semble finalement notre atout principal et notre besoin le plus important. »

Le dividende net a été fixé à 22 francs pour chacune des 13.948.356 actions composant le capital social (le revenu global avant fiscal compris est de 33 francs). Il est mis en paiement à partir du 15 juillet 1987.

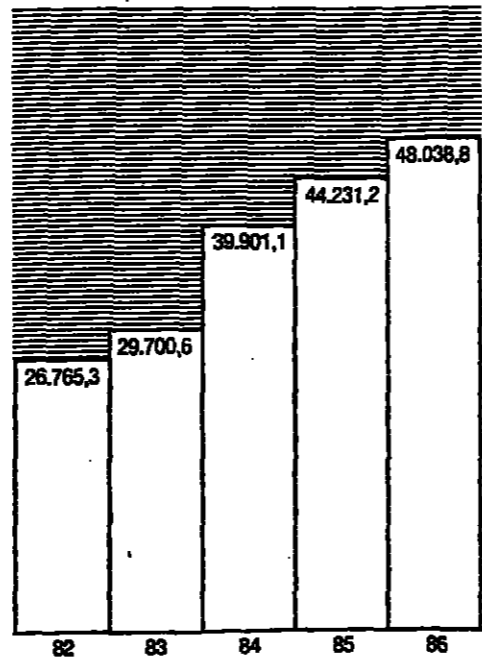
Chiffres consolidés (millions de francs)

	1984	1985	1986
Chiffres d'affaires consolidés hors taxes	39.901,1	44.231,2	48.038,8
Chiffres d'affaires à l'étranger	5.900,0	5.500,0	6.000,0
Résultat net, part du Groupe	495,7	603,4	765,5
Montant des bénéfices distribués	210,8	241,7	306,8
Marge brute d'autofinancement	2.880,1	3.068,5	3.745,0
Investissements	2.483,1	2.509,1	4.121,5
Effectifs	68.730	69.090	76.650

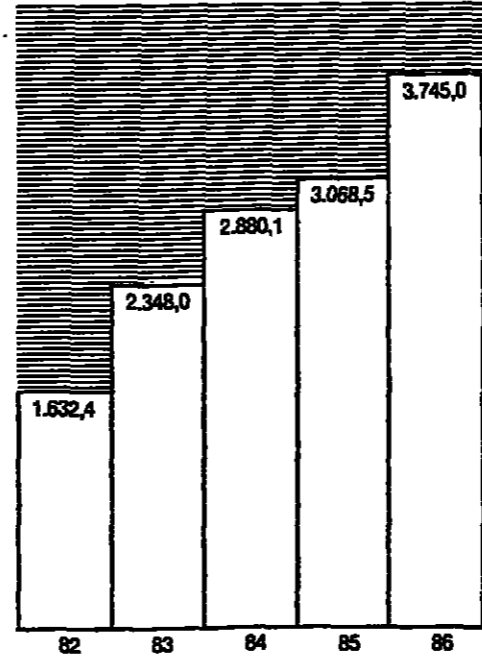
Résultat net part du Groupe
Millions de francs



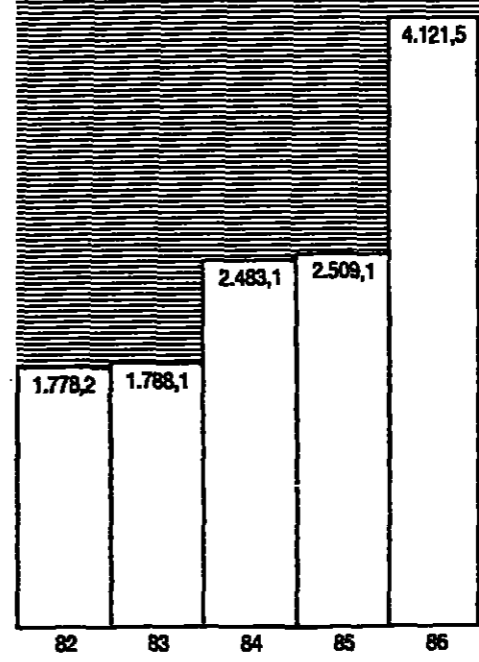
Chiffre d'affaires consolidé
Millions de francs



Marge brute d'autofinancement
Millions de francs



Investissements
Millions de francs



صكنا من الاعمال

سكنا من الاجل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOFARIS

SOLIDITE ET DEVELOPPEMENT

Extraits de l'allocation du Président Bertrand Larrera de Moret à l'occasion de l'Assemblée Générale de Sofaris

L'exercice 1986 marque l'achèvement de la période de « démarrage » de Sofaris. Lorsque Sofaris a été créée, en 1982, avec la vocation de regrouper les divers fonds de garantie institués en 1979 et 1980, ses actionnaires avaient prévu d'aider ses premiers pas en mettant en place des mécanismes conduisant à renforcer ses fonds propres.

Un statut fiscal avantageux lui avait été consenti par son principal actionnaire, l'Etat, jusqu'en 1987. L'ensemble des actionnaires avaient décidé de demander aucune rémunération, ni au titre des produits financiers des fonds de réserve, ni au titre des dividendes jusqu'à la fin de 1986.

Ces renforcements devaient accompagner la croissance. La croissance a été au rendez-vous : Les engagements ont en effet quintuplé en quatre ans, passant d'un milliard de francs fin 1982 à 5 milliards de francs fin 1986.

La « immaturation » de Sofaris a été également bien conduite puisque les fonds propres et assimilables sont passés, durant la même période, de 300 millions de francs à 680 millions de francs.

Des charges d'exploitation légères, une politique de placements financiers heureuse, les apports d'actionnaires nouveaux et l'absence de prélèvements du fisc et des actionnaires expliquent, pour l'essentiel, ce brillant résultat.

Avec une situation financière forte, Sofaris aborde aujourd'hui une période nouvelle où les spécificités de son statut sont venues sans disparité et ont été

interventions devront se diversifier en se rapprochant, pour une part croissante, d'activités de marché. Les fonds de garantie dotés par l'Etat et gérés par Sofaris, loin de diminuer, s'accroissent puisqu'ils sont passés de 450 millions fin 1982 à 970 millions fin 1984 et à 1 080 millions de francs fin 1986. A ces disponibilités s'ajoutent évidemment des engagements croissants. Les engagements nouveaux ont porté principalement en 1986 sur la garantie des prises de participation des sociétés de capital-risque et des crédits bancaires consentis aux entreprises en création ou en transmission.

A côté de cette activité que l'on est tenté de qualifier de traditionnelle bien qu'elle ait moins de dix ans, se développe la recherche de points d'application nouveaux à la garantie dans le domaine de risques plus communs, plus répartis, plus maîtrisables, mais dont les banques peuvent souhaiter assumer le partage avec Sofaris.

Agissant sous sa responsabilité directe, et donc en s'adossant à ses fonds propres, Sofaris a proposé à la communauté bancaire le partage de risques sur des types de financements nouveaux, notamment ceux qui s'appliquent aux investissements immatériels. L'intérêt des banques pour ce type de financement et pour l'association avec Sofaris a été considérable puisque plus de quarante banques, dont certains très grands établissements, ont signé des conventions de ce type en 1986 et au début de 1987.

Bertrand Larrera de Moret

Le Carnet des Entreprises

Schlumberger

M. Roland Génin, vice-président du conseil d'administration de Schlumberger

Le conseil d'administration de Schlumberger, sur la recommandation de son président, M. Euan Baird, a élu à l'unanimité M. Roland Génin, vice-président du conseil. M. Roland Génin sera responsable des services pétroliers.

M. Euan Baird a déclaré à ce propos que « dans ses nouvelles fonctions, M. Roland Génin devra assurer l'orientation des services pétroliers, un secteur vital pour Schlumberger dans une période critique de l'évolution de l'industrie pétrolière ».

M. Roland Génin, soixante ans, est entré chez Schlumberger en 1950 comme ingénieur de terrain dans les services de logging. Après avoir occupé des postes de responsabilité croissante dans les services pétroliers, il est nommé, en 1976, responsable de l'ensemble des opérations de Schlumberger. Cette même année, il est coopté membre du conseil d'administration et, en 1982, nommé président du comité de direction.

M. Roland Génin est ingénieur diplômé de l'Ecole des arts et métiers.

Dans le cadre de sa collection « ANALYSES DE SECTEURS » La société EUROSTAF-DAFSA vient de publier trois études sur les secteurs suivants

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Sans définition univoque admise de l'intelligence Artificielle (IA), on peut retenir toutefois l'idée que l'objectif de l'IA serait de créer du matériel et des logiciels susceptibles de reproduire le raisonnement humain.

Ces perspectives expliquent l'intérêt accordé par les grandes entreprises et les aides massives des Pouvoirs Publics des principaux pays industrialisés à l'égard de cette nouvelle industrie ou nouvelle technologie, selon l'opinion nord-américaine ou européenne.

Le marché de l'IA, difficile à évaluer, se situait en 1985 entre 0,3 et 1 milliard de dollars. Ne représentant actuellement que quelques pour cent du marché mondial de l'informatique, le marché de l'IA devrait être multiplié par 100 d'ici à l'an 2000, alors que pendant la même période, on assisterait seulement à un triplement du marché de l'informatique.

La position sémantique des Etats-Unis par rapport à l'IA expliquerait leur avance prodigieuse et leur poids (75 % dans le marché mondial de l'IA) devant l'Europe. Le Japon se situant encore assez loin.

La France, inventeur de Prolog, second langage de l'IA après Lisp, compte de réelles chances de marquer des points dans ce champ nouveau de la haute technologie, à condition de consentir les moyens financiers considérables nécessaires à la réalisation de produits standards.

Une analyse économique et financière a été menée sur une dizaine d'entreprises.

LES SOCIÉTÉS FRANÇAISES D'AFFICHAGE ET LE MARCHÉ EUROPÉEN

La publicité extérieure s'inscrit au sein des grands médias (presse, télévision, affichage, radio et cinéma) et dans un contexte d'augmentation favorable des investissements des annonceurs.

La France, premier pays afficheur au monde en valeur relative, avec un marché estimé à 4 milliards de francs en 1986, connaît pourtant un ralentissement par rapport aux dernières années (+ 12,5 % en 1986 contre + 20 % en moyenne). Ce média, qui absorbe environ 13 % des recettes publicitaires, se situe en 3^e position derrière la presse et la télévision.

Face à une concurrence accrue, les stratégies adoptées par les sociétés d'affichage se sont développées autour de quelques grands axes communs à l'ensemble de la profession.

L'analyse effectuée sur un échantillon d'entreprises, représentant près de 90 % du secteur, a permis de dégager quelques grandes caractéristiques : importance des marges, charges de personnel élevées, relative faiblesse des capitaux propres, politique de distribution assez large des bénéfices.

Il faut souligner que les caractéristiques de ce secteur pourraient être modifiées à l'avenir, en raison de la profonde mutation que subit actuellement le paysage audiovisuel français.

LA TRANSFORMATION DES MATIÈRES PLASTIQUES EN EUROPE

A la suite d'une période 1980-1982 caractérisée par une mauvaise orientation de l'activité, les années 1983 à 1985 ont permis au secteur de la transformation des matières plastiques de renouer avec une croissance vigoureuse.

Secteur charnière entre la chimie lourde et les nombreux marchés utilisateurs, la transformation des matières plastiques, avec le développement des applications des composites, technoplastiques et associations, est probablement orientée vers un brillant avenir.

Environ 50 groupes impliqués dans la transformation des matières plastiques (par intégration aval, amont et diversification) et 200 entreprises spécialisées sont présentés dans l'étude.

Pour recevoir gratuitement une présentation détaillée de ces études, téléphoner à EUROSTAF (42-61-51-24). Bureau de vente : 16, rue de la Banque, 75002 Paris.

FRANCAREP

Face aux mutations techniques, économiques et financières propres au secteur de la recherche et de la production des hydrocarbures, Francarep, riche d'actifs à vocation pétrolière, s'ouvre à de nouveaux secteurs d'investissements.

EMPRUNT DE F 180 MILLIONS à bons de souscription d'actions

Les obligations : Prix d'émission : le pair, soit F 400. Naissance : 3 Août 1987. Intérêt annuel : 6 %. Durée : 8 ans. Remboursement : par quart, à la fin des 5^e, 6^e, 7^e et 8^e années. Souscription : Priorité aux actionnaires. Le 6 au 20 Juillet 1987 inclus. A raison de DEUX obligations pour CINQ actions. Souscription ouverte au public à partir du 21 Juillet 1987.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

UAP SICAV DE L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

Table with columns: SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE, AL.T.O., ALTEFI, ACTIONS FRANCE, ACTIONS SÉLECTIONNÉES, AEDIFICANDI, L'U.A.P. INVESTISSEMENTS. Rows include Orientation, Situation au 30 Juin 1987, Performances au 30 Juin 1987.

Souscriptions et rachats reçus aux guichets de la BANQUE WORMS 45, boulevard Haussmann 75009 PARIS (Tél. 42.66.90.10) et dans ses diverses agences ainsi qu'après des conseillers UAP dûment habilités à cet effet

Marchés financiers

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Table with columns: Principaux postes (en millions de francs), ACTIF, PASSIF. Rows include 1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER, 2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR, 3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT, 4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FEDCOM, 5) DIVERS, 6) BILLETTS EN CIRCULATION, 7) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS, 8) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC, 9) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS, 10) ÉCUI A LIVRER AU FEDCOM, 11) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR, 12) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE, 13) DIVERS.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

Table with columns: Valeurs francs, Valeurs étrangères, Indices généraux. Rows include Valeurs francs à revenu variable, Valeurs industrielles, Valeurs étrangères, Indices généraux.

CHANGES

Table with columns: Dollar : nouvelle hausse à 6,20 F, Francfort, Tokyo, Marché monétaire.

INDICES BOURSIERS

Table with columns: PARIS, NEW-YORK, LONDRES, TOKYO. Rows include Valeurs françaises, Valeurs étrangères, Indices généraux.

MATIF

Table with columns: Notionnel 10 %, Nombre de contrats : 29 304, COURS, ÉCHÉANCES.

LA VIE DE LA COTE

SAINT-GOBAIN REVIENT A FRANCFORT. - Les actions du groupe verrier Saint-Gobain ont été réintroduites, le 17 juillet, à la cote officielle de la Bourse de Francfort, après cinq ans d'absence pour cause de nationalisation. Le marché ouest-allemand a bien accueilli ce retour. A la première cotation, le titre a progressé de 1,9 %, à 135,50 DM (contre 133 DM jeudi au bon-cote). Depuis sa privatisation au début de l'année, Saint-Gobain était revenu sur le marché aux cotes.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

Table with columns: COURS DU JOUR, UN MOIS, DEUX MOIS, SIX MOIS. Rows include S.E.U., S.c.m., Yen (100), DM, Franc, F.S., L.(1000), F.EMP.

TAUX DES EUROMONNAIES

Table with columns: S.E.U., DM, Franc, F.S., L.(1000), F.EMP. Rows include 6 3/8, 3 3/4, 4 7/8, 6, 9 7/8, 7 1/8.

RSE DE

Second page of financial data, including various market indices and exchange rates.

les financiers

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS 17 JUILLET Cours relevés à 17 h 34

Main table containing market data for 'Règlement mensuel' with columns for 'VALEURS', 'Cours', 'Précédent', 'Dernier', and '%'. It lists various financial instruments and their performance.

Comptant (sélection) SICAV (sélection) 17/7

Table with multiple columns for 'Comptant' and 'SICAV' sections, listing various securities and their current prices.

Second marché (sélection) Hors-cote

Table with multiple columns for 'Second marché' and 'Hors-cote' sections, listing additional securities and their prices.

Cote des changes Marché libre de l'or

Table with multiple columns for 'Cote des changes' and 'Marché libre de l'or' sections, listing exchange rates and gold market data.

Handwritten Arabic text: سوق الأوراق المالية

